

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2017
18h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

- 1 Décentralisation du stationnement payant sur voirie
Redevances applicables sur les zones réglementées au 1er janvier 2018
- 2 Dématérialisation du dossier de convocation aux séances du Conseil municipal - Modification du règlement intérieur de l'assemblée - Article L. 2121-8 CGCT
- 3 Convention cadre de partenariat avec l'association TELA BOTANICA

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

- 4 QUARTIER CEVENNES - Projet de Rénovation Urbaine (Petit Bard - Pergola) - Modification de la délibération du 6 novembre 2014
Demande de renouvellement d'agrément de candidature lot N – FDI
- 5 Foncier - Quartier Port Marianne - Consuls de Mer (4e extension)
Cession à la SA3M de 8 parcelles
- 6 Foncier - Zone d'aménagement concerté du Coteau
Convention opérationnelle entre la Ville et l'Établissement Public Foncier Languedoc-Roussillon - Avenant n° 2
- 7 Foncier - Bâtiment technique municipal - Acquisitions foncières
Avenue Étienne Méhul - Secteur Garosud Extension
- 8 Foncier - Transfert de biens Ville/Montpellier Méditerranée Métropole

- 9 Montpellier Grand Cœur - Secteur "Boutonnet Beaux-arts" - Instauration d'un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme
- 10 MONTPELLIER GRAND CŒUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions
- 11 Quartier Mosson - Secteur « Mas de Campagne » - Instauration d'un périmètre d'étude (article L 424-1 du code de l'urbanisme) - Approbation

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

- 12 Réhabilitation salle Feuillade et création de la 23e Maison pour tous.
- 13 Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit.

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

- 14 Interventions d'associations dans les écoles - Autorisation de signer les conventions
- 15 Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisir: signer les conventions d'occupation- Approbation des subventions en nature.
- 16 Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2017
- 17 Écoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2016-2017
- 18 Groupe Scolaire Joseph Delteil/Jules Michelet - Création d'un local pour l'extension du restaurant scolaire et travaux connexes - Demande de permis de construire
- 19 Travaux de rénovation écoles Georges Simenon et Alain Savary - Demande de subventions

CADRE DE VIE

- 20 Changement de dénomination de l'allée Mireille Laget
- 21 Dénomination de voie

ENFANCE

- 22 Création d'une crèche municipale dans la ZAC EAI (École Application Infanterie) – Approbation de l'opération-Autorisation de signer le permis de construire-Demande de subventions CAF, Conseil Départemental Hérault-Dénomination de la crèche
- 23 Fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Blanche Neige
Demande d'autorisation préalable de travaux
- 24 Programme Parler Bambin. Convention de partenariat entre la Ville et l'Agence nouvelle des solidarités actives

CULTURE

- 25 Comédie du Livre 2017 - Convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de la 32e Comédie du Livre
- 26 Exonération de frais de publication de documents d'archives
- 27 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Air France pour les déplacements et les transports d'œuvres liés au Pavillon Populaire
- 28 11e édition de la ZAT (Parc Montcalm ; 22 et 23 avril 2017) : Mises à disposition d'espaces dans le cadre de l'organisation de la manifestation
- 29 CULTURE ET PATRIMOINE
Attribution de subventions aux associations culturelles
Exercice 2017

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

- 30 Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Pierre Fabre Médicament

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

- 31 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2017
- 32 Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville
Opérations programmées pour l'année 2017
Autorisations d'urbanisme

- 33 Créances éteintes — Exercice 2017
- 34 Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017
- 35 Achat de matériel de Quincaillerie - Visserie - Échelles
- Appel d'Offres -
Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Pignan.
- 36 Précisions relatives aux tarifs de location de matériels - modification de la délibération relative aux tarifs 2017 du 15 décembre 2016
- 37 Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuitement

RESSOURCES HUMAINES

- 38 Convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault relative à la disponibilité des Sapeurs-Pompiers Volontaires (SPV) pendant leur temps de travail
- 39 Modifications du tableau des effectifs
- 40 Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville
- 41 Création d'un service commun des ressources humaines et relations sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

AFFAIRES SOCIALES

- 42 Dotation de Politique de la Ville 2017 – Convention cadre d'attribution de subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier – Autorisation de signature

RELATIONS INTERNATIONALES

- 43 Toulouse fait sa Comédie le 22 avril 2017

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2017

Procès-verbal

Convoqué le jeudi 23 mars 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 30 mars 2017 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri DE VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUCI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents excusés :

Sonia KERANGUEVEN.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Informations du Maire :

Monsieur le Maire : Veuillez prendre place. Je déclare ouverte la séance du Conseil municipal de la ville de Montpellier du 30 mars 2017. Avant de commencer la séance, je voudrais avoir une pensée pour M. Gilles MARILLEAU, agent municipal et métropolitain, victime d'une chute mortelle du haut de la mairie. Je voudrais présenter à sa famille, son épouse, sa fille, ses parents, ses collègues de travail, ses proches, toutes les condoléances attristées du Conseil municipal de Montpellier, comme je l'ai fait hier soir en Conseil de Métropole. Nous observerons, avec l'ensemble du personnel municipal, dans les prochains jours et en sa mémoire, une minute de silence. Je vais demander à Mlle BODKIN de venir nous rejoindre à la tribune pour faire l'appel.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci, Mlle BODKIN. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer. Nous allons aujourd'hui décorer de la médaille de citoyen d'honneur de la ville de Montpellier M. Pierre MESTRE, chef d'entreprise, PDG fondateur du groupe Orchestra, propriétaire du domaine de Verchant, que je remercie pour sa présence au Conseil municipal et à qui je vais demander de venir me rejoindre à la tribune.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : M. Pierre MESTRE, j'ai le plaisir de vous faire aujourd'hui citoyen d'honneur de la ville de Montpellier. Pierre MESTRE, vous êtes né le 14 mai 1963 à Montpellier. Vous avez grandi dans le quartier de la Paillade, faisant vos études au lycée Mas de Tesse. Enfant, vous avez déjà le don du commerce en aidant notamment votre grand-père dans son magasin de tapis à Montpellier. Vous confiez d'ailleurs à un journaliste : « J'ai toujours aimé la vente directe. Je me souviens, à sept ans, j'ai plumé les copains aux billes. Je leur ai vendu les prises après l'école. Et, à dix ans, je tenais l'étal de salades à la sortie de l'église. » Après des études en sciences économiques, en BTS action commerciale, boulimique de travail, vous voici vendeur le jour, organisateur de soirée et barman en boîte de nuit, tourneur de merguez sur barbecue, à la plage de Palavas. C'est d'ailleurs là que vous rencontrez Chantal DOUTRE, infirmière en cancérologie, avec laquelle vous tracerez votre vie. Vous devenez représentant d'espaces publicitaires, puis directeur des achats dans une société de cadeaux et de vêtements. Vous rejoignez le groupe Zannier, leader européen du vêtement pour enfant, Kickers, Absorba, en Allemagne, dont vous assurez la direction commerciale et le développement, ainsi que la gestion administrative et financière. Votre épouse, avec qui vous fondez une famille de quatre enfants, vous accompagne en Allemagne et assume la direction des produits et des achats de ce même groupe. Cinq ans plus tard, souhaitant revenir à Montpellier, chez vous, conscient du potentiel de la mode pour enfant et fort de cette expérience à l'étranger, vous fondez tous les deux, en 1995, votre propre marque. Chantal MESTRE baptise la nouvelle marque Orchestra, accessible à tous, dans toutes les langues, symbole de musique entraînante, et elle imagine l'ours coloré à bulles à l'entrée des magasins pour en faire l'emblème de la marque. Vous créez un concept de distribution unique, avec des collections enfant de 0 à 14 ans aux couleurs du temps et un choix immense avec 3 500 modèles par saison et plus de 100 nouveautés chaque semaine en magasin. Avec trois magasins, en 1995, vous développez des franchises en 1999, pour ouvrir en 2006 de grands magasins en périphérie des villes et dans sept pays à l'étranger. Face à cette réussite, Orchestra poursuit le développement de son réseau en ouvrant un *flagship* à Paris, puis à Madrid en 2011 et des filiales en Turquie, Chine, Grèce, Maroc et lance une nouvelle boutique en ligne. En parallèle, votre entreprise développe depuis 16 ans son expertise en puériculture, grâce au rachat de la chaîne suisse des magasins Baby Care. Ce savoir-faire a permis d'ouvrir en 2012 le premier mégastore de puériculture, maternité et mode d'enfant en France. Aujourd'hui, le groupe Orchestra compte 600 magasins dont plus de 80 mégastores dans 40

pays du monde, dont un de 5 000 m² à Bruxelles, plus grand magasin d'Europe. En décembre dernier, vous franchissez une nouvelle étape avec la signature d'un accord de fusion avec Destination Maternity, groupe américain n° 1 mondial du vêtement pour la femme enceinte pour devenir le leader mondial du vêtement de maternité, de l'enfant et des produits pour bébé. Enfin, autre pépite à votre actif, l'hôtel Verchant, qui devient, grâce à votre goût de l'excellence, le premier hôtel à bénéficier du label 5 étoiles sur la région. C'est entourées de grands professionnels du métier de l'hôtellerie que vos équipes accueillent de nombreux visiteurs : stars, séminaires d'entreprise, etc.

Ainsi, au nom de tous les élus du Conseil municipal de Montpellier, j'ai le plaisir de vous faire citoyen d'honneur en vous remettant la médaille de la ville. Elle vient couronner votre parcours, celui d'une magnifique success-story familiale qui apporte à la ville de Montpellier, à notre territoire métropolitain, un véritable rayonnement international et une grande fierté. Merci, M. MESTRE, d'avoir choisi de conserver votre siège social à Montpellier. Vous auriez pu l'installer dans une autre ville, mais je sais que vous avez tenu absolument à ce qu'il reste implanté à Montpellier, et c'est une grande fierté pour nous. Je vous fais ainsi citoyen d'honneur de notre ville, je vous félicite et je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur Pierre MESTRE : Merci beaucoup, je la reçois avec émotion et un peu de fierté, au nom de mon épouse et de moi-même. Mon épouse est aujourd'hui avec l'ensemble des patrons de notre pays et nos plus grands clients internationaux en train de présenter la collection été 18. Comme le disait Philippe SAUREL, nous sommes maintenant dans 42 pays. Au départ de Montpellier, nous livrons ces 42 pays dans le monde. Nous livrons plus de 300 000 vêtements par jour. Ils ne sont pas fabriqués dans le grand bâtiment que vous voyez le long de l'autoroute. Ils sont fabriqués un peu partout sur la planète, mais ce qui est important, c'est qu'ils sont créés à Montpellier. Les stylistes d'Orchestra sont majoritairement montpelliérains. Les modélistes, les informaticiens... soixante-dix salariés, et à peu près autant à l'extérieur, les architectes. Nous avons ouvert la semaine dernière un 3 000 m² à Tanger, qui est le plus grand magasin d'Afrique et notre plus grand magasin au Maroc, où nous sommes n° 1. Ce magasin de 3 000 m² a été dessiné par des architectes montpelliérains, dont certains ont fait l'école d'architecture de Montpellier. Je pense que cela est important. Je ne vais pas vous citer tous les métiers, les comptables, les contrôleurs de gestion et, bien entendu, les mécaniciens, les informaticiens, les magasiniers, les préparateurs de commandes, et tout ce monde qui travaille chez nous. Nous sommes un peu moins de 4 000 maintenant et nous sommes 600 à Montpellier.

En effet, nous avons à cœur de rester *al pais*, au clapas. Quand nous sommes revenus d'Allemagne, notre volonté était de nous réinstaller là où nous sommes nés, parce que cela est important. Bien que nous ayons beaucoup déménagé et que nous continuons à déménager – nous avons déménagé 28 fois en 32 ans de mariage –, notre cœur est ici et nos attaches sont ici. Tout à l'heure, quelqu'un me demandait si j'étais vraiment né à Montpellier. Pour les plus anciens des Montpelliérains de la salle, mon arrière-grand-père a dessiné la façade de la droguerie Estoul. Je vous invite à aller voir, vous verrez Daudet et fils. « Fils », c'était mon grand-père, « Daudet », c'était mon arrière-grand-père. Ma mère était déjà Baron de Caravètes. Elle n'en a jamais eu le titre, mais nous sommes des vieux Montpelliérains. Nous sommes peut-être un peu catalans, et sûrement beaucoup occitans. Nous avons dû faire 40 km en 700 ans. Depuis, nous avons un peu plus voyagé.

Je la prends avec grand plaisir, elle rejoindra la médaille d'or de la ville qu'avait eue mon grand-père cinquante ans plus tôt. Merci.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Il est bien que des chefs d'entreprise de ce niveau marquent leur attachement à la ville. Ils deviennent forcément les ambassadeurs de Montpellier dans le monde. Hier soir, nous avons conféré la médaille de la Métropole à Stéphanie GOTTLIB-ZEH, qui est aussi une chef d'entreprise formidable, internationale, qui porte haut les couleurs de Montpellier. Nous avons des sportifs de haut niveau, de grands culturels, mais aussi des chefs d'entreprise, des chercheurs, des scientifiques, des écrivains, etc.

Je vous donne quelques informations. Tout d'abord, nous avons reçu le label éco-propre qui a été remis par l'association des villes pour la propreté urbaine à Mme BARTHAS. Mme BARTHAS, dites-nous un mot s'il vous plaît.

Applaudissements.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL : La semaine dernière, M. le Maire, j'étais à Versailles aux rencontres biennuelles de l'AVPU, l'association des villes pour la propreté urbaine à laquelle adhèrent les plus grandes villes de France, que ce soit Paris, Lille, Marseille, Nice, Toulouse, Nantes, etc., ainsi que deux grandes villes internationales que sont Bruxelles et Genève. L'année dernière, nous avons reçu la première étoile de ce label éco-propre, qui nous avait donc été remis car nous avons mis en place l'observatoire de la propreté. Cette année, nous recevons la deuxième étoile, parce que nous mettons en place un plan d'action dynamique afin d'améliorer la propreté de la ville de Montpellier. M. le Maire, je suis très heureuse de vous remettre ce prix.

Monsieur le Maire : Prix que je vous adresse aussi, ainsi qu'à M. ABERT et à tous les élus qui concourent à la propreté dans votre ville. Merci beaucoup, Mme BARTHAS, c'est formidable.

Applaudissements.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : Qui râle ? Il ne faut pas râler, il faut sourire, ne râlez pas.

Madame France JAMET : Cela prête à sourire.

Monsieur le Maire : Il faut aimer la ville. Plus vous la critiquerez, et moins vous aurez de voix. Je vous donne la règle pour être élu : il faut aimer Montpellier. Vous avez vu M. MESTRE comme il l'aime ?

Madame France JAMET : Ce n'est pas le problème.

Monsieur le Maire : Mais si, c'est le problème. À force de critiquer tout le temps, vous finirez tout seul.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur le Maire : S'il vous plaît, pas de politique politicienne en ces temps perturbés. Je tiens à ce que nous parlions de Montpellier, pas de ce qui se passe au niveau national. Ne parlez pas de la présidentielle comme hier soir où certains ont débordé un petit peu. Je n'ai rien dit, vous avez vu, je suis resté cool, mais si nous faisons le débat de l'Assemblée nationale ou de la présidentielle, nous n'allons pas nous en sortir, nous allons rester trois heures et les Montpelliérains ont leurs idées, il ne

faut pas les prendre pour des imbéciles. Les Montpelliérains savent pour qui ils voteront, ils n'ont pas besoin d'avoir un mauvais remake des débats télévisés qui, eux-mêmes, sont très mauvais. Adoption de l'ordre du jour qui comporte quarante-quatre affaires. Une affaire a été ajoutée sur votre table. Il s'agit de l'affaire « Toulouse fait sa Comédie, le 22 avril 2017 ». Deux erreurs matérielles ont été corrigées dans les affaires suivantes, 21 et 31. Elles sont également déposées sur vos pupitres. L'affaire 43 a été retirée et l'affaire concernant « Toulouse fait sa Comédie » a été ajoutée.

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 59

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Monsieur le Maire : Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? M. BOUMAAZ.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Très rapide, M. le Maire. Il s'agit juste d'une observation. Est-ce que vous pourriez, durant le temps de ce Conseil, éclairer un peu nos Montpelliérains et annoncer les personnes qui s'abstiennent ou qui votent contre ?

Monsieur le Maire : Oui, avec plaisir.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Merci.

Pour : 56

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

1. Décentralisation du stationnement payant sur voirie Redevances applicables sur les zones réglementées au 1^{er} janvier 2018

La mise en œuvre prochaine de la réforme de la décentralisation et dépenalisation du stationnement sur voirie, issue de l'article 63 de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, va impliquer de nombreux changements. Cette évolution réglementaire devra être mise en œuvre à la date butoir du 1^{er} janvier 2018.

En effet, le paiement du stationnement devient une redevance d'occupation du domaine public.

L'amende pénale disparaît ; elle est remplacée par un Forfait Post Stationnement (FPS) que devront payer les usagers qui ne s'acquittent pas de la tarification en vigueur. Ce Forfait Post Stationnement est voté par le Conseil Municipal en même temps que le barème tarifaire. Il ne peut dépasser le tarif maximum de stationnement autorisé. Toutefois, il peut être minoré si l'utilisateur le paie dans les 4 jours.

La ville pour mettre en œuvre le forfait post-stationnement doit modifier les barèmes tarifaires existants et ajuster la durée de stationnement maximale autorisée par zone.

Dans ce contexte, la ville de Montpellier a programmé la mise en application de la loi, en intégrant les modifications apportées par la réforme à partir du périmètre existant, et en intégrant les nouveaux quartiers à forte pression en matière de stationnement, notamment Malbosc et Grisettes.

Les enjeux du stationnement sur voirie dans le cadre d'une politique de mobilité

Le stationnement, levier des politiques publiques de mobilité et d'aménagement urbain, permet de favoriser et de valoriser un partage de l'espace public, rare par nature dans les centres des grandes agglomérations.

Cette régulation de l'espace public permet :

- d'accentuer le service rendu à l'utilisateur ;
- de satisfaire les multiples usages ;
- de renforcer l'attractivité commerciale et touristique ;
- de lutter contre les comportements inciviques et contre la fraude ;
- d'accélérer la transition vers de nouvelles mobilités, en limitant l'usage de l'automobile ;
- d'améliorer la qualité de l'air.

La continuité des modalités de réglementation du stationnement

Le maintien de l'amplitude horaire du stationnement réglementé de 9 h à 18 h du lundi au samedi inclus ; le stationnement reste gratuit les jours fériés et le dimanche.

Le maintien de trois zones réglementées, courte, moyenne et longue durée avec incitation à la rotation des véhicules par l'affirmation d'une durée cible adaptée au forfait post-stationnement :

- une zone de courte durée ciblée à 2 heures soit 4 rotations par jour ;
- une zone de moyenne durée ciblée à 4 heures soit 2 rotations par jour ;
- une zone de longue durée ciblée à 6 heures soit 1 rotation par jour.

Une quasi-stabilité du périmètre réglementé existant.

La définition d'un zonage adapté aux exigences du Plan de Déplacement Urbain et de l'évolution de la ville

La politique de stationnement ne doit pas s'envisager au seul niveau des quartiers, et doit prendre en compte celui de la Ville et de la Métropole. Elle est un élément essentiel de l'organisation des déplacements à l'échelle des bassins de vie et de mobilité. Elle doit également intégrer la diversité des usages et s'adresse à tous les usagers de la voirie.

Le stationnement sur voirie a toute sa place dans les politiques de la mobilité et au développement du territoire au côté des autres démarches de planification : plan local d'urbanisme intercommunal et plan de déplacement urbain.

La politique de stationnement s'inscrit également dans la démarche de développement durable à laquelle la ville de Montpellier est très attachée :

- amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'air ;
- orientation du choix des usagers vers des modes de transports plus respectueux de l'environnement ;
- amélioration de l'accessibilité au centre-ville avec un report du stationnement longue durée dans les parcs de stationnement en ouvrage...

Dans ce cadre, le zonage prend en compte les besoins du stationnement, les usages, l'évolution de la ville ainsi que l'aménagement des nouveaux quartiers.

Le plan des zones de stationnement réglementé proposé au 1^{er} janvier 2018 est présenté en annexes.

Par arrêté, le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police définit, les règles de stationnement applicables sur le territoire communal. Il appartient maintenant au Conseil Municipal, en application des dispositions de l'article L. 2333-87 du CGCT, de fixer le montant des redevances applicables sur ces zones.

La définition d'un barème tarifaire en réponse aux exigences du Forfait Post Stationnement et aux nouveaux besoins

La présente délibération a pour objet conformément à l'article L. 2333-87 du CGCT de proposer des tarifs qui prennent en compte :

- le maintien d'un tarif identique voire inférieur aux tarifs 2017 pour les deux premières heures de chacune des trois zones ;
- le maintien du tarif résident mensuel ;
- une baisse du tarif résident annuel (deux mois offerts) ;
- baisse du tarif préférentiel mensuel ou annuel (avec deux mois offerts) pour les résidents détenteurs d'un abonnement annuel de transports en commun urbain (tramway et bus) ;
- le maintien de deux abonnements résidents par foyer ;
- le maintien des 30 premières minutes gratuites pour les usagers du stationnement sur voirie ;
- la prise en compte des besoins spécifiques de certaines professions : artisans, professionnels de la santé et de l'action sociale, aides à domicile, en leur offrant la possibilité de forfaits journalier, mensuel ou annuel ;
- le maintien d'une durée cible de stationnement maximum par zone afin de maintenir la rotation des véhicules ;
- l'incitation de l'utilisateur à utiliser les parcs de stationnement en ouvrage au-delà de cette durée cible ;
- la prise en compte de la méthode de détermination du forfait post-stationnement (FPS).

En effet, la modification de l'amende pénale en forfait post-stationnement ne doit pas pénaliser les usagers.

Par conséquent :

- **Pour les zones jaunes et orange** le forfait post-stationnement minoré que l'utilisateur peut régler dans les 4 jours suivant le constat de non-paiement est fixé à 17 €, montant de l'amende actuelle. Dans le cas où l'utilisateur préférerait acquitter le forfait post-stationnement dans les 90 jours, son montant correspondra au montant actuel de l'amende pénale majorée soit 33 €.
- **Pour la zone verte** le forfait post-stationnement minoré que l'utilisateur peut régler dans les 4 jours suivant le constat de non-paiement est fixé à 10 €. Dans le cas où l'utilisateur préférerait acquitter le forfait post-stationnement dans les 90 jours, son montant est fixé à 17 €, montant de l'actuelle amende pénale.

| 30 minutes gratuites par jour toutes zones | Tarif 2018 |
|---|------------|
| Carte Oxygène pour tous → 30 minutes gratuites par jour | 0,00 € |

| Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h | Tarif 2018 |
|--|------------|
| Tarif normal 1h | 2,00 € |
| Tarif normal 2h | 4,00 € |
| Tarif normal 3h | 10,00 € |
| Tarif normal 4h | 17,00 € |
| Tarif normal 5h | 33,00 € |
| Montant du Forfait Post Stationnement | 33,00 € |
| Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours) | 17,00 € |

| Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h | Tarif 2018 |
|--|------------|
| Tarif normal 1h | 1,00 € |
| Tarif normal 2h | 2,00 € |
| Tarif normal 3h | 3,00 € |
| Tarif normal 4h | 4,00 € |
| Tarif normal 5h | 10,00 € |
| Tarif normal 6h | 17,00 € |
| Tarif normal 7h | 33,00 € |
| Montant du Forfait Post Stationnement | 33,00 € |
| Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours) | 17,00 € |

| Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h | Tarif 2018 |
|--|------------|
| Tarif normal 1h | 0,80 € |
| Tarif normal 2h | 1,00 € |
| Tarif normal 3h | 1,20 € |
| Tarif normal 4h | 1,40 € |
| Tarif normal 5h | 1,60 € |

| | |
|--|---------|
| Tarif normal 6h | 1,80 € |
| Tarif normal 7h | 4,00 € |
| Tarif normal 8h | 10,00 € |
| Tarif normal 9h | 17,00 € |
| Montant du Forfait Post Stationnement | 17,00 € |
| Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours) | 10,00 € |

| Personne à Mobilité Réduite | Tarif 2018 |
|--|-------------------|
| PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 12 heures maximum (loi du 18/03/2015) | 0,00 € |

| Résidents (tarif par voiture - 2 véhicules au maximum par foyer sur justificatifs*) | Tarif 2018 |
|--|-------------------|
| Tarif résident 1 mois | 15,00 € |
| Tarif résident 1 mois avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou Bus) | 3,00 € |
| Abonnement annuel (12 mois pour le prix de 10 mois) | 150,00 € |
| Abonnement annuel avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou Bus) | 30,00 € |

*Liste des justificatifs à fournir :

- Bail, acte notarié ou taxe d'habitation
- Dernière facture électricité (datant de moins de 3 mois), téléphonie fixe ou assurance habitation
- Carte grise du véhicule
- Justificatif de l'abonnement annuel des transports en commun

| Artisans / Aide à Domicile / Santé & Action Sociale (stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sans limitation de durée - 1 véhicule par demandeur sur justificatifs**) | Tarif 2018 |
|--|-------------------|
| Forfait 1 jour | 2,00 € |
| Forfait 1 mois | 20,00 € |
| Forfait 1 an | 200,00 € |

**Liste des justificatifs à fournir :

➤ **pour les artisans :**

- la carte grise du véhicule (au nom de la société ou de l'artisan)
- un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APERM) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **pour les aides à domicile :**

- la carte grise du véhicule (au nom de l'entreprise ou de l'association)
- l'agrément préfectoral en cours de validité de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **pour les professionnels de santé et d'action sociale :**

- la carte grise du véhicule

- la carte professionnelle en cours de validité attestant leur appartenance aux professions de santé telles que définies par le code de la santé publique : infirmiers libéraux, kinésithérapeutes, sages-femmes, orthophonistes, orthoptistes, pharmaciens, médecins, chirurgiens-dentistes, orthodontistes, odontologistes, ergothérapeutes, audioprothésistes, opticiens-lunetiers, prothésistes, orthésistes, diététiciens, psychomotriciens, vétérinaires, auxiliaires médicaux (podologues, pédicures, aides-soignants), auxiliaires de puériculture et ambulanciers
- justificatif de domiciliation du local (datant de moins de 3 mois)

Vu l'avis qui a été rendu par le Conseil de Métropole le 29 mars 2017 sur la proposition de détermination par le Maire de Montpellier des conditions de réglementation du stationnement sur voirie ainsi que sur la proposition de barème tarifaire soumise à l'approbation du conseil municipal de Montpellier dans la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les redevances applicables sur les zones réglementées pour le stationnement payant sur voirie à compter du 1^{er} janvier 2018 dans les conditions prévues par la délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint Délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI : La réforme de décentralisation du stationnement issue de la loi MAPTAM, loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, doit entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2018. Il est relativement urgent que le Conseil municipal délibère sur la tarification, le zonage et le montant du forfait post-stationnement. En effet, le paiement du stationnement devient une redevance d'occupation du domaine public. L'amende pénale disparaît. Elle est remplacée par un forfait post-stationnement dont le montant est voté par le Conseil municipal, en même temps que le barème tarifaire, lui-même adapté selon un zonage. Sur la diapositive suivante, en ce qui concerne le zonage, je rappelle que celui-ci n'a pas évolué depuis 2004. Nous avons donc tenu compte de l'évolution de la ville, de l'arrivée des tramways et des parcs de stationnement.

Monsieur le Maire : Depuis 2004, le zonage n'a pas bougé.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI : Trois zones sont conservées, avec les mêmes amplitudes horaires, de 9 h à 18 h, du lundi au samedi. Le stationnement reste gratuit les dimanches et jours fériés. Nous avons donc une zone jaune de courte durée, de deux heures, que vous voyez au centre du graphique, une zone orange, de moyenne durée, de quatre heures, et une zone verte de longue durée de six heures. Quelles sont les modifications par rapport au zonage actuel ? Certaines places vertes passent de la zone verte à la zone orange, dans les quartiers Aubes, Pompignane, Antigone, Cité Mion, Arceaux, Figuerolles. Les places vertes sont, dans leur majorité, conservées et sont renforcées dans les quartiers Beausoleil, Clémentville, Cité Astruc. Et nous créons des places orange dans les nouveaux quartiers : Malbosc, Grisettes et Port Marianne.

Monsieur le Maire : C'est-à-dire là où la ville se construit et là où il existait des lacunes dans le stationnement. Par exemple, pour le stationnement sur Malbosc, le parking était gratuit. Beaucoup

d'habitants et d'utilisateurs du tramway utilisaient ce parking comme parking d'échange avec le tramway, ce qui retirait des places utilisables par les habitants de Malbosc.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI : En ce qui concerne le tarif, sur la diapositive suivante, je rappelle que les tarifs n'ont pas été modifiés depuis 2001, c'est-à-dire depuis le passage du franc à l'euro. Ils restent inchangés en zone jaune et diminuent en zones orange et verte. Vous allez les voir apparaître. Ils restent identiques en zone jaune et ils diminuent en zones orange et verte. Le forfait post-stationnement, quant à lui, reste identique à l'amende actuelle, c'est-à-dire à 17 euros sur les deux zones jaune et orange, et il baisse pour passer à 10 euros en zone verte. Par ailleurs, la carte oxygène est une carte valable pour tous les habitants et permet de stationner gratuitement une demi-heure sur toutes les zones. Elle est valable pour tous les habitants, même les habitants de la Métropole, ce qui a été l'objet du débat d'hier, soulevé par Mme BRISSAUD.

Monsieur le Maire : Pratiquement aucune ville ne dispose de cette carte oxygène, qui est très importante pour les commerçants.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI : Sur la diapositive suivante, nous avons fait une baisse de tarif pour les résidents, qui est une baisse significative lorsqu'elle est couplée avec un abonnement de transports en commun. Vous pouvez voir, par exemple, que le tarif annuel avec un abonnement pour les transports en commun, passe de 90 euros à 30 euros, pour les résidents. Le tarif mensuel classique reste à 15 euros et passe de 180 euros annuels à 150 euros. Nous avons donc une baisse significative de l'abonnement pour les résidents. Ensuite, sur la diapositive suivante, nous avons créé une tarification très intéressante pour les professions dites spécifiques, que sont les professionnels de santé, les aides à domicile et les artisans. Vous voyez un tarif journalier de 2 euros pour un stationnement sur n'importe quelle zone, qui peut aller, pour un abonnement annuel, à 200 euros.

Voilà. Ce sont donc les tarifs de zonage que nous vous proposons. Nous n'avons pas profité de cette réforme pour augmenter les tarifs. Nous souhaitons améliorer le service rendu aux usagers, et pas seulement aux habitants de Montpellier, mais aussi l'intégrer dans l'organisation des déplacements au sein de la Métropole. Il s'agit du plan de déplacement urbain et c'est à ce titre qu'il a été présenté hier soir en Conseil de Métropole, parce qu'il faut bien comprendre que les déplacements et le stationnement sont indispensables dans la politique de développement durable à laquelle la ville de Montpellier est très attachée. Nous avons le devoir de préserver la qualité de l'air que nous respirons. Pour cela, il faut orienter les usagers vers d'autres moyens de transport que la voiture, quand cela est possible. C'est pour cela que nous avons fait des tarifs très avantageux, comme je vous l'ai dit, pour les résidents, couplé avec l'abonnement des transports en commun. Nous souhaitons également inciter les usagers à se rendre dans un parc fermé pour les stationnements de longue durée, par exemple. C'est pourquoi les tarifs après deux heures sont aussi dissuasifs.

Compte tenu de tous ces éléments, nous vous proposons cette délibération. Je remercie très sincèrement les services qui ont bien travaillé, parce que nous avons mis une bonne pression pour arriver à ce résultat qui est cohérent et fidèle à nos engagements : ne pas augmenter les tarifs de stationnement et du forfait post-stationnement.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup pour cet exposé très clair, Mme SANTARELLI. Qui demande la parole ? Mme JAMET, Mme CANAUD, Mme BRISSAUD. Mme JAMET.

Madame France JAMET : M. le Maire, mes chers collègues, ce sont des questionnements que nous avons déjà abordés la dernière fois et que je n'ai pas pu aborder avec vous, malheureusement, hier, et auxquels j'aimerais que vous répondiez tout de même ou que vous preniez en considération des réflexions. La première – je ne sais pas si nous en avons parlé – concerne, par exemple,

l'externalisation que vous avez choisi de mettre en place, avec cette DSP, puisque cela est suivi par une DSP, alors que, avec la mutualisation, le personnel municipal qui augmente et les ASVP qui sont là, et dont vous ne savez plus que faire maintenant, il me semble tout de même que nous avons largement matière à occuper les personnes de la mairie pour ces missions.

La deuxième – je ne sais pas si nous l'avons abordée – est la suivante : quel est le temps contractuel de la délégation de service public ?

Monsieur le Maire : Nous allons vous répondre après. Nous notons tout cela.

Madame France JAMET : C'est une réflexion, parce que je voudrais savoir si elle dépassera votre mandat. Je suppose que les frais d'horodateurs devront être amortis. Cela me semble donc un peu équivoque et dangereux. Le principe d'immatriculation est compliqué et je trouve que c'est du flicage. Je ne sais pas si c'est vous, mais cela a été un peu maladroit. Je fais comme vous, vous faites des déclarations à la presse et je les lis. Inviter les gens, comme Mme SANTARELLI nous l'a rappelé, à prendre un autre mode de locomotion que la voiture, comme le vélo, cela me fait penser un peu à Marie-Antoinette : ils n'ont pas de pain, ils n'ont qu'à manger des croissants ! Est-ce que vous imaginez tout de même qu'une mère de famille, lorsqu'elle a des enfants, va les déposer à la crèche, à l'école, va travailler, faire des courses, avec des objets ou des sacs encombrants, ou des personnes retraitées ou à mobilité réduite, est-ce que vous pensez réellement que tous ces gens-là feraient mieux de prendre le vélo ?

Monsieur le Maire : Attendez, là, je vous interromps sur le vélo, parce que je ne peux pas en faire. J'ai un genou qui ne plie pas, je ne peux pas en faire. Je suis donc concerné par ce que vous dites.

Madame France JAMET : Eh bien, vous allez payer, je vous le dis.

Monsieur le Maire : Je fais de la trottinette.

Madame France JAMET : Oui, qu'ils fassent de la mobylette ! Le deuxième point – je vous l'avais déjà dit quand nous avons abordé ce sujet – concerne le commerce. Je continue de dire que vous étouffez le commerce du centre-ville. Je crois savoir que Mme ROUSSEL-GALIANA a eu une médaille, qu'elle a sûrement méritée, mais je ne suis pas sûre que les commerçants de Montpellier vous disent merci sur cette politique que vous mettez en place. Et elle se fait – je vous l'ai dit encore la dernière fois – au détriment de zones, comme Odysseum, où vous avez deux heures gratuites, où vous n'avez rien à payer. L'argent public, en général, sert à faire la petite bretelle qui leur permet d'accéder directement de l'autoroute au centre ou au parking, etc. Et donc un emploi dans le commerce dans une grande surface comme celle d'Odysseum tue les emplois dans le centre-ville. Un emploi dans un supermarché ou dans une grande surface, c'est trois emplois dans le commerce de détail. Là aussi, il existe une incidence : les familles, le commerce.

Pour le prix du ticket, j'essaie de me souvenir. Mme SANTARELLI, vous nous dites qu'il n'a pas augmenté depuis le changement du franc à l'euro, c'est bien cela ? Nous sommes donc passés d'un franc à un euro ? Cela fait rire. Ceux qui nous écoutent ou ceux qui vivent cela quotidiennement savent tout de même un petit peu l'impact qu'a eu le passage du franc à l'euro. Tout cela s'inscrit, je le rappelle – nous en reparlerons certainement tout à l'heure – dans une ville, à Montpellier, où les impôts par habitant ont augmenté de 33,2 % depuis 2000, dans une ville où le prix des parkings, avec des DSP qui ont été gentiment offertes, a augmenté, où, quoi que vous en disiez, on ne prend pas le tramway et on ne voyage pas avec un euro – là aussi, cela a augmenté –, dans une ville qui est touchée par le chômage, par la précarité, où un maximum de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est la plus pauvre de France avec le Nord. Tout cela s'inscrit dans un contexte particulièrement touché par la précarité, avec une incidence sur le commerce, qui représente 80 %

des petites TPE, des artisans, des commerçants. Tous ceux qui vont être impactés représentent 80 % de notre tissu économique.

Dernier point encore, juste une petite parenthèse concernant Gambetta, où j'entends, paraît-il, que le système de verbalisation par caméra n'empêche pas les voitures de continuer à se garer en double-file. Eh bien, les journaux racontent encore n'importe quoi. Je voudrais savoir aussi qui va s'occuper, par exemple, des stationnements gênants et des amendes qui sont pénalisantes, si cela va s'ajouter. En tout cas, il est sûr qu'ils vont payer à tous les étages, et ils paient à tous les étages. Je vous le dis, je pense qu'il s'agit d'une fiscalité qui est brutale et qui est injuste. Je pense que ce n'est pas un bon choix.

Dernier point sur la DSP. Je crois qu'il faut être très attentif, parce que vous nous engagez dans des dépenses, dans un contrat, avec une optique qui est dangereuse financièrement – et, encore une fois, je le regrette, je n'étais pas là – mais qui s'inscrit dans un schéma directeur qui n'est tout de même pas non plus à la hauteur des attentes ni des besoins des Montpelliérains, des métropolitains, et de tous ceux qui habitent dans le département, avec des TER qui n'arrivent pas à l'heure. C'est bien cela aussi dont nous parlons, la multi-modalité, avec un schéma territorial qui n'est pas à la hauteur ni des besoins ni des espérances. Non, ce n'est pas hors sujet. Je vous l'ai dit, il ne faut pas regarder uniquement son nombril et le bout de ses chaussures, il faut regarder un peu plus loin. Ce n'est pas hors sujet, cela s'inscrit dans un schéma directeur, de multi-modalité, et environnemental. C'est donc un mauvais choix environnemental. Il est injuste vis-à-vis de nos compatriotes et il n'est pas cohérent par rapport aux besoins et aux attentes. Tant pis pour vous, mais au moins par empathie pour nos compatriotes, il faudrait essayer de revoir tout de même tous ces tarifs à la baisse et c'est une politique, qui n'est pas une bonne politique, mais une politique que je qualifie de racket. Autrement dit, à chaque fois, la vache à lait est l'automobiliste, comme si, quand nous avons une voiture, c'est un simple choix, parce qu'on est riche et millionnaire et qu'on en a les moyens. Non, c'est parce qu'on est obligé, et vous le savez, je l'ai rappelé la dernière fois. Souvent, le bassin d'emploi s'éloigne de plus en plus des bassins d'habitation pour les personnes qui sont de plus en plus en difficulté et qui sont amenés à prendre la voiture. Vous ajoutez à cela la taxe sur le pétrole qui augmente de façon exponentielle, et vous créez un climat d'insécurité sociale et environnementale.

Dans tous les cas, nous voterons contre, car je ne comprends pas que vous engagiez non pas la commune, mais nos compatriotes dans cette spirale délétère.

Monsieur le Maire : Merci, Mme JAMET. Mme CANAUD.

Madame Nancy CANAUD : M. le Maire, mes chers collègues, j'ai quelques interrogations, parce que cela fait deux fois que ce procédé de gestion du stationnement nous est présenté, et je ne comprends toujours pas comment nous allons pouvoir verbaliser. Pouvez-vous m'expliquer si nous aurons des capteurs ? Car nous entendons tout et son contraire, avec des voitures qui passeraient avec des capteurs. Comment allons-nous savoir si les gens ont payé, s'ils dépassent, etc. ?

Deuxième question, je pense effectivement qu'il ne s'agit pas d'une politique où les gentils sont les défenseurs de l'écologie et des transports en commun, et les méchants les défenseurs des automobilistes. Je suis de cet avis, l'automobile est souvent indispensable à Montpellier, que vous le vouliez ou non. Je pense que nous pouvons utiliser les transports en commun, mais nous sommes tout de même souvent obligés de prendre la voiture pour diverses raisons. J'ai bien compris que si nous nous arrêtons ne serait-ce que dix à quinze minutes pour faire un arrêt minute, nous serons pris en défaut. Je voulais savoir s'il existera une tolérance. Si nous laissons le matin sa voiture sur une zone courte, l'amende apparaîtra après les deux heures. Est-ce qu'un deuxième passage sera fait l'après-midi ?

Ensuite, je voulais revenir sur le problème de Malbosc. Les commerçants de Malbosc luttent contre ces voitures qui viennent se garer pour prendre le tramway, mais je sais, par beaucoup de personnes

qui habitent à l'extérieur et qui utilisent le tramway, que cela manque tout de même de parking pour pouvoir se garer, à certains arrêts, pour les personnes qui habitent dans les villages du Nord, de l'Est. C'est une demande de la part des personnes qui travaillent à l'extérieur. Ils me disent que la circulation dans Montpellier – et vous le savez – est très difficile. Ce sont des adeptes du transport en commun, mais ils se plaignent de ne pas avoir de zone en amont pour pouvoir se garer.

Une autre chose. Avec cette redevance, est-ce que, d'après ce que j'ai compris pour le transport propre, nous ne pourrions pas envisager d'alimenter un fonds dédié aux travaux de voiries et de trottoirs ? Parce que je pense qu'il existe plusieurs endroits dans Montpellier où nous serions heureux de refaire la voirie et les trottoirs qui sont parfois en mauvais état.

Monsieur le Maire : Merci, Mme CANAUD. Mme BRISSAUD.

Madame Anne BRISSAUD : M. le Maire, mes chers collègues, vous le savez, je l'ai répété hier en Conseil de la Métropole, je ne partage pas non plus votre vision sur la place de la voiture dans notre quotidien et en particulier dans nos centre-villes, puisque je pense qu'il n'est pas logique – où en tout cas il s'agit d'une autre logique et je ne la partage pas du tout – de considérer que l'attractivité des centre-villes se verrait renforcer par l'absence des voitures. Il s'agit d'un vaste débat, nous en rediscuterons, mais c'est ce que vous expliquez en préambule de cette délibération aujourd'hui. Au risque de répéter ce qui vient d'être dit, il semble essentiel de replacer l'homme au centre de chaque débat. Si les Montpelliérains aujourd'hui continuent de prendre leur voiture – l'Homme en général – et malgré le fait d'avoir des transports en commun à disposition et d'autres moyens – ils pourraient choisir effectivement de prendre le tramway, puisque vous répétez et que vous aimez répéter que la ligne 1 est bondée, en particulier aux heures de pointe, etc., que le tramway fonctionne –, ce n'est pas par plaisir, parce que lorsque vous passez une heure dans les embouteillages le matin pour aller au travail ou pour aller chercher vos enfants le soir ou pour aller à la plage l'été, nous ne pouvons pas considérer qu'il s'agit d'un choix de plaisir. Là-dessus, je considère que cette délibération aurait pu donner lieu à un débat plus profond de la place de la voiture en centre-ville. Nous voyons sur la carte, par exemple, que, bien entendu, tout le centre-ville est entouré de zones jaunes. Quand nous regardons les tarifs de la zone jaune, effectivement, c'est dissuasif.

J'aimerais poser une question sur le nombre de places qui restent libres. Dans l'article de *Midi libre* de ce jour, vous vous félicitez d'avoir un contrôle total sur le stationnement à Montpellier et vous ajoutez 13 700 places de stationnement. Si j'ai bien lu, vous en ajoutez 500 et il existera donc en tout 13 700 places. C'est bien cela ? Et nous parlons bien de stationnement payant là. Quelle est la part du coût du stationnement qui reste libre ? Est-ce que nous avons le nombre de places de stationnement libre ? Gratuit donc, parce qu'il n'existe plus de places libres autour du cœur de ville et dans le cœur de ville. Moi qui suis très attachée à la liberté, qui n'est pour moi pas qu'un concept abstrait, je considère qu'il est essentiel de conserver des espaces de liberté pour les Montpelliérains.

Monsieur le Maire : Là où vous ne payez pas. Cela signifie que ce sont les autres qui paient à votre place.

Madame Anne BRISSAUD : Pas du tout, M. le Maire.

Monsieur le Maire : Mais si, la gratuité est l'impôt des autres, Mme BRISSAUD.

Madame Anne BRISSAUD : Écoutez, nous parlons de mobilité et de stationnement. Nous ne sommes pas d'accord sur la logique et je considère que la liberté individuelle reste un droit. Les Montpelliérains qui ne paieraient pas le stationnement paieraient autre chose et nous vous faisons confiance pour leur faire payer bien cher bien d'autres choses. Eh bien oui, écoutez, vous voulez

soulever certains soucis, nous sommes d'accord. Je suis d'accord, moi, avec mes collègues qui ont dit tout à l'heure que les Montpelliérains payaient déjà trop cher.

Monsieur le Maire : Vous ne voulez pas payer, OK, vous voterez contre. Je comprends.

Madame Anne BRISSAUD : J'ai voté contre hier, et je voterai contre aujourd'hui, bien sûr.

Monsieur le Maire : Vous votez contre parce que vous ne voulez pas payer.

Madame Anne BRISSAUD : Mais ce n'est pas une question de ne pas payer, c'est une question de logique. Je considère que trente minutes...

Monsieur le Maire : Oui je la comprends, la logique. C'est la logique Rapetou.

Madame Anne BRISSAUD : Aujourd'hui, je paie le parking quasiment tous les jours pour venir me garer proche du centre-ville ou proche des quartiers que vous avez cités ici sur la carte de zonage. Je paie mes impôts, je paie bien d'autres choses.

Monsieur le Maire : Mais nous aussi, nous payons. Tout le monde paie !

Madame Anne BRISSAUD : Je parle en tant que Montpelliéraine moyenne. J'en connais bien d'autres qui ont des difficultés. Vous ne voulez pas entendre que les Montpelliérains ont des difficultés.

Monsieur le Maire : Au Moyen Âge, quand les impôts sont arrivés, les paysans pensaient qu'un jour, ils ne paieraient plus d'impôt sur la terre, quand il existait l'impôt qui s'appelait la taille.

Madame Anne BRISSAUD : Nous en payons, des impôts, M. le Maire, je pense que vous êtes bien placé pour savoir que les Montpelliérains paient beaucoup d'impôts, de charges, de taxes, etc.

Monsieur le Maire : Vous êtes là dans le même état que ces populations.

Madame Anne BRISSAUD : Mais pas du tout, ce n'est pas une question de ne pas vouloir payer, c'est une question de vouloir renforcer l'attractivité de nos centres-villes autrement que par la taxe, c'est autre chose, et autrement que de limiter l'accès de la voiture en centre-ville. Est-ce que sur les Champs Élysées, par exemple, nous n'avons plus de voitures ? C'est pourtant l'une des avenues les plus mondialement connues pour ses commerces. Et si nous supprimions les voitures des Champs Élysées, est-ce que cela fonctionnerait mieux ?

Monsieur le Maire : Vous avez bien fait de citer Paris comme exemple, je vous en remercie, c'est une aubaine pour moi.

Madame Anne BRISSAUD : Ce serait un échec, je vous le dis.

Monsieur le Maire : Vous avez cité Paris qui est en DSP, vous avez cité Paris qui a multiplié le prix de certaines places de 10 euros à 50 euros.

Madame Anne BRISSAUD : La renommée de Paris ne s'est pas faite avec Mme HIDALGO, et elle est loin de continuer avec elle.

Monsieur le Maire : Ne critiquez pas Mme HIDALGO.

Madame Anne BRISSAUD : Nous devrions voir, dans dix ans, ce que les projets de Mme HIDALGO vont donner et nous pourrons en reparler. Aujourd'hui, les Champs Élysées sont connus et les voitures circulent toujours. Quand la voiture n'existera plus, nous pourrons en reparler. Comme le boulevard du Jeu de Paume, M. le Maire. Nous avons le droit de ne pas être d'accord.

Monsieur le Maire : C'est tellement logique ce que vous me dites, que je n'en retire qu'une seule chose : vous ne voulez pas payer.

Madame Anne BRISSAUD : C'est très simpliste et il est dommage d'en arriver là. Je paie déjà beaucoup de choses, je participe et je considère que je suis une citoyenne comme les autres à Montpellier.

Monsieur le Maire : Mais vous n'êtes pas toute seule sur la terre. Il en existe plein d'autres comme vous.

Madame Anne BRISSAUD : Je pense que certains râlent et représentent justement ceux qui ne peuvent pas venir vous dire en face qu'ils paient trop et que c'est trop cher. C'est tout.

Monsieur le Maire : Vous faites parler les minorités absentes ou les majorités absentes.

Madame Anne BRISSAUD : Si vous estimez que les Montpelliérains qui considèrent qu'ils paient trop d'impôts et de taxes sont minoritaires, c'est votre avis.

Monsieur le Maire : Mme BRISSAUD, vous prenez la parole pour des gens que nous ne connaissons pas.

Madame Anne BRISSAUD : Vous n'avez jamais entendu que les impôts étaient trop élevés à Montpellier, que les taxes directes et indirectes étaient trop importantes ? Vous voulez nous dire que vous ne connaissez aucun Montpelliérain qui se plaint du tarif du stationnement à Montpellier ?

Monsieur le Maire : Mme BRISSAUD, nous pratiquons des tarifs ici qui sont les plus faibles de France. Prouvez-moi le contraire avec une étude de benchmark. Prouvez-moi le contraire.

Madame Anne BRISSAUD : Donnez-nous un signal, M. le Maire. Si vous ne baissez pas les impôts, baissez les tarifs. Je vous dis une chose, la liberté individuelle est importante pour moi aujourd'hui.

Monsieur le Maire : Donnez-moi une étude sérieuse de benchmark qui me prouve que nous sommes plus chers que les autres villes, et vous verrez que nous sommes les moins chers de France, voilà.

Madame Anne BRISSAUD : Pourquoi, M. le Maire, vous êtes un suiveur ? Vous voulez suivre des mouvements ou vous voulez justement impulser une autre politique ? Il me semblait avoir compris que vous vouliez être un meneur et pas un suiveur. C'est tout. Nous avons dû mal nous comprendre.

Monsieur le Maire : C'est normal que nous ne nous comprenions pas. Vous ne voulez pas payer.

Madame Anne BRISSAUD : Vous simplifiez, vous devenez populiste, M. le Maire, faites attention.

Monsieur le Maire : Populaire oui, populiste non.

Madame Anne BRISSAUD : C'est le risque de la simplification.

Monsieur le Maire : M. YOUSSEUS m'a demandé la parole, parce que nous avons parlé d'un sujet qui le concerne. Puis M. LEVITA.

Monsieur Rabii YOUSSEUS : Vous avez répondu à tout, M. le Maire. En plus, je ne vais pas aux législatives, cela ne sert à rien.

Monsieur le Maire : M. LEVITA, puis Mme SANTARELLI pour la conclusion de l'enquête.

Monsieur Max LEVITA : Les interventions de nos collègues sont en dehors de la réalité. Qu'est-ce qui est changé par rapport à ce qui existe aujourd'hui ?

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : Ce n'est pas vrai, nous n'avons rien changé. Il existe un parking. Le parking sur le territoire public est payant et vous allez payer, ce qui est logique. La liberté est entière, vous pourrez continuer à faire ce que vous voulez. J'ai une voiture, et je continuerai à me servir de ma voiture si cela m'amuse. Alors concernant le racket sur les automobilistes, il faudrait être sérieux tout de même. Depuis 1945, tous les économistes ont démontré, à la suite d'Alfred Sauvy, que nous avons tout fait sauf du racket sur les automobilistes. Nous avons fait payer par les contribuables le développement de l'industrie automobile et les automobilistes n'ont jamais payé ce qu'ils coûtaient à la collectivité. Jamais. Ne racontez donc pas des histoires sur le racket. Nous avons fait cela pour d'excellentes raisons, pour développer l'industrie automobile. Nous avons de grandes entreprises automobiles dans notre pays. Nous avons favorisé l'achat par les citoyens, c'est une bonne chose, mais ne racontons pas des histoires sur le racket. C'est le contraire. C'est donc absurde, mais vous avez le droit de dire des absurdités, ce n'est pas la seule que vous proférez.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : Ce n'est pas vrai, vous racontez n'importe quoi. Et alors, cela ne prouve rien.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : Tant mieux, si cela rentre à flots. Je ne vois pas pourquoi cela rentrerait à flots. L'intervention de Mme BRISSAUD relève du délire le plus complet. C'est du délire. À l'heure actuelle, le stationnement existe. Ce n'est pas nous qui l'avons inventé, il existe. Nous avons 12 000 places, nous en ajoutons 500. C'est la révolution. Si vous ne respectez pas le stationnement, à l'heure actuelle, vous avez le droit à une amende de 17 euros. Aujourd'hui, le poste stationnement est de 10 euros. Les prix ont été baissés. Ce que nous voulons qu'il se passe est précisément que le maximum d'automobilistes qui cherchent à avoir une place de parking aient une place de parking. C'est cela, l'objectif, et il sera atteint. L'objectif n'est pas du tout d'augmenter les recettes. Quant au dernier point, vous avez posé la question sur le stationnement gênant, j'espère que vous êtes pour le

fait que nous le poursuivions, que nous le condamnions. Nos ASVP seront là, cette fois-ci, pour mettre des amendes. Oui, bien sûr.

Madame France JAMET : Mais il existe une DSP.

Monsieur Max LEVITA : Mais non, la DSP ne gère pas cela. Elle gère les places de stationnement.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : Cela, nous verrons. Et si vous avez raison pour une fois, tant mieux, mais ce n'est pas l'objectif. Vous voulez transformer l'objectif et ce n'est pas cela. L'objectif est de rendre la circulation fluide, de permettre aux automobilistes qui veulent stationner, en particulier en centre-ville, de pouvoir le faire et de libérer les places. C'est pour cela que nous avons deux heures, quatre heures et six heures. C'est simple.

Madame France JAMET : Et la DSP ?

Monsieur le Maire : Mme SANTARELLI répondra. M. COUR, vous avez demandé la parole.

Monsieur Christophe COUR : C'était pour Mme JAMET. Il est vrai que si l'argent rentrait à flots, je pense que Max n'aurait pas de cheveux blancs actuellement. Pour répondre à vos questions, à chaque fois, vous critiquez le premier ticket au niveau des tramways, mais, Mme JAMET, quand vous allez dans d'autres villes, le premier voyage n'est jamais inférieur ou égal à un euro. Quand vous allez dans d'autres villes européennes, je ne l'ai jamais vu inférieur ou égal à un euro.

Madame France JAMET : Comparaison n'est pas raison.

Monsieur Christophe COUR : Il existe même des pays où le salaire minimum est la moitié du nôtre et, quand vous allez dans le bus, vous payez largement plus qu'un euro. Il faut donc regarder tout de même ce qui se passe à côté et, en général, il est rare que les gens n'achètent qu'un seul ticket, car ils ont besoin de revenir aussi. Cela coûte un euro. Quand vous achetez une bouteille d'eau, vous prenez une grande bouteille plutôt que dix petites, cela vous coûte moins cher.

Monsieur le Maire : Mme CHARDES pour les rotations et la stimulation sur les voitures et tout cela, les ventouses.

Madame Mylène CHARDES : Je tiens à dire que je suis très satisfaite de cette réforme, parce que, pour avoir travaillé depuis déjà deux ans avec les commerçants, et notamment du centre-ville et également avec les professions de la santé et les artisans qui « retapent » notre cœur de ville, nous allons les aider à travailler, puisqu'ils peuvent accéder au centre-ville, aller se garer à proximité, pour seulement 200 euros par an. Ils ne paient rien d'autre. Là, nous aidons à requalifier notre cœur de ville, nous aidons les gens à travailler et nous les gardons au cœur de ville. Quant aux commerces, là aussi nous avons entendu des commerçants qui souhaitent que ceux qui viennent acheter puissent se garer à proximité. Nous incitons donc l'automobiliste à rester peu et nous invitons aussi la rotation des voitures. Les gens viennent donc se garer plus facilement devant les commerces. De ce que j'en sais et de ce que j'en ai discuté avec eux, ils sont ravis.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Et nous luttons contre les voitures ventouses qui s'installent sur les places de stationnement et qui empêchent les rotations. Mme CANAUD, un petit mot, puis Mme SANTARELLI conclut.

Madame Nancy CANAUD : Juste un mot. Il serait intelligent, M. le Maire, car je pense qu'il existera une application Smartphone pour pouvoir payer, d'avoir – cela doit exister quelque part – une possibilité sur son Smartphone de savoir où sont les places qui se libèrent.

Monsieur Max LEVITA : Oui, Madame, c'est prévu, mais ce n'est pas nous qui allons le faire.

Monsieur le Maire : Mme SANTARELLI, répondez en masse à toutes les questions qui vous sont posées.

Madame Marie-Hélène SANTARELLI : Elles se rejoignent à peu près toutes. Pour Mme JAMET, la DSP dure sept ans. Les ASVP dont vous vous préoccupez très justement auront toujours du travail puisqu'ils vont s'occuper des stationnements gênants. Ce ne sont pas les délégataires de la DSP qui vont s'en occuper. Ils ne peuvent pas, il faut être assermenté, etc. Ils s'occupent du stationnement payant, mais pour le stationnement gênant, les ASVP auront du travail. Et, croyez-moi, il ne leur en manquera pas.

Pour revenir à Mme CANAUD, j'avais prévu la réponse à la question que vous venez de poser. Les horodateurs vont être changés et c'est le but d'avoir pris cette délégation de service public, parce que cela va demander un gros investissement. 755 horodateurs sont à changer et il faut donc en faire des outils performants, avec justement toutes les applications qui permettent de chercher des places avec son Smartphone, d'avoir des corrélations avec les places qui sont libres dans les parcs fermés, etc. Tout cela demande de l'investissement, et c'est pour cela que nous avons choisi de faire la DSP, parce que le montant de l'investissement a été estimé entre 4 et 5 millions d'euros. Pour revenir à ce que vous disiez, ces nouveaux horodateurs permettront également de calculer, comme cela se fait actuellement. Si vous dépassez votre temps de travail, l'agent verbalisateur voit que vous avez dépassé. Cela ne va pas changer. En fait, rien ne change, ce sont des places de stationnement au même tarif ou moins cher. Et j'insiste, parce que cela a été un gros travail et j'ai vraiment insisté là-dessus, je m'étais engagée vis-à-vis de la presse, FR3, etc., pour dire que les forfaits post-stationnement n'augmenteraient pas. Toutes les villes quasiment qui sont passées dans cette réforme ont augmenté et certaines ont doublé leur forfait de post-stationnement, puisque Paris, par exemple, est passé à 50 euros. Je peux vous citer des exemples. Nous sommes restés sur les mêmes tarifs, c'est-à-dire en majorité 17 euros et 10 euros – soit une réduction significative – pour la zone verte. Vous ne pouvez donc pas dire que nous avons augmenté ou quoi que ce soit. Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais là, nous avons assuré et nous avons fait exactement ce que nous avions dit que nous ferions. Voilà.

Monsieur le Maire : Merci, Mme SANTARELLI, merci beaucoup.

Applaudissements.

Pour : 49

Contre : 3 (Anne BRISSAUD, France JAMET et Audrey LLEDO)

Abstentions : 7 (Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD avec la procuration de Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE avec la procuration de Jacques DOMERGUE, Alex LARUE)

Adopté à la majorité.

2. Dématérialisation du dossier de convocation aux séances du Conseil municipal - Modification du règlement intérieur de l'assemblée - Article L. 2121-8 CGCT

Selon les termes de l'article L2121-8 du Code général des collectivités territoriales : « *Le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation* ».

Outil de régulation qui assure l'organisation démocratique de l'assemblée délibérante, le règlement intérieur fixe notamment les modalités de convocation des élus au Conseil municipal.

Selon les dispositions de la loi NOTRe, qui ont modifié l'article L. 2121-10 du CGCT, la convocation des membres du Conseil municipal peut être adressée par écrit, au domicile des conseillers municipaux ou, s'ils en font la demande, envoyée à une autre adresse ou transmise de manière dématérialisée.

S'inscrivant dans une démarche générale de modernisation de l'administration, d'amélioration du droit à l'information des élus et de développement durable, il est proposé à l'approbation du Conseil municipal le passage à l'envoi dématérialisé des convocations et dossiers du Conseil municipal. Cette dématérialisation permet notamment, outre une mise à disposition immédiate des documents aux élus, une véritable réduction des coûts de reprographie et d'affranchissement.

Afin de s'assurer du respect des délais de convocation d'une part et de la traçabilité des documents d'autre part, l'envoi sera effectué par l'intermédiaire d'une plate-forme de dématérialisation sécurisée FAST-élus, fournie par la société DOCAPOST-FAST, branche numérique du groupe La Poste, et utilisé par la collectivité depuis 2013 pour l'envoi des convocations aux réunions préparatoires et au Conseil municipal.

Il est donc proposé que soient transmis par la plate-forme FAST-Elus les dossiers de convocation aux séances de l'assemblée délibérante à compter du Conseil municipal du 27 avril 2017.

Afin de permettre aux élus municipaux l'accès à leur dossier de convocation électronique pour la préparation et les séances de l'assemblée, il sera proposé aux élus en faisant la demande de les équiper de matériel informatique portable. Cette mise à disposition de matériel sera mise en œuvre d'ici le mois de juin 2017. Un questionnaire sera transmis à tous les élus, leur demandant de faire état de leurs besoins informatiques dans le cadre de ce passage à la dématérialisation.

Il est donc nécessaire d'adapter le règlement intérieur du Conseil, en modifiant son article 2 relatif aux modalités de convocation aux réunions de l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du passage à la convocation dématérialisée aux réunions de l'assemblée délibérante,
- D'approuver la modification du règlement intérieur du Conseil municipal, joint en annexe à la présente délibération,

- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Cette affaire me laisse un peu perplexe. Elle est un peu à votre image, cette politique que vous menez depuis trois ans, que vous nous vendez et que vous vendez aux Montpelliérains. Je vais lire un peu très rapidement deux lignes. Vous l'avez dit, cela va faire des économies de l'ordre de 50 000 euros à l'année. Il s'agit donc de dématérialisation, or, en ce moment, nous utilisons ce mot à toutes les sauces. Ce qui m'interpelle le plus, c'est que cette dématérialisation permet, notamment, outre une mise à disposition immédiate des documents aux élus, comme si vous pensiez à nous, une véritable réduction de coût de reprographie et d'affranchissement. Mais, M. le Maire, si vous voulez faire de véritables économies, comme vous le dites, par rapport à la loi NOTRe, je vous invite fortement à dématérialiser le journal municipal, qui a 200 000 ou 300 000 exemplaires, à dématérialiser le journal de la Métropole, qui a 200 000 ou 300 000 exemplaires par mois et qui nous coûte largement plus cher que ce que vous nous proposez aujourd'hui comme affaire. Je pense que, là, vous dématérialisez ce que vous voulez, et c'est un peu comme le sage lorsqu'il montre la Lune et que les idiots regardent son doigt. Je vous demande de faire un effort véritable – je vais m'abstenir sur cette affaire – pour une vraie économie, donc de voir l'ensemble de ces magazines, parce que, à part parler de vous, nous ne voyons rien. Si vous pouvez faire un effort d'économie et nous dématérialiser l'ensemble des magazines de la Métropole, l'ensemble des magazines de la ville et du CCAS, je pense que là nous ferons de véritables économies. Voilà, M. le Maire.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS sort de séance.

Monsieur de SAINT-JOUAN sort définitivement de séance.

3. Convention cadre de partenariat avec l'association TELA BOTANICA

La Ville de Montpellier est engagée dans la connaissance et la protection de sa biodiversité, ainsi que pour la sensibilisation et l'éducation des Montpelliérains aux enjeux relatifs à la biodiversité.

L'association Tela Botanica, réseau des botanistes francophones est un partenaire important de la Ville en ce qui concerne la connaissance de son patrimoine naturel végétal, et la sensibilisation des Montpelliérains à la botanique.

Tela Botanica met en œuvre et anime de nombreux programmes de sciences participatives visant à mieux connaître la biodiversité floristique en milieu urbain : « Smart'Flore, Sauvages de ma rue, Carnet en ligne, Florilèges », auxquels la Ville de Montpellier et ses habitants participent.

Dans ce contexte et dans la continuité des précédentes conventions de partenariat établies en 2010 et 2013, la Ville souhaite prolonger son partenariat avec l'association Tela Botanica par une convention cadre de partenariat d'une durée de trois ans.

La présente convention cadre de partenariat définit les modalités de collaboration entre les parties, notamment en termes de communication, ceci afin de valoriser les actions et programmes relatifs à la biodiversité floristique menés par les deux parties signataires.

Cette convention est sans incidence financière pour la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention cadre de partenariat avec l'association Tela Botanica jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Madame France JAMET : Nous sommes obligés de nous contenter de la délibération. Je ne suis pas contre, mais est-ce que vous pouvez nous en dire un peu plus là-dessus. Pourquoi est-ce que cela est sur la spécificité des essences méditerranéennes ? Il nous indique comment décorer la ville, je ne sais pas. C'est quoi ?

Monsieur le Maire : L'association Tela Botanica est un partenaire de prédilection avec la ville.

Madame France JAMET : Mais nous faisons quoi ? En général avec un partenaire, nous faisons des choses.

Monsieur le Maire : Il s'agit de sensibilisation.

Madame France JAMET : Sous quelle forme ? Expliquez-moi.

Monsieur le Maire : C'est de la pédagogie.

Madame France JAMET : C'est flou. Soit vous dites formation, mais ne me dites pas des choses. Nous allons nous abstenir finalement.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

4. QUARTIER CEVENNES

Projet de Rénovation Urbaine (Petit Bard - Pergola)

Modification de la délibération du 6 novembre 2014

Demande de renouvellement d'agrément de candidature lot N - FDI

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), a été signée à Montpellier le 25 novembre 2005. Ce projet de rénovation urbaine porte sur un programme ambitieux d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie des habitants, de désenclavement du quartier et de revalorisation de son image. Ce programme intègre en particulier :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 462 logements, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements privés, la résidentialisation de 868 logements publics et privés,

- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'une centralité commerciale).

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Par délibération en date du 6 novembre 2014, le Conseil municipal a, sur proposition de la SERM, agréé la candidature de la société FDI Groupe pour le lot N, en vue de la réalisation de 65 logements collectifs (30 sociaux financés en PLUS-PLAI et 35 en accession à la propriété en zone ANRU) et 253 m² de commerces en rez-de-chaussée, soit une surface de plancher globale de 4 884 m² pour une SDP maximale autorisée de 5 963 m².

Devant les difficultés de commercialisation rencontrées par la société FDI Groupe, sur la partie accession à la propriété du lot N, soit 35 logements, la SERM a proposé une modification du programme initial. Il est proposé de réaliser 26 logements en PLS « patrimoniaux » et 9 logements en PSLA (Prêt Social Location-Accession destiné à favoriser l'accession abordable à la propriété) à la place des 35 logements en accession à la propriété ANRU. Ainsi, sans perdre de vue les objectifs du projet, cette évolution du programme assurera une mixité et permettra à terme la vente des logements à leurs occupants.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer, de nouveau, la candidature de la société FDI Groupe, pour la réalisation du lot N, situé au cœur du quartier, avec la programmation modifiée détaillée ci-dessous :

| | |
|---------------------------------|--|
| Maître d'ouvrage : | FDI Groupe 123 bis avenue de Palavas CS 10006 34 078 MONTPELLIER Cedex 3 |
| Localisation du projet : | Section KV n°359 et n°360 |
| Surface du lot : | 2 122 m ² |
| Nature du projet : | 65 logements collectifs Bât. A : 35 logements 9 PSLA 26 PLS (loyer PLS plafonné à 80 % du montant autorisé) Bât B : 30 logements sociaux 2 PLAI 28 PLUS CD 253 m ² de commerces en rez-de-chaussée |

SDP envisagée : 4 631 m² pour les logements
253 m² pour les commerces

SDP maximale autorisée : 5 963 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la modification du programme de logements ;
- d'agréer de nouveau la candidature de la société FDI Groupe pour le lot N du projet de rénovation du quartier Cévennes/Petit Bard, en vue de la réalisation de 65 logements collectifs ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Ne prend pas part au vote : 1 (Stéphanie JANNIN)

Adopté à l'unanimité.

5. Foncier

Quartier Port Marianne - Consuls de Mer (4^e extension)

Cession à la SA3M de 8 parcelles

Le quartier Port Marianne-Consuls de Mer s'est développé dès le milieu des années 1990 en rive droite du Lez, entre le centre-ville et le fleuve, avec pour objectif principal d'apporter à cette partie de la ville qui s'était urbanisée sans grande cohérence, les équipements et la configuration urbaine qui lui faisaient défaut.

Réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC), ce quartier s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 27 hectares dont l'aménagement s'est organisé en 4 périmètres successifs. Les divers programmes développés ont permis de créer de nombreux logements, bureaux, commerces de proximité ainsi que des équipements et aménagements publics ou privés.

La Ville est propriétaire de huit parcelles bâties ou en nature de terrain nu, situées avenue du Petit Train, chemin de Moularès et rue du Moulin des 7 Cans, cadastrées EY 156-157-161 et EZ 152-154-158-159-175, pour une superficie de 4 097 m² au total.

La SA3M, concessionnaire de la Ville dans le cadre de la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur couvrant notamment l'aménagement de la 4^e extension de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, a sollicité la Ville en vue d'acquérir ces parcelles.

Suivant avis du 9 février 2017, les services fiscaux ont évalué ces parcelles, classées en zone 1U1, 1U6 ou 1U9 du plan local d'urbanisme, à 2 564 217 € (deux millions cinq cent soixante-quatre mille deux cent dix-sept euros).

Il est proposé de céder à la SA3M ce foncier au prix fixé par les Domaines, pour un montant total de 2 564 217 € net vendeur :

| Numéro de parcelle | Adresse | Superficie parcelle | Surface habitable | Montant de cession |
|--------------------|------------------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------|
| EY 156 | 320 avenue du Petit Train | 575 m ² | 110 m ² | 264 976 € |
| EY 157 | 748 chemin de Moularès | 635 m ² | nu | 123 789 € |
| EY 161 | 286 avenue du Petit Train | 407 m ² | 80 m ² | 261 584 € |
| EZ 152 | 548 rue du Moulin des 7 Cans | 623 m ² | 80 m ² | 346 115 € |
| EZ 154 | 512 rue du Moulin des 7 Cans | 224 m ² | 46 m ² | 92 053 € |
| EZ 158 | 540 rue du Moulin des 7 Cans | 693 m ² | 157 m ² | 668 408 € |
| EZ 159 | 520 rue du Moulin des 7 Cans | 616 m ² | 120 m ² | 476 517 € |
| EZ 175 | 219 avenue du Petit Train | 324 m ² | 110 m ² | 330 775 € |
| | total | 4 097 m² | 703 m² | 2 564 217 € |

Les immeubles bâtis cadastrés EZ 154, 158, 159 et 175 sont loués au titre de baux locatifs que la SA3M s'engage à reprendre.

Il est convenu entre la Ville et la SA3M de la mise en place d'un échéancier permettant le paiement du prix en trois versements :

- 833 000 € nets vendeur à la signature de l'acte de cession prévue au plus tard fin 2017 ;
- 865 000 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte en 2018 ;
- 866 217 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte en 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M des parcelles cadastrées EY 156-157-161 et EZ 152-154-158-159-175 au prix de 2 564 217 € (deux millions cinq cent soixante-quatre mille deux cent dix-sept euros) ;
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;
- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à la majorité.

6. Foncier
Zone d'aménagement concerté du Coteau
Convention opérationnelle entre la Ville
et l'Établissement Public Foncier Languedoc-Roussillon
Avenant n° 2

Dans le cadre de sa politique en faveur du logement et du développement à l'ouest de Montpellier, la Ville a approuvé, par délibération du 3 octobre 2011, la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du Coteau d'une superficie de 26 hectares.

L'aménagement du futur quartier du Coteau permettra la réalisation d'un quartier mixte à dominante d'habitat collectif, intégrant également des commerces et des services. Il permettra également un traitement qualitatif des espaces publics, en particulier des espaces paysagers, tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins, notamment celui de Malbosc.

En vue de la réalisation de cette ZAC, la Ville a signé le 3 mai 2012 une convention opérationnelle avec l'Établissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) pour assurer le portage des acquisitions foncières de la ZAC à hauteur de 10 000 000 €.

La convention est entrée en vigueur après contrôle de légalité de la préfecture le 21 mai 2012 pour une durée de 5 ans.

Par avenant n°1 du 7 septembre 2012, la Ville et l'EPF-LR sont convenus de porter le montant prévisionnel de l'engagement financier à 12 500 000 €.

L'EPF-LR a réalisé la totalité des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du programme d'aménagement pour un montant de 11 768 761 €, hors frais annexes honorés en sus lors de la réitération des acquisitions (géomètre, notaires, frais de démolition...) et hors indexation conventionnelle.

Cette convention arrive à échéance le 21 mai 2017.

La procédure de concours d'urbanisme en vue du choix de l'architecte en chef de la ZAC a été initiée en janvier 2016 pour conduire à la désignation en décembre 2016 de l'équipe lauréate Devillers & Associés (mandataire).

Par ailleurs la procédure visant à la désignation de l'aménageur de la ZAC est engagée qui devrait aboutir par la signature d'un traité de concession avant la fin du premier semestre 2017.

Toutefois, afin de permettre de réduire le découvert de trésorerie de l'opération et ses frais financiers, la Ville a sollicité le 17 novembre 2016 auprès de l'EPF-LR une prolongation de la durée de la convention de l'ordre de deux à trois ans, mieux adaptée à la réalité des obligations de calendrier d'une opération complexe de cette importance.

Compte tenu des contraintes inhérentes aux conditions du plan pluriannuel d'investissement de l'EPF-LR (2013-2018) et de la potentielle application d'un taux de majoration sur le prix de revente des biens qui doit être étudiée de part et d'autre, la Ville et l'EPF-LR sont convenus de ménager le temps nécessaire à cet échange par adoption d'un avenant n° 2 à la convention du 3 mai 2012 visant à proroger sa durée pour un peu plus de trois mois à compter du 21 mai prochain et ce, à titre gratuit.

Ce délai venant à terme le 3 septembre 2017 permettra d'étudier l'opportunité d'une nouvelle prorogation de la convention avec l'EPF-LR, en fonction de la négociation de ses conditions financières et, notamment, de l'éventuelle majoration des prix de rachat foncier à l'EPF-LR par la Ville ou son aménageur.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n° 2 à la convention du 3 mai 2012 signée avec l'Établissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon prorogeant à titre gratuit l'échéance de la convention opérationnelle relative à la ZAC du coteau jusqu'au 3 septembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ledit avenant n° 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

7. Foncier

Bâtiment technique municipal

Acquisitions foncières

Avenue Étienne Méhul

Secteur Garosud Extension

Dans le cadre de la réalisation par la Ville de Montpellier d'un bâtiment technique destiné à la direction mutualisée du service Protocole Ville-Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville doit acquérir deux parcelles appartenant à la SERM et une parcelle appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole dans le secteur de Garosud-extension.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

- parcelle cadastrée OB 94 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, située avenue Étienne Méhul, pour une surface non bâtie de 865 m². Cette parcelle sera acquise par la Ville à 8 euros /m², conformément à l'avis des Domaines en date du 16 décembre 2016 ;
- parcelle cadastrée OB 22 appartenant à la SERM, située avenue Étienne Méhul, pour une surface non bâtie de 1 571 m². Cette parcelle sera acquise par la Ville à 8 euros /m², correspondant au prix de l'acquisition réalisée par la SERM en 2008 ;
- parcelle cadastrée OB 84a appartenant à la SERM, située avenue Étienne Méhul, pour une surface non bâtie de 1 191 m². Cette parcelle sera acquise à l'euro symbolique, en référence au prix convenu entre la Ville et la SERM lors de l'échange foncier intervenu le 22 décembre 2014, qui a rendu la SERM propriétaire de ce bien.

Par ailleurs, la Ville sollicite de la SERM la constitution de deux servitudes nécessaires à la réalisation de l'opération concernant, d'une part, une dispense de respect des prospects et, d'autre part, une dispense de servitude de vue pour le foncier dont elle reste propriétaire (parcelle OB 24b), ce foncier étant aménagé en bassins de rétention.

Le montant total des acquisitions est d'environ 19 473 €, à affiner au prorata du nombre de m² qui seront recalculés au besoin par géomètre-expert.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée OB 94 au prix de 8 € le m² ;
- d'autoriser l'acquisition par la Ville à la SERM des parcelles cadastrées OB 22 au prix de 8 € le m² et OB 84a à l'euro symbolique ;
- de demander à l'office notarial de Maître BONNARY, notaire à Montpellier, de rédiger les actes authentiques de régularisation des ventes et servitudes aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à ces actes sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

8. Foncier

Transfert de biens Ville/Montpellier Méditerranée Métropole

La Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

Le Code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise à ce titre que doit être opéré un transfert en pleine propriété au profit de la Métropole des biens antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant par les communes membres et des biens affectés aux nouvelles compétences dévolues à la Métropole. La Métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Il convient donc d'effectuer le transfert de propriété entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole concernant les biens ayant fait l'objet de conventions de mises à disposition au profit de Montpellier-Agglomération.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnités, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'équipement culturel du Corum :

| Nom du bien | Référence cadastrale | Contenance | Date d'acquisition par la Commune | Servitudes |
|-------------|--|---|--|---------------------------------|
| Le Corum | BZ 620 BZ 630 BZ 618 BZ 624 BZ 668 BZ 667 HM 505 | 6 044 m ² 5 827 m ² 1 501 m ² 43 m ² 127 m ² 211 m ² 161 m ² | Actes du 02/06/1986 à Combettes/Escand du 02/06/1986 à Cuoc/Cambettes ; du 06/04/1987 à Roche ; du 07/06/1986 à Saumade/Soulas ; du 08/12/1990 à Fauconnet ; du 10/04/1985 à Aimes ; du 16/03/1987 à Vannoni ; du 17/11/1986 à Dussarat ; du 19/01/1987 à Breguiboul ; du 19/08/1985 à Berger ; du 23/02/1987 à Gasson ; du 23/03/1987 à Geniez ; du 23/12/1986 à Grezes ; du 24/04/1987 à Boulet ; du 26/01/1987 à Bouquier ; du 28/04/1987 à CHR ; du 29/12/1986 à Guiraud/Grégoire | Diverses servitudes à maintenir |

La répartition des quotes-parts antérieurement définies au titre de l'état de division en volumes du 3 juin 1988 modifié existant sur cet équipement demeure également inchangée, la Ville demeurant en conséquence propriétaire des lots non mis à disposition.

Concernant les lots-volumes de cet équipement, objets d'une mise à disposition antérieure au profit de Montpellier-Agglomération, l'inventaire comptable des deux collectivités a été préalablement arrêté et demeure inchangé. Les volumes cédés issus de la mise à disposition sont valorisés à hauteur de 136 millions d'euros à l'inventaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole le bien cadastré identifié ci-dessus ;
- de procéder à la rédaction de l'acte administratif ou notarié de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame LEVY-RAMEAU entre en séance.

9. Montpellier Grand Cœur

Secteur « Boutonnet Beaux-arts »

Instauration d'un périmètre d'étude au sens de l'article

L. 424-1 du Code de l'urbanisme

Le secteur intitulé « Boutonnet Beaux-arts », situé dans la partie nord de ces faubourgs, se distingue par de grandes entités parcellaires fortement susceptibles d'évoluer à l'avenir sur le plan urbain.

La Ville de Montpellier prend par conséquent l'initiative d'anticiper ces transformations pour que celles-ci tiennent compte de l'ensemble du contexte urbain. L'objectif est d'aider les porteurs de projets à prendre conscience du potentiel de ce secteur et à concevoir des projets s'inscrivant dans une dynamique partagée avec les parcelles voisines qui, elles aussi, muteront dans les années à venir.

Diverses études réalisées ou engagées permettent de cerner la problématique urbaine de ce secteur :

- cadrage des études patrimoniale et urbaine lors du départ de l'École militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM) ;
- reconversion du site Marie Caizergues, ancien orphelinat légué à la Ville, dont seuls les locaux administratifs de l'établissement public subsistent à ce jour ;
- requalification du site des archives départementales accompagné d'un programme immobilier ;
- mise en place de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en remplacement de la zone de protection du patrimoine architectural et paysager (ZPPAUP).

Notamment le fonctionnement urbain de ce secteur nécessite une action sur les espaces publics, sur la trame urbaine, tels que :

- le parc public rue Lakanal ;
- l'accès au lieu de mémoire (chevet de la chapelle, côté Lauwe), à partir d'un cheminement piéton à créer le long du ruisseau Chambéry, en limite nord ;
- l'élargissement de la rue du 81^e régiment d'infanterie, telle que prévue au PLU ;
- le réaménagement de la rue Turgot.

À plus grande échelle, ces différents sites sont en situation de permettre une meilleure articulation entre la centralité de faubourg identifiée aux Beaux-Arts (place des Beaux-Arts / place E Combes / rue de la Cavalerie), le faubourg Boutonnet (place H. Krasucki / rue commerçante du faubourg Boutonnet) ainsi que le secteur du Mail des Abbés (en lien avec le secteur Saint-Lazare et l'avenue François Delmas). Une liaison urbaine peut ainsi être trouvée à travers une continuité bâtie, voire commerciale, mais aussi par des cheminements piétons et cycles et des espaces publics créant une perméabilité dans ces grands îlots enclavés.

Dès lors, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures et d'éviter toute dénaturation de ces secteurs de la ville, il s'avère nécessaire dès aujourd'hui d'instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme.

L'instauration de ce périmètre d'étude, dont la description délimitant l'aire concernée est jointe en annexe de la présente délibération, permettra à la collectivité et aux instances compétentes, le cas

échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui ne seraient pas en adéquation avec les dispositions futures issues des études engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser M. le Maire, son représentant, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame Stéphanie JANNIN : Monsieur le Maire, chers collègues, le secteur Boutonnet Beaux-Arts, situé dans la partie Nord de ces faubourgs, se distingue par de grandes entités parcellaires des anciennes casernes militaires Lauwe et Tastavin, de la maison d'enfant Marie Caizergues et du site des archives fortement susceptibles d'évoluer à l'avenir sur le plan urbain. L'inscription de ces grandes parcelles dans la trame viaire implique d'être vigilant en cas d'évolution de l'usage et de l'occupation de ces grandes entités. À plus grande échelle, ces différents sites sont susceptibles d'améliorer l'articulation entre la centralité du faubourg identifié aux Beaux-Arts et celle du faubourg Boutonnet, ainsi que le secteur du Mail des Abbés, lui-même en lien avec le secteur Saint-Lazare et l'avenue François Delmas. Une liaison urbaine peut ainsi être trouvée à travers une continuité bâtie, voire commerciale, mais aussi par des cheminements piétons et cycles des espaces publics, créant une perméabilité de ces grands îlots qui sont aujourd'hui relativement enclavés. La densification, le cas échéant, doit aussi se faire dans une cohérence maîtrisée et avoir un regard accru de la collectivité. Cette densification est à l'étude sur le site Marie Caizergues, par exemple, et aux abords de la chapelle des Récollets, rue Proudhon. Il semble donc aujourd'hui opportun d'anticiper les transformations de ce secteur, pour que celles-ci tiennent compte de l'ensemble du contexte urbain, avec notamment pour objectif d'aider les porteurs de projets à prendre conscience des enjeux fonciers et à concevoir des projets s'inscrivant dans une dynamique partagée avec le ou les quartiers environnants.

Monsieur le Maire : Merci, Mme JANNIN. Avez-vous des questions à poser sur ce dossier ? Vous avez trois entités importantes : le site de Marie Caizergues, qui appartient à la ville de Montpellier par donation de la sœur Marie Caizergues, fille de la charité, sœur de Saint-Vincent de Paul, à la ville de Montpellier pour en faire un orphelinat. Dans le don, il est bien inscrit que la suite du bien devra intégrer absolument une orientation envers les enfants fragiles. Première entité. Deuxième entité, il s'agit de la caserne de Lauwe dans laquelle se trouvent les geôles où les membres de la Gestapo ont martyrisé les Résistants et qui ont abrité l'école militaire qui a été transférée lorsque Nicolas Sarkozy a rassemblé tous les sites militaires. Elle a été désaffectée et c'est là que s'est fait l'internat d'excellence. En face de la rue du 81^e régiment d'infanterie se trouve un autre site qui intègre le stade Lenormand avec sa piste d'athlétisme, son terrain de football, ses terrains de volley, et tout le site de Tastavin qui abrite un grand parc. Tout cela appartient à l'académie et à l'Etat. Le seul site qui nous appartient est celui des archives qui a été ajouté à la suite de la caserne de Lauwe. C'est l'enclave à droite et en bas de la diapositive. La chapelle des Récollets appartient toujours au Conseil général et la villa de l'archiviste nous appartient. Sur la caserne Tastavin, vous avez le stade, la caserne, le parc et une partie de l'internat d'excellence. Vous avez donc quatre sites ici qui sont collés et qui peuvent évoluer dans le temps. 80 % ou 70 % de ces sites appartiennent à l'Etat. 30 % nous appartiennent. Pour avoir une vision d'ensemble de la prospective d'aménagement sur cette zone, et après en avoir parlé à l'Etat et au préfet, nous avons positionné autour de tous ces

sites-là un périmètre d'étude pour anticiper les mutations et pour permettre un aménagement cohérent de toute la maille du quartier. Voilà l'explication.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Madame MARION entre en séance.

10. MONTPELLIER GRAND CŒUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Ces campagnes ont été instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, la subvention suivante est attribuable :

| | |
|---|-------------------|
| CHEZ TANTINE, Gérante : Mme Florence MOUCHAGUE-BULOT 1 place Rondelet Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés. <i>5 500 € de subvention travaux</i> Montant de la subvention : | 2 750,00 € |
|---|-------------------|

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de cette subvention est réalisé après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 2 750,00 € correspondant à la requalification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Alex LARUE : M. le Maire, chers collègues, je profite de cette affaire pour rebondir sur un sujet qui a été évoqué hier soir à l'occasion du Conseil métropolitain, une proposition faite par Mlle FRÊCHE sur le classement du centre-ville de Montpellier au patrimoine de l'UNESCO. Vous aviez dit que vous l'évoqueriez ce soir car c'était un sujet qui n'était pas forcément 100 % métropolitain. Je pense que c'est une bonne idée effectivement. Nous sommes tous attachés à notre centre-ville. Il est vrai que, au moment où notre fac de médecine déménage et va laisser un champ important vide, je pense qu'il n'est pas mal de sanctuariser cette zone. Je m'associe à la proposition de Mlle FRÊCHE, et je rappelle de mémoire que son père était à l'origine de cette initiative et je pense que, à l'occasion du 40^e anniversaire de son accession à la ville de Montpellier, il existerait une symbolique assez intéressante et un message trans-courant assez positif.

Monsieur le Maire : M. COUSQUER, parlez-nous de l'UNESCO, et ensuite je vous dirai un mot sur les labels historiques que nous sommes en train de demander et ce que nous mettons en place pour pouvoir concevoir les dossiers susceptibles d'être acceptés par le ministère de la Culture.

Monsieur Jean-Luc COUSQUER : M. le Maire, dès votre arrivée en 2014, vous avez demandé que nous entreprenions toute une démarche pour pouvoir faire accéder Montpellier au patrimoine mondial de l'UNESCO et, notamment, sur la thématique de la médecine et du fait que Montpellier pouvait être considéré comme le lieu d'origine de la médecine occidentale, toujours en activité, la faculté de Saverne ayant cessé son activité au XII ou au XIV^e siècle. Des démarches ont été faites, des groupes de travail ont été constitués. Une douzaine de réunions ont pu permettre à toute une série de spécialistes, historiens de Paul Valéry, médecins de la faculté de médecine, d'apporter un certain nombre de choses. Nous avons aussi saisi au ministère de la Culture l'inspecteur général Olivier POISSON qui est en charge des classements à l'UNESCO, qui nous a indiqué que la voie était extrêmement étroite parce que, actuellement, l'UNESCO, qui est un organisme mondial, une agence de l'ONU, est en train de rattraper le retard qu'elle a pris depuis plusieurs dizaines d'années en classant beaucoup de sites dans le monde occidental et très peu en Asie, en Amérique du Sud, etc. Il était donc difficile, sur Montpellier, de pouvoir envisager à bref ou moyen terme une issue positive à ce placement. Autre élément, nous n'avons pas, dans le périmètre que vous évoquez, dans les facultés de médecine en particulier, de biens matériels que nous pouvons définir, délimiter, etc., qui justifierait ce classement. Si une demande de classement doit avoir lieu, elle doit être faite au titre des biens immatériels de l'UNESCO et particulièrement sur le fait que nous sommes la première des écoles de médecine, et ensuite une faculté toujours en activité. Sur ce point-là, la démarche est toujours en cours, mais ce sera quelque chose de beaucoup plus long, d'autant que nous voyons aussi, y compris au plan local proche, des villes comme, par exemple, Nîmes, qui a un patrimoine matériel considérable, se lancer. De façon réaliste et objective, nous pouvons penser que nous ne passerons pas dans des termes à brefs délais.

Monsieur le Maire : Simplement, fort de la décision de la direction nationale du patrimoine et des inspecteurs que nous avons consultés, nous avons pensé qu'il était préférable, dans un premier

temps, d'envisager de requérir le label « art et histoire ». C'est pour cela que j'ai demandé à Isabelle HIRSCHY, architecte du patrimoine, qui pilotait la Mission Grand-Cœur de la ville de Montpellier, d'être transférée à la Métropole et d'être désignée uniquement sur cette mission. Mission d'obtention du label « art et histoire » pour toute la Métropole, et en particulier pour tout ce qui est « art roman ». Nous avons intégré d'autres villes au périmètre métropolitain et, en particulier, la ville de Pézenas qui a déjà le label « art et histoire » et la ville de Saint-Guilhem-le-Désert. Isabelle HIRSCHY a pris ses fonctions au début de l'année, en janvier de cette année. Nous sommes en travail, nous lui avons confié aussi les journées du patrimoine métropolitaines. En fait, nous sommes en train de créer un service patrimoine autour des architectes du patrimoine.

Pour : 57

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

11. Quartier Mosson

Secteur « Mas de Campagne »

Instauration d'un périmètre d'étude

(article L 424-1 du code de l'urbanisme)

Approbation

Situé à l'Ouest de Montpellier dans le quartier de la Mosson et d'une superficie totale d'environ 53 hectares, le site d'étude « Mas de Campagne » recouvre les emprises foncières de Sanofi, de Montpellier Business School ainsi que des importants espaces d'accompagnement de voirie situés entre le rond-point « Portes de l'Hérault » et le rond-point de « la citoyenneté ».

Les infrastructures routières marquent fortement ce secteur avec la présence de voies structurantes à l'échelle métropolitaine (rue du Professeur Blayac, avenue des Moulins, ...), accompagnées de leurs grands giratoires.

Pourtant, si ce secteur apparaît comme largement dominé par un système circulaire dense, il dispose néanmoins d'atouts indéniables avec :

- la présence de masses boisées et notamment celle qui accompagne l'ancien mas de Campagne ;
- la très grande proximité du parc Malbosc ;
- la présence d'équipements scolaires publics lycée et collège ;
- l'existence de nombreux cheminements cyclables et piétons ;
- et bien entendu, la présence d'une station de la ligne 3 de tramway (arrêt hôtel du département).

Face au départ annoncé de Montpellier Business School sur le secteur le quartier Cambacérès, la collectivité est amenée à s'interroger sur la mutation d'un secteur plus large dans l'objectif de favoriser la mixité fonctionnelle, en proposant à la fois logements, commerces et activités. Aussi, pour garantir une cohérence urbaine d'ensemble, la Ville souhaite encadrer les mutations qui pourraient intervenir par l'établissement de préconisations urbaines et paysagères. Des études ont donc été réalisées et leurs résultats ont été intégrés dans la dernière modification du PLU sous la forme d'orientation d'aménagement et de programmation (OAP).

Les opérations d'aménagement susceptibles de se développer dans ce secteur devront donc s'appuyer sur la présence d'un environnement paysager de qualité et sur une très bonne accessibilité, tout en tenant compte de la sensibilité hydraulique particulière du site avec le maintien de transparences et la création d'un dispositif de rétention. Ces opérations viendront compléter l'aménagement de la ZAC du Coteau, située au nord du secteur d'étude, et participeront pleinement à la requalification de ce secteur de la ville, facteur d'une nouvelle attractivité.

En complément des réflexions déjà menées, les prochaines études permettront d'affiner la programmation urbaine du périmètre avec une définition cohérente des équipements publics ; réflexions qui permettent également d'accompagner la révision du Plan Local d'Urbanisme en PLUI portée par Montpellier Méditerranée Métropole. Plusieurs enjeux sont liés à ces études et en particulier :

- Inscrire le site dans le grand paysage en conservant les perspectives et les vues lointaines ;
- Préserver les espaces de qualité et en particulier les boisements existants ;
- Favoriser les modes de déplacements doux ;
- S'adosser à la station de tramway existante pour structurer un espace public fédérateur ;
- Structurer ce nouveau morceau de ville dense en respectant la topographie et les transparences hydrauliques du site.

Pour garantir la réalisation de ces objectifs, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur. Aussi est-il proposé d'instaurer un périmètre d'étude au sens de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisations de travaux, de construction ou d'installation qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur « Mas de Campagne » ;
- d'instituer un périmètre d'étude délimitant les terrains concernés par l'opération, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 3 (Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

***Madame CHARDES sort définitivement de séance et donne procuration à Madame MARSALA.
Madame FRECHE sort définitivement de séance.***

12. Réhabilitation salle Feuillade et création de la 23^e maison pour tous

Dans le cadre de l'ANRU 2, Monsieur le Maire a souhaité la réhabilitation de l'ancienne Salle Louis Feuillade située sur le Grand Mail.

Ce nouveau lieu municipal deviendra la 23^e Maison pour tous de la Ville de Montpellier ; il sera géré selon les objectifs définis lors du conseil municipal du 30 Mars 2017 et aura comme axes prioritaires les cultures urbaines et l'image.

L'équipement proposera sur 600 m² :

1 salle de spectacle (130 places) : La programmation est envisagée autour du Slam et de la poésie contemporaine, de l'humour, du spectacle pour enfants, des arts du cirque, des musiques actuelles/ Rap Hip Hop.

1 salle de cinéma (90 places) : La programmation assurée par la programmatrice du Cinéma Nestor Burma, (Direction de la Culture et du Patrimoine) comprendra un volet à destination des scolaires (écoles/collèges), et un volet à destination de tous les publics dans un cadre identique à celui du cinéma municipal Nestor Burma.

1 studio vidéo : Il proposera des ateliers « découverte » et des stages en direction de tous les publics ayant pour but l'apprentissage du langage audiovisuel et de ses techniques. Il accompagnera les projets des vidéastes / cinéastes amateurs dans les domaines de la fiction, du documentaire, ou du clip vidéo.

1 studio de répétition théâtre et danse : Ce sera un lieu de répétition ouvert aux associations et particuliers.

1 incubateur : Un espace de travail pour les entrepreneurs culturels et une salle de réunion/formation pour les associations et les particuliers.

À ce jour l'isolation et la toiture de l'équipement ont été reprises, la salle de cinéma est achevée, un ascenseur a été posé et la salle de spectacle est en partie réalisée.

Le nouveau programme prévoit la mise en conformité de la scène dans la salle de spectacle, la création d'un accueil, la reprise des menuiseries extérieures, la création d'une mezzanine, de deux bureaux, la mise en conformité et en sécurité de l'ensemble des locaux, la reprise des sols, des murs, des peintures des parties communes et des salles d'activités, et une nouvelle signalétique.

Coût de l'opération : Dans le cadre de ce nouveau programme la Ville de Montpellier a prévu d'exécuter les travaux en 2017 pour un montant de 375 000 € HT et a inscrit cette somme à son budget primitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, fonction 903, nature 21318.
- De solliciter les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents, notamment la Région au titre des crédits européens (ATI-FEDER).
- De créer une 23^e maison pour tous dénommée Louis Feuillade.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup M. CASTRE. Qui souhaite s'exprimer ? M. BOUMAAZ, Mme BOUALLAGA. M. BOUMAAZ.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Très court, M. le Maire. Je me félicite de cette initiative et je dirais même mieux, M. le Maire, merci l'ANRU 2. Je vois que par cette initiative, vous aussi, vous avez l'ambition de faire battre ou rebattre, nous ne savons plus, le cœur de La Paillade, et là je vous avoue, M. le Maire, que je voterai pour, mais avec une seule question : qu'avez-vous à répondre à tous ces artisans de ce même quartier qui demandent la préférence territoriale sur les marchés publics et, notamment, sur cette zone géographique par rapport à la zone ANRU 2 ?

Monsieur le Maire : La préférence, sur les marchés publics, est interdite par la loi, vous le savez bien.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : La préférence territoriale. Nous avons eu un débat avec Max LEVITA.

Monsieur le Maire : C'est interdit par la loi, vous le savez bien, ce n'est pas comme cela que ça se passe.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Je vous demande : que pensez-vous ?

Monsieur le Maire : Je vous dis que la préférence territoriale sur les marchés publics est interdite. Voilà ce que je vous réponds. C'est hors la loi.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Vous êtes sûr de votre réponse ?

Monsieur le Maire : C'est hors la loi. Mme BOUALLAGA.

Madame Sabria BOUALLAGA : Moi non plus, je ne voterai pas contre, M. le Maire. Je vous ai déjà interpellé sur la politique de la ville à la Métropole, et je vous ai déjà exprimé mon avis sur la politique qui, pour moi, n'est pas une politique de la ville, mais une politique des ghettos, aujourd'hui. Je me suis expliquée, mais, rapidement, vous savez que, pour moi, les périmètres aujourd'hui, qui sont exigés par l'Etat, poussent justement les maires à inciter à cette ghettoïsation. Aujourd'hui, la pauvreté s'étend aussi en centre-ville et hors quartier prioritaire. Ces personnes-là n'entrent pas forcément dans les critères des quartiers prioritaires. Je pense, effectivement, comme vous me l'avez indiqué à la Métropole, qu'il est temps de refonder en profondeur ce système afin de sortir de ce schéma qui, même si partant initialement, comme vous me l'avez répété à la Métropole, d'une bonne intention, crée un climat de communautarisme de plus en plus grandissant au sein de ces quartiers. Nous pourrions, par exemple, citer Pierresvives, qui est un site magnifique et fabuleux, mais qui est aujourd'hui fréquenté majoritairement par les gens de La Paillade. Je vous invite à y aller un mercredi après-midi, c'est tout de même assez affligeant. Ce n'est pas vide, mais bon, c'est devenu des quartiers très fermés. Je ne jette la pierre à personne, je fais comme vous, M. le Maire. Aujourd'hui, c'est un constat. Nous constatons que cette politique n'est pas désuète, mais qu'elle n'est plus possible. Pourquoi ? Aujourd'hui, nous incitons des maires sans le vouloir. Nous leur disons : « si vous n'agissez pas dans ce périmètre d'action, vous n'aurez pas vos subventions ». Nous assistons aussi à l'émancipation des associations qui deviennent quasiment des entreprises, parce que nous savons très bien aujourd'hui, je ne vais pas en citer, que la politique de la ville est une manne financière qui n'est pas négligeable et nous assistons à de véritables start-up qui sont des associations. Je pense que cette politique conditionne justement ces subventions, et j'ai même envie de vous poser la question : est-ce que cette politique qui conditionne les subventions ne

pousse pas justement les maires à poursuivre cette politique de ghettoïsation ? C'est quasiment un hold-up sur cette économie. Est-ce que vous ne pensez pas que nous pourrions inciter justement à un changement ? Après, je sais que vous êtes hors parti, et c'est encore un peu plus compliqué, mais, en tout cas, votre proposition aujourd'hui ne pousse pas – en tout cas c'est mon avis – à un désenclavement du quartier, parce que nous en avons déjà discuté, nous avons des enclaves d'un côté.

Même si c'est un très beau projet, je vous ai dit que je ne voterai pas contre, nous avons l'exemple de Pierresvives, qui est un exemple vivant. Il suffit de s'y rendre quelques fois par semaine pour se rendre compte et faire un constat qui est affligeant. Comment allons-nous inciter la mixité sociale, celle pour laquelle vous vous battez au sein même de ce cœur de quartier qui aujourd'hui est un quartier qui, malheureusement, est complètement ghettoïisé ? Après, c'est la faute de qui ? Tous les partis politiques ont participé à cette politique. Nous ne pouvons jeter la pierre ni à droite, ni à gauche. Tout le monde. Cela fait 40 ans que cela dure. La droite aussi, Mme BRISSAUD, a continué cette politique et ils n'ont pas arrêté non plus. C'est une politique qui se poursuit et il est temps d'arrêter une politique qui ne fonctionne pas ou, en tout cas, de redonner du pouvoir aux maires afin qu'ils puissent eux-mêmes investir là où il faut. Vous avez des gens qui sont pauvres en centre-ville et qui ne sont pas dans des quartiers prioritaires. Nous avons des pauvres maintenant partout et je pense que l'équité c'est cela aussi. Je ne vous ai pas forcément posé une question, mais sur la mixité sociale notamment – même si cela part d'une bonne intention, j'en suis certaine – le Grand Mail est tout de même le cœur de La Paillade. C'est un très bel endroit. Il y a 20 ou 30 ans en arrière, les gens se battaient pour aller y habiter. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Je crains donc que nous nous enfermions un peu plus. Peut-être que vous avez une idée dans votre chapeau qui fait que vous allez arriver à impulser, mais malheureusement je crois que cela n'est pas en votre pouvoir et ce n'est le pouvoir de personne, parce que, justement, cela fait trop longtemps que cela dure et que cet enfermement, aujourd'hui, est complètement encerclé.

Monsieur le Maire : Je vais me permettre de reprendre ce dossier depuis le début, pour les journalistes et le public qui est à la tribune, parce que, à un moment, il faut dire les choses telles qu'elles se sont passées et ne pas partir dans des considérations qui pourraient faire évacuer l'essentiel du dossier. Dans l'ancien mandat, j'étais adjoint à la Culture et décision avait été prise de confier la salle Louis Feuillade à une association. Cette association s'appelait Musique sans frontière, présidée par M. Fethi TABET, homme de culture du quartier. J'ai considéré qu'il était très important que la ville reste présente en tant que service public sur le Grand Mail. J'ai donc fait annuler, une fois que j'ai été élu maire de Montpellier par le préfet, la délibération de l'ancienne majorité, et la ville a ainsi pu récupérer son bien et le transformer. Le transformer en un lieu qui devient une vraie Maison pour tous, et une Maison pour tous, c'est une maison pour chacun, sans différenciation de quoi que ce soit. De toute façon, je ne sais pas ce que cela veut dire, je ne connais que des hommes et des femmes, point. Le reste, je ne sais pas ce que cela veut dire, sinon nous ne sommes plus en République. Nous avons donc créé la 23^e Maison pour tous. Cette Maison pour tous est faite pour tous ceux qui ont envie de l'utiliser, avec les mêmes règles de fonctionnement que les autres Maisons pour tous, avec une administration, avec une direction. Elle participera de la vie culturelle et sociale du quartier de La Paillade et du Grand Mail.

Dans le cadre du dossier ANRU 2, qui est très utile pour la réhabilitation du quartier de La Paillade qui a maintenant 50 ans, il était aussi important pour l'Etat que la ville montre qu'elle tient à la présence d'un établissement public au cœur de La Paillade, parce que cela aurait pu être considéré comme un recul du service public. Or, c'est le contraire que ce message indique. C'est grâce à notre volonté de finir le dossier sur l'Arche Gély – je me suis déjà exprimé dans plusieurs séances –, grâce à la création de cette Maison pour tous – et je dis bien pour tous – sur le Grand Mail, que nous avons pu montrer les signes nécessaires avec l'ensemble des réhabilitations anticipées : tour d'Alembert, Cérès, Gémeaux. C'est pour cela que l'Etat nous a permis d'obtenir – et je remercie

Myriam EL KHOMRI, ministre de la Ville, parce qu'elle a été à l'écoute de Montpellier – d'être inscrits dans ce cycle de l'ANRU n°2.

Cette Maison pour tous, cette salle Louis Feuillade, qui peut paraître anecdotique, est très importante. C'est un centre culturel central sur le Grand Mail et un centre culturel public et municipal qui marque bien la présence de la ville et qui travaillera avec le cinéma Nestor Burma à Celleneuve, la Maison pour tous Léo Lagrange, la mairie de quartier et avec l'ensemble du tissu associatif. Cela s'appelle prendre en mains l'aménagement équilibré d'un quartier de ville et cela s'appelle soutenir le service public. Je ne peux pas vous dire plus. Après, nous pouvons raconter tout ce que nous voulons. Merci, M. CASTRE.

Pour : 55

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

13. Mise à disposition des salles des Maisons pour tous à titre gratuit

Les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

À cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 1 association, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 320 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS : Systema-RMA 34 : 320€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3400€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Les effrontés du micro 105€, Musika 105€

MPT CHOPIN : En corps 55€, Jazz à tous les étages 110€

MPT CURIE : Riroli 110€, Arbre de vie 55€

MPT DUBOUT : Hopifac 55€

MPT GUILLERME : Terrain2je, Les ours molaires 110€

MPT LAGRANGE : Attitude 660€, Flamenco puro 660€, Africatala 660€

MPT MERCOURI : Pyramide 220€, Eurogrèce 220€

MPT RICOME : Association vie active des Arceaux 55€

MPT VIAN : Comité de quartier Aiguerelles la Rauze 110€

Maison de la Démocratie : France bénévolat 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame Audrey LLEDO : Bonsoir, j'ai juste une question, parce que comme nous n'avons pas accès à la Commission des Affaires générales, nous sommes à chaque fois obligés de faire des

recherches sur chacune des entités, des associations, etc., qui sont citées. J'avoue que je ne connais pas l'association Hopifac. Je me doute que c'est en rapport avec le quartier Hôpitaux Facultés ou quelque chose dans ce genre, mais je ne sais pas du tout ce que c'est. Et même sur Google, je n'ai pas trouvé. Si vous pouviez me renseigner.

Monsieur le Maire : Je vais vous renseigner avec plaisir. L'association Hopifac est une association qui se trouve dans le quartier Hôpitaux Facultés. Hopifac est la contraction de hôpitaux et de facultés. Ils vont des visites de quartier, des animations culturelles, ils invitent des écrivains, ils font de l'inter-génération. Le jour de la chandeleur, ils font des crêpes, ils font de la cohésion sociale, ils s'occupent des gens dans le quartier Hôpitaux Facultés.

Pour : 57

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame SALOMON et Monsieur MARTIN (avec la procuration de M. DELAFOSSE) sortent de séance.

14. Interventions d'associations dans les écoles - Autorisation de signer les conventions

Dans le cadre de la réalisation de projets culturels (lecture, musique) ou d'aide à la socialisation, notamment dans le domaine du handicap, les associations mentionnées dans le tableau ci-dessous, proposent d'intervenir en temps scolaires et périscolaires de façon bénévole pour l'année scolaire 2016/2017.

| ASSOCIATIONS | ADRESSE DES ASSOCIATIONS | Type d'intervention |
|---|---|-----------------------------------|
| LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HERAULT – Lire et faire Lire | 22, rue Claret 34080 Montpellier | Plaisir de la lecture |
| SESSAD l'OMBRELLE | 11, rue du Romarin 34990 JUVIGNAC | Soutien à la socialisation |
| Les amis de la rochelle | 28, rue de la rochelle 34000 Montpellier | Animation autour de la musique |

Ces projets doivent faire l'objet de conventions, qui fixeront en outre, les lieux et créneaux d'interventions ainsi que les responsabilités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions d'intervention jointes en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame Isabelle MARSALA : C'est très intéressant. Là, il s'agit d'un cas de figure un peu particulier, puisqu'il existe trois associations avec lesquelles nous renouvelons un partenariat car elles désirent intervenir sur des temps scolaires ou périscolaires bénévolement. Ces trois associations – parce que vous ne connaissez pas toujours les associations avec lesquelles nous travaillons – sont les suivantes : Lire et Faire Lire, qui est une association qui a un programme national éducatif d'ouverture à la lecture et de solidarité intergénérationnelle. À la demande des directeurs de structure éducative et en cohérence avec les projets éducatifs, des bénévoles de plus de cinquante ans offrent une partie de leur temps libre aux enfants pour stimuler le goût de la lecture et favoriser l'approche de la littérature. Cela est organisé par petits groupes de trois à six enfants, une ou plusieurs fois par semaine, durant l'année scolaire. C'est une procédure qui est assez importante sur les écoles de Montpellier, qui est méconnue. Deux centres aérés, sept crèches, onze écoles élémentaires, dix-huit écoles maternelles et deux écoles primaires pour ce qui est du public sont concernés. C'était pour la première, Lire et Faire Lire. La seconde est une SESSAD, service d'éducation spécial et de soins à domicile. Elle a pour but de soutenir l'intégration en milieu scolaire et périscolaire d'enfants présentant une déficience intellectuelle. La SESSAD intervient sur les temps scolaires en partenariat avec certaines écoles sur la ville de Montpellier. Nous avons travaillé avec eux lors d'un séminaire que la ville organise tous les ans en liaison avec l'Éducation nationale, en fin d'année, afin de travailler plus avant par rapport au programme éducatif de la ville, sur des thèmes précis, choisis. L'année dernière, nous avons beaucoup travaillé sur l'intégration de l'enfant en situation de handicap. La troisième association s'appelle Les Amis de La Rochelle. Ne pensez pas que ce sont des étrangers du Nord, ils habitent rue de La Rochelle à Montpellier. C'est une association de quartier qui a pris contact avec l'école de quartier et qui a passé un accord afin de faire une animation spécifique autour de l'écoute musicale et l'initiation aux instruments de musique auprès de l'école Pasteur-Lamartine.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur MARTIN (avec la procuration de M. DELAFOSSE) entre en séance.

15. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations gestionnaires de centres de loisirs — Autorisation de signer les conventions d'occupation - Approbation des subventions en nature.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations gestionnaires de centres de loisirs en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en Sécurité (PPMS) de l'école, en lieu et place du Maire (cf.article V-E).

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé de mettre à disposition des associations listées ci-dessous les locaux scolaires indiqués, pour des montants de subvention en nature valorisables tels que précisés dans le tableau suivant.

| ASSOCIATIONS | ADRESSE ASSOCIATIONS | ECOLE MISE A DISPOSITION | Montant de la Subvention en nature |
|--------------------------|--|---------------------------------|---|
| ACLE | 183 Allée de l'Aqueduc 34080 MONTPELLIER | DAUBIE | 3 000,00 € |
| EVEIL EN MOUVEMENT | 88, Rue Antoine Laurent Jussieu 34090 MONTPELLIER | TERESA -JULES FERRY | 6 440,00 € |
| FABULOS DROLLES | 147, Rue des 4 seigneurs 34090 Montpellier | CALMETTE/AUBIGNE | 32 420,00 € |
| LA GERBE | 19, Rue Chaptal 34000 MONTPELLIER | SEVIGNE | 6 500,00 € |
| LE PETIT RELAIS | 1, Rue Embouque d'Or 34000 MONTPELLIER | PASTEUR/GARNIER | 9 000,00 € |
| LE RELAIS DES PETITS | 1, Rue Embouque d'Or 34000 MONTPELLIER | ROUSSEAU | 9 000,00 € |
| LES ENFANTS D'HELENE | 286, Av Aiguelongue 34000 MONTPELLIER | MITTERRAND | 22 360,00 € |
| LES FRANCAS DE L'HERAULT | 6, Rue des Bougainvilliées résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER | BALARD | 27 540,00 € |
| LES FRANCAS DE L'HERAULT | 6, Rue des Bougainvilliées résidence le capitole n°203 34070 MONTPELLIER | RENAUD + NERUDA | 13 770,00 € |
| MUC VACANCES | 150, rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER | SIBELIUS | 14 250,00 € |
| MUC VACANCES | 150, Rue Francois-Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER | PASCAL | 6 900,00 € |
| MUC VACANCES | 150, rue François Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER | CHAPLIN | 11 100,00 € |
| MUC VACANCES | 150, Rue Francois-Joseph Gossec 34070 MONTPELLIER | BERNHARDT | 10 100,00 € |
| PEP 34 | 21, Rue Jean Giroux escalier 27380 34184 MONTPELLIER CEDEX 4 | YOURCENAR | 15 700,00 € |
| VACANCES EVASION | 394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER | FLORIAN / SIMON | 1 190,00 € |
| VACANCES EVASION | 394, Rue Léon Blum 34000 MONTPELLIER | MOZART/MORISOT | 6 540,00 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus,
- d'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame Isabelle MARSALA : Comme vous le savez, les centres aérés, dits accueils de loisirs sans hébergement, ALSH, sont positionnés sur des locaux scolaires. Chaque année, nous signons une convention d'entente avec les associations qui gèrent ces ALSH et, cette année, il faut noter comme particularité que nous avons intégré dans les conventions une signature sur le plan particulier de mise en sécurité, dit PPMS. Je voulais d'ailleurs vous parler un peu de ce PPMS, parce que, comme vous le savez très certainement tous, le jeudi 9 mars, dans toutes les écoles de la ville, s'est tenu un exercice de gestion de crise sur le risque d'inondation, porté par le syndicat du bassin du Lez et organisé – et cela est très important – pour la première fois conjointement entre la ville de Montpellier et l'inspection académique. L'objectif de cet exercice était de tester la mise en œuvre des PPMS sur chacune des écoles, de sensibiliser le personnel des écoles, les enfants, les parents, au comportement à adopter en cas d'événement pluvieux et orageux. Cet exercice a également permis de tester la communication entre la ville de Montpellier et l'inspection en cas d'urgence. Cela a été vraiment intéressant, bien suivi sur les écoles et je crois que nous n'avons eu qu'une école qui n'a pas voulu participer. Un bilan de la journée a été réalisé conjointement. La police municipale était présente, ainsi que les pompiers, les services de secours, sur la ville, dans la salle des permanences. L'exercice a été très satisfaisant.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Madame JAMET.

Madame France JAMET : C'était juste une explication de vote. Comme vous n'autorisez pas les votes par division, nous serons obligés de nous abstenir. C'est récurrent.

Pour : 54

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

16. Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2017

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes nés entre le 01/01/2001 et le 31/12/2013 des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 400 enfants nés entre le 01/01/2001 et le 31/12/2013 la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme « Aide aux Vacances Enfants » (A.V.E.) de la Caisse d'Allocations Familiales pour les enfants éligibles à ce dispositif et concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum) selon les modalités suivantes :

-la Ville intervient du 1^{er} au 7^e jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.
 -à partir du 8e jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E. qui cesse au 7^e jour du séjour.
 Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2017 (Nature/Fonction 6188/92421), soit 35 000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1^{re} et la 7^e nuit (8 jours) plafonné à 50 € /jour :

| | Quotient familial de 0 à 370€ | Quotient familial de 371€ à 700€ | Quotient familial de 701 à 800€ |
|---|--|--|--|
| Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville | 45 % du prix du séjour (dont AVE CAF max.45 %) Participation Ville de 10 % | 40 % du prix du séjour (dont AVE CAF max.40 %) Participation Ville de 10 % | 25 % du prix du séjour (dont AVE CAF max.25 %) Participation Ville de 10 % |
| Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap | 90 % du prix du séjour (dont AVE 90 %) | 80 % du prix du séjour (dont AVE 80 %) | 50 % du prix du séjour (dont AVE 50 %) |

Barème pour un séjour compris entre la 8e et la 14e nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :

| | Quotient familial de 0 à 370€ | Quotient familial de 371€ à 700€ | Quotient familial de 701 à 800€ |
|---|--|---|--|
| Aide Ville jusqu'à 2 enfants | 45 % du prix du séjour | 40 % du prix du séjour | 25 % du prix du séjour |
| Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap | 80 % du prix du séjour | 70 % du prix du séjour | 40 % du prix du séjour |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Madame LLEDO sort de séance.

17. Écoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2016-2017

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'État, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2016-2017, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 233 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 088 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 321 enfants.

La dotation 2017 est augmentée de 35 € par rapport à celle de 2016, s'établit à :

- 575 Euros par enfant en maternelle ;
- 575 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2017, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 708 975 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 200 600 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier
- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier
- Sainte Thérèse 2, rue Portaliere des Masques - 34000 Montpellier
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier
- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090 Montpellier
- Les Anges gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier

- Sainte Jeanne d' Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier
- École juive de Montpellier rue E, Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente délibération sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames LLEDO et SALOMON entrent en séance.

Monsieur Jean-Pierre MOURE (avec la procuration de Monsieur MAJDOUL) sort définitivement de séance.

18. Groupe Scolaire Joseph Delteil/Jules Michelet **Création d'un local pour l'extension du restaurant scolaire et travaux** **connexes** **Demande de permis de construire**

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil au sein des écoles, la Ville de Montpellier a souhaité la création d'un local pour l'extension du restaurant scolaire du groupe scolaire Joseph Delteil et Jules Michelet sis rue des Araucarias à Montpellier quartier des Cévennes.

Ce local de 40m² permettra de pallier le manque de place dû à une augmentation des effectifs des rationnaires et d'accueillir les enfants dans un environnement plus confortable.

Les travaux seront effectués durant l'été 2017.

La création de ce local nécessite le dépôt d'un dossier de permis de construire.

Le coût de ces travaux s'élève à 200 000€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la création de ce local et des travaux connexes ;
- D'autoriser le dépôt de dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017 ; section investissement ; chapitre 902 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer le permis de construire et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Madame Isabelle MARSALA : Si vous le permettez, je vais présenter les affaires 18 et 19 en même temps, puisque ce sont des travaux dans des bâtiments scolaires. Je fais un petit rappel, parce que cela est toujours utile. La ville est en charge de la construction et de l'entretien des bâtiments scolaires des écoles maternelles et élémentaires. Cette année, le budget des travaux pour les écoles est de 8 millions d'euros. Nous l'avons voté en Conseil municipal. Le budget de l'Education est de 82,7 millions d'euros cette année. Le budget global de l'investissement de l'Education est de 17,8 millions cette année, M. LEVITA, je vous en remercie. Le budget des travaux école est d'un peu plus de 8 millions, dont 1,5 million de sécurisation imposée par l'Etat en grande rapidité. Ce sont des chiffres qui sont importants. Pour l'instant, c'est sans compensation, avec un dossier qui a été renouvelé pour demander de l'aide sur ces travaux. La mise en place a déjà commencé dans les écoles, avec le premier plan de sécurisation qui est en cours, avant que les aides arrivent, puisqu'il est nécessaire de faire ces travaux relativement rapidement. Nous sommes un petit peu en otage de ce système sur les écoles.

Sur les écoles qui nous concernent à ce jour, sur le groupe scolaire Delteil-Michelet, nous désirons augmenter de 40 m² le restaurant scolaire, pour un coût de 200 000 euros. Vous le savez, suite à la réforme sociale de la tarification de la restauration scolaire, nous avons vécu une augmentation du nombre de rationnaires sur les écoles. Depuis deux années déjà, nous agrandissons les restaurants scolaires afin de leur donner un nouveau souffle, et nous les doublons dans certains cas. À ce sujet, je vous présenterai, si vous le permettez, lors d'un prochain Conseil municipal, vers la fin de l'année scolaire, un petit bilan de la réforme sociale de la tarification et de l'inscription dans les cantines scolaires. À l'école Simenon, nous sommes dans des travaux très conséquents de rénovation, étanchéité, isolation thermique, menuiserie, double vitrage, pour un total de 375 000 euros.

Monsieur le Maire : Merci, Isabelle. M. RIVAS a demandé la parole. Il est délégué aux travaux dans les écoles.

Monsieur Patrick RIVAS : M. le Maire, je me permets de demander la parole en tant que délégué au patrimoine scolaire, pour répondre sur les travaux à certains de nos détracteurs qui laisseraient supposer que les élus de la majorité, à Montpellier, ne s'occupent pas assez de l'entretien et de la rénovation des écoles de la ville. Bien au contraire, les écoles de la République, avec l'inscription Liberté, Égalité, Fraternité à leur fronton, sont au cœur des préoccupations de la majorité municipale actuelle et, in fine, de la délégation qui m'a été confiée. Pour l'année 2016, et pour ne prendre en compte que cette dernière, je peux confirmer que 80 écoles sur les 123 de la ville ont bénéficié de travaux durant l'été. En 2016, près de 15 millions d'euros globalisés ont été affectés à l'entretien, à la rénovation et à l'agrandissement de groupes scolaires, avec comme priorité tout d'abord la sécurité, puis l'hygiène, ensuite le confort, et comme impératif de récupérer des logements de fonction pour répondre à l'accroissement des effectifs afin d'ajouter des classes, mais aussi des salles de multimédia, mais aussi des salles de RASED. Comme cela a été le cas, pour ne citer qu'un exemple, à l'école Marie Curie, Croix d'Argent, avec 1,300 million d'euros de travaux. Des travaux encore pour augmenter la capacité d'accueil des réfectoires, car le tarif de restauration social, initié par la ville en 2015, a amené plus de 12 % de rationnaires supplémentaires en 2016.

Par exemple, je citerai les restaurants scolaires des écoles Macé et Eluard, 350 000 euros de travaux, et celui de Voltaire, 80 000 euros. Enfin, nous avons fait des travaux pour la création de salles de repli et de vestiaires, indispensables pour les agents et personnels mairie, les ALAE, les RTGS, RAS, RAM, ou ATSEM, avec parfois la pause de modules comme celui de l'école Ingrid Bergman, quartier des Aubes, pour 300 000 euros.

Je ne voudrais pas vous faire ici un inventaire à la Prévert de tous les travaux réalisés, mais je vous invite à visiter les écoles Marie Curie et Louis Figuier pour leurs rénovations, Cervantès pour son nouveau dortoir, Dickens et Painlevé pour leur remise en état après incendie, Beethoven pour son agrandissement, Jeanne d'Arc pour sa toiture, Voltaire, Macé et Eluard, Docteur-Calmette pour la rénovation des cantines, Kergomard et Daviler pour la remise en état, etc. La liste serait trop longue et comme, mes chers collègues, vous avez perdu une heure de sommeil ce week-end, je ne voudrais pas vous amputer d'une heure supplémentaire pour cette nuit. Je dois ajouter à cette rapide énumération les interventions quotidiennes des ateliers de Garosud pour des problèmes techniques ou désagréments ponctuels qui se chiffrent à plus de 9 000 interventions annuelles. Vous aurez un aperçu du travail effectué par la direction Travaux et Maintenance, la DTM, que je tiens ici à saluer. J'évitais toutefois, pour ne pas alourdir mon propos, les dispositifs mis en place dans le cadre de la directive anti-attentat, directive parvenue pour mémoire une semaine avant la rentrée, dans l'urgence, avec indication du gouvernement : « voilà ce qu'il faudrait faire, débrouillez-vous ». Comme si, M. le Maire, vous étiez Harry Potter. En fait, il s'agit d'une façon peu élégante de se décharger sur les municipalités, tout comme cela avait été le cas précédemment pour les TAP. Je tiens tout de même à rassurer nos concitoyens, nous mettons tout en œuvre, même si le budget en souffre, M. LEVITA, pour la sécurité et la protection de vos enfants et, en cela, nous suivons les directives ministérielles.

Mais revenons au sujet de mon intervention. En cette année 2017, le budget travaux pour les écoles sera encore une fois en augmentation. Il est porté à 17,800 millions d'euros globalisés. L'effort de la ville, vu la dotation de l'Etat toujours en diminution, est considérable, mais nécessaire. Les directeurs des écoles ont d'ailleurs reçu dernièrement les fiches de travaux retenues pour l'année 2017. J'ajouterai, pour être complet, la construction, d'ici 2025 de neuf nouveaux établissements, en plus de l'extension de l'école Pape Carpentier à Celleneuve. Vous voyez, nous prévoyons même après 2020. C'est cela, faire de la politique autrement, au plus près des citoyens, prévoir et anticiper. Prévoir à moyen et long terme des besoins futurs avec pour seul but de donner toutes les chances à nos enfants pour réussir adulte leur parcours professionnel.

Comme nous réparons la ville suivant notre engagement, avec un budget quasiment doublé, et M. ALBERNHE n'est pas là, mais je le signale, nous entretenons avec une attention toute particulière notre patrimoine scolaire pour le bonheur des Montpelliérains, de leurs parents, de leurs professeurs et de nos agents.

M. le Maire, mes chers collègues, il était important de rappeler que l'école est au centre de notre action politique et que le budget de la réussite éducative est le premier budget de la ville, avec 82,700 millions d'euros en 2017. En conclusion, et pour justifier cette priorité, gardons en mémoire la célèbre citation de Nelson Mandela : « l'éducation est l'arme la plus puissante pour changer le monde ».

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci, M. RIVAS, il était bon de refaire un peu le point suite, effectivement, à certaines prises de position qui étaient en dehors de la réalité, et surtout en dehors de la vérité de notre action.

Pour : 55

Contre :

*Abstentions :
Adopté à l'unanimité.*

19. Travaux de rénovation écoles Georges Simenon et Alain Savary Demande de subventions

Dans le cadre de sa politique de maintenance des bâtiments scolaires, la Ville envisage des travaux de rénovation dans les écoles Georges Simenon sise 215, boulevard Pedro de Luna et Alain Savary sise 240, quai Flora Tristan. Ces deux établissements se situent dans le quartier Croix d'Argent à Montpellier

Concernant l'école élémentaire Georges Simenon ; il est prévu des travaux de rénovation de l'étanchéité, d'isolation thermique et le remplacement des menuiseries actuelles par des menuiseries double vitrage et en aluminium.

Le coût de ces travaux est estimé à 375 000€ HT.

Concernant l'école élémentaire Alain Savary, il est prévu des travaux de réaménagement intérieur pour une mise aux normes du restaurant scolaire.

Le coût de ces travaux est estimé à 185 000€ HT.

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement de ces écoles, les travaux se dérouleront durant les vacances d'été 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver ce programme de travaux ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 902 ;
- de demander les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur KRZYZANSKI (avec la procuration de Madame ROUSSEL-GALIANA) sort de séance.

20. Changement de dénomination de l'allée Mireille Laget

Lors du Conseil municipal en date du 15 décembre 2016, il a été proposé de dénommer le chemin privé situé derrière le bâtiment des Douanes et faisant le lien entre l'avenue du Pont Trinquat et l'avenue Germaine Tillion :

Allée Mireille Laget
(1936-1986)
Historienne et pédagogue

Pour rendre un hommage encore plus fort à cette historienne reconnue de la naissance et de la petite enfance, il est proposé d'attribuer son nom à une crèche municipale. Afin de ne pas créer d'ambiguïté géographique qui pourrait ralentir l'éventuelle intervention de secours ou simplement créer la confusion auprès des usagers, il est proposé d'attribuer à cette allée un nouveau nom.

Nous proposons de la dénommer :

**Allée Adrienne Bolland
(1895-1975)
Pionnière de l'aviation**

Née le 25 novembre 1895 à Arcueil, elle est morte le 18 mars 1975 à Paris. Cette aviatrice française est célèbre pour avoir été la première au monde à effectuer la traversée par avion d'une partie de la Cordillère des Andes.

Après son exploit, elle devient l'acrobate de l'air la plus active et la plus populaire de France, et la seule femme "propagandiste" de l'air pour le ministère des Transports Aériens.

Femme engagée, elle soutient la cause du vote des femmes. Très proche de Jean Moulin et du responsable de l'Aviation populaire, Sadi-Lecointe, elle l'aide au recrutement des pilotes de l'escadrille España dirigée par André Malraux, à partir de 1936. Ses choix et ses positions politiques ouvertement à gauche la font subir de nombreux sabotages ; elle connaît sept accidents graves.

En 1940, elle décide, avec son mari, de rester dans la zone occupée par les Allemands, puis de rejoindre le réseau CND-Castille du Loiret. À Donnery, le couple se charge du repérage des terrains susceptibles d'aider les Forces aériennes françaises libres.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter cette proposition de dénomination de voie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Monsieur KRZYZANSKI (avec la procuration de Madame ROUSSEL-GALIANA) et Monsieur YOUSSEUS entrent en séance.

21. Dénomination de voie

Au sud-est de Montpellier, sur la route de Vauguières, se situe le nouveau pont qui enjambe à la fois la nouvelle autoroute A9 et le contournement ferroviaire de Montpellier, en direction du futur quartier Cambacérès.

Nous proposons de dénommer ce pont :

Pont Youri Gagarine
(1934-1968)
Premier homme dans l'espace

Iouri ou Youri Alexeïevitch Gagarine est né le 9 mars 1934 et mort le 27 mars 1968. Le 12 avril 1961, il sera le premier homme à effectuer un vol dans l'espace. Youri Gagarine est le fils d'un charpentier et d'une paysanne, il devient technicien fondeur après ses études. Il découvre le pilotage en amateur dans un aéro-club à 18 ans puis entre à l'école d'aviation militaire d'Orenbourg. Il est promu pilote de chasse à partir de 1957. Intégré au programme spatial soviétique, il sera le premier homme à effectuer une orbite terrestre à bord de la capsule Vostok. Il acquiert une notoriété internationale et est décoré de nombreuses distinctions dont celle de Héros de l'Union soviétique et de la médaille de l'ordre de Lénine, les plus hautes distinctions soviétiques. Il meurt à 34 ans lors du crash de son Mig 15 au cours d'une mission d'entraînement.

Il est donc proposé au Conseil municipal de :

- dénommer ce pont : Pont Youri Gagarine (1934-1968) Premier homme dans l'espace.

Monsieur le Maire : Il s'agit de la dénomination de la voie qui passe au-dessus des rails et des autoroutes, derrière la gare de Montpellier Sud de France, que nous avons inaugurée cet après-midi. Nous souhaitons lui donner le nom, et le faire passer en Conseil municipal, du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, avec l'accord de sa famille, son épouse, ses deux filles, et avec l'accord de l'ambassadeur de Russie à Paris, ainsi que du Consul général de Russie à Marseille. Qui demande la parole ? M. BOUMAAZ.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Très rapide, M. le Maire. Il est dommage que vous n'ayez pas pensé à Valentina Terechkova, qui est la première dame qui a effectué un vol dans l'espace, comme Youri Gagarine. Chacun son choix. Mais ce qui me laisse le plus perplexe dans cette affaire est surtout qu'elle reflète un certain plagiat que vous faites déjà depuis un certain nombre de temps où vous essayez de copier ce que le Front national fait, une sorte de racolage électoral, une danse du ventre. Et, en même temps que cette danse du ventre, vous dites que vous êtes le seul rempart face au Front national, mais, aujourd'hui, je ne vois qu'une passoire au lieu d'un rempart. Pour en terminer, je voterai favorablement cette affaire, M. le Maire, et je dirais même mieux : vive Poutine ! Je ne critique pas, attention.

Monsieur le Maire : Un, Youri Gagarine n'appartient pas au Front national. Deuxièmement, Jeanne d'Arc n'appartient pas non plus au Front national. M. LARUE, excusez-moi, je ne vous avais pas vu. Allez-y.

Monsieur Alex LARUE : Je voulais juste rappeler à M. BOUMAAZ qu'il a été élu grâce au Front national tout de même.

Monsieur le Maire : Ne mélangez pas le Front national et Youri Gagarine, s'il vous plaît. Ne mélangeons pas les torchons et les serviettes. Je n'oublie pas Stalingrad. Je l'ai déjà dit à cette tribune, à plusieurs reprises, et je continue à le répéter aujourd'hui. Je n'oublie pas Stalingrad. Je remercie le Consul de Russie, à Marseille, je remercie l'ambassadeur de Russie, à Paris, je remercie

la famille de l'astronaute, son épouse, ses deux filles, Galina et Elena dont l'une s'occupe brillamment du musée du Kremlin dont elle est conservatrice, de nous avoir autorisés par écrit à donner à ce magnifique pont, qui se trouve à proximité des gares, des autoroutes, de l'aéroport, le nom du premier homme de l'humanité à être allé dans l'espace. Et nous le faisons cette année, en 2017, car il s'agit du 60^e anniversaire de la première sonde spatiale spoutnik qui est partie dans l'espace et, surtout, nous le faisons l'année du centenaire de la Révolution d'octobre.

Pour : 56

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

Mesdames MARION, MARSALA (avec la procuration de Madame CHARDES), Messieurs BOUMAAZ et RASSAT sortent de séance.

22. Création d'une crèche municipale dans la ZAC EAI (École Application Infanterie) – Approbation de l'opération-Autorisation de signer le permis de construire-Demande de subventions CAF, Conseil Départemental Hérault-Dénomination de la crèche

Dans le cadre de sa politique en faveur de la Petite Enfance et de soutien à la parentalité, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la création d'une nouvelle crèche dans le quartier de l'EAI, sur le terrain de l'ancienne Chapelle, Place des 56 régiments d'artillerie.

D'une capacité d'accueil de 48 places, cette crèche s'organise en 3 unités.

Ces unités de vie s'articulent autour d'espaces communs tels que jardins méditerranéens, patios, jeux d'eau et parcours libres permettant une approche pédagogique qui s'appuie sur la psychomotricité libre.

La crèche se distingue aussi par son ambition en termes d'ergonomie de travail et de qualité de l'air, avec l'utilisation de matériaux sains : terre cuite, caoutchouc et peintures sans COV (Composés Organiques Volatils) ainsi qu'avec une ventilation double flux.

La Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental seront sollicités respectivement pour une subvention d'investissement qui sera perçue par la Ville à l'issue de l'opération de construction. Selon les critères d'attribution actuels, il va être sollicité une subvention auprès de la CAF à hauteur de 480 000 € et auprès du Conseil Départemental pour 40 000 €.

Par ailleurs, en termes de subventionnement du fonctionnement, l'action étant inscrite au Contrat Enfance Jeunesse (C.E.J.) 2015 – 2018, elle ouvre droit au versement annuel par la CAF d'une prestation de service enfance-jeunesse (P.S.E.J), cette dernière étant distincte de la Prestation de Service Unique (P.S.U.) versée au titre de l'activité d'accueil.

Le coût total de cette opération est estimé à 3 500 000 € TTC.

La conduite d'opération et la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la crèche sont confiées à la Direction Architecture et Immobilier de la Ville. Les travaux seront exécutés par lots séparés conformément aux règles relatives aux marchés publics.

Aussi, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme (permis de démolir et permis de construire), et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Enfin, il est proposé de nommer la future crèche : « Mireille LAGET » (1936-1986), qui a travaillé sur l'enseignement et les conditions de l'alphabétisation en Bas-Languedoc au lendemain de la Révocation, avant de devenir une historienne reconnue de la naissance et de la petite enfance.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général décrit ci-dessus ;
- de dénommer la future crèche « Mireille LAGET » ;
- de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération, notamment celles permettant de désigner les entreprises qui construiront l'ouvrage ;
- de solliciter les subventions les plus larges possible pour la réalisation de ce projet notamment auprès des partenaires habituels : Caisse d'Allocations Familiales et Conseil Départemental ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment les autorisations d'urbanisme afférentes (permis de démolir, permis de construire).

Madame Titina DASYLVA : M. le Maire, mes chers collègues, bonsoir. Avant tout, j'aimerais vous informer que le lundi 20 mars de cette année, nous avons inauguré, à la Mosson les nouveaux locaux du relais d'assistante maternelle. Le nouveau local se situe désormais au 123 de la rue de Lausanne et cette inauguration s'est tenue dans d'excellentes conditions, en présence de la CAF, partenaire historique de la ville, et en présence inattendue du Conseil départemental. Les locaux sont magnifiques, spacieux, la décoration choisie est pêchue et, dans ce cas de figure, notre objectif visant à l'amélioration de l'existant est totalement atteint. Présence inattendue du Conseil départemental, disais-je, et cette inauguration a eu lieu deux jours ouvrés après le vote au Conseil départemental de la baisse de 13 % de la subvention de cette collectivité vis-à-vis des RAM. Mes collègues Abdi EL KANDOUSSI, MIRALLES, LEVY-RAMEAU, DRAY-FITOUSSI, TORTORICI, BODKIN et MALEK, conseillers généraux du groupe Hérault Citoyens, ont pris leurs responsabilités en s'abstenant, je les en remercie, parce que cette baisse de subvention du Conseil départemental peut être un frein à la création de nouveaux RAM, sauf, de fait, effort supplémentaire de la ville pour pallier l'aide historique du Conseil départemental. Dans ce contexte de baisse de dotation de l'Etat actuel, cela est difficile. Je vous rappelle que des RAM en moins entraînent moins de services aux parents, des retours à l'emploi qui sont devenus difficiles, des réinsertions qui deviennent impossibles. Je comprends tout à fait les économies du conseil départemental, mais, pour moi, la priorité est avant tout les familles, les femmes, car, sans mode de garde, il faut savoir que ce sont les femmes qui restent à la maison. Lorsque ce n'est pas un choix assumé, cela est très difficile à vivre, ce qui introduit l'affaire 22 qui consiste en la création d'une crèche de 48 places. Je propose d'en accepter le principe et tout ce qui en découle, c'est-à-dire la sollicitation des subventions, l'imputation de la dépense au budget, et de nommer cet établissement, comme vous l'avez annoncé tout à l'heure, Mireille Laget.

Applaudissements.

Pour : 51
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

23. Fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Blanche Neige

Demande d'autorisation préalable de travaux

Dans le cadre du plan chaleur, il a été décidé de créer une zone d'ombrage par la mise en place d'une pergola dans la cour principale de la crèche Blanche Neige sise, 14 place Cardinal Verdier (Quartier Croix d'Argent) à Montpellier 34070.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville concernant les travaux de métallerie dans les bâtiments communaux, durant l'été 2017, pour un montant de 54 480,70 TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Blanche Neige ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

24. Programme Parler Bambin. Convention de partenariat entre la Ville et l'Agence nouvelle des solidarités actives

La Ville de Montpellier souhaite s'engager dans un programme de développement précoce du langage, le Parler Bambin. Ce dispositif œuvre en faveur de l'égalité des chances dès le plus jeune âge et s'inscrit dans la lutte contre les exclusions.

Les connaissances scientifiques actuelles démontrent que :

- le langage est un élément déterminant dans le développement global de l'enfant ;
- les capacités acquises précocement en langage oral ont une influence sur l'apprentissage et la maîtrise du langage écrit ;
- le niveau de développement langagier est largement corrélé à l'environnement social et éducatif de l'enfant.

Le dispositif Parler Bambin a été lauréat de l'appel à projets 2015 de *La France s'engage*. Il constitue une approche pédagogique innovante favorisant le développement du langage du jeune enfant, de la naissance à 36 mois. Il est porté par l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA), association à but non lucratif créée en janvier 2006, qui a pour objet principal de lutter contre la pauvreté et les exclusions en mettant en œuvre des projets et des expérimentations sociales.

Le Parler Bambin a vocation à :

- enrichir les interactions langagières en parlant avec l'enfant et non pas en parlant à l'enfant qui n'a de désir à parler que dans l'interaction ;
- sensibiliser les parents à l'importance de la conversation et développer une nouvelle coopération entre eux et les professionnelles de la petite enfance ;
- interroger et faire évoluer les pratiques professionnelles en développant la réflexivité autour d'une culture commune.

Dans le cadre de ce dispositif, il est prévu la mise en place, pour la période 2017-2020, d'une formation au sein de 20 établissements d'accueil du jeune enfant de la Ville de Montpellier et la participation à un programme de recherche pour 10 d'entre eux.

Ce programme de recherche est porté par une équipe pluridisciplinaire : Sophie Kern, directrice et chercheuse CNRS au laboratoire Dynamique Du Langage, membre du Laboratoire d'excellence ASLAN et Marc Gurgand, directeur du J-Pal et de l'École d'économie de Paris, spécialiste des évaluations contrôlées de grande taille et complexes.

Il est également prévu la participation au réseau national des professionnels du Parler Bambin.

La Ville va bénéficier du soutien opérationnel de l'ANSA dans la mise en œuvre du dispositif.

Dans le cadre de la convention, l'ANSA s'engage à :

- concevoir l'offre de formation ;
- organiser et permettre la mise en œuvre de la formation ;
- organiser et animer le réseau national des professionnels Parler Bambin ;
- coordonner les relations entre sites expérimentateurs et équipe en charge du programme de recherche.

De son côté, la Ville de Montpellier s'engage à :

- mettre en œuvre le programme national Parler Bambin sur son territoire d'exercice ;
- inscrire les 10 structures d'accueil dans le programme national de recherche ;
- participer au réseau national Parler Bambin ;
- contribuer à l'évaluation de l'approche Parler Bambin ;
- contribuer financièrement au déploiement du programme national Parler Bambin sur son territoire. Le coût pour l'année 2017 est de 22 750 €.

Une demande de subvention est déposée auprès de la CAF de l'Hérault, très intéressée par ce projet innovant, pour une participation au maximum à hauteur de 80 % du budget, soit 18 200 €.

La présente convention est conclue pour une durée de 4 ans (de janvier 2017 à décembre 2020). Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement ou d'une prolongation par avenant dans les conditions définies par les deux parties, en tant que de besoin, à l'initiative de l'une ou de l'autre.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention entre la Ville et l'ANSA jointe en annexe ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section fonctionnement, chapitre 926, nature 6238 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possible auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

25. Comédie du Livre 2017
convention de partenariat entre la Ville et Montpellier Méditerranée
Métropole pour l'organisation de la 32e Comédie du Livre

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'organisation et la réalisation de la Comédie du livre, dont la 32^e édition se tiendra les 19, 20 et 21 mai 2017. La gestion de certains équipements, biens matériels et immatériels utilisés dans le cadre de la manifestation demeure de la compétence de la Ville de Montpellier.

Afin de préserver la bonne organisation de cet événement, certains lieux et matériels de la Ville doivent être mis à la disposition de la Métropole. La Ville offrira par ailleurs un accompagnement et un soutien logistique, liés à cette mise à disposition.

À cette fin, une convention de partenariat, étroitement liée à la programmation de cette édition 2017 de la Comédie du livre, doit être conclue pour cette année 2017.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville interviendra à titre gratuit, à l'exception des coûts indirects liés à l'accueil du public, au nettoyage et à l'accompagnement technique, qui feront l'objet d'un remboursement de la Métropole à la Ville, après bilan de la manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre :
Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)
Adopté à l'unanimité.

26. Exonération de frais de publication de documents d'archives

Madame Sabine Teulon-Lardic, docteur en musicologie, effectue depuis 2006 des recherches sur l'opéra-comique et les concerts à Montpellier aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Elle est l'auteur d'un ouvrage publié en 2014 aux éditions Symétrie, Lyon, *Inventer le concert public à Montpellier : La Société des concerts symphoniques (1890-1903)*.

Elle souhaite utiliser dix documents des Archives municipales pour illustrer les actes du colloque d'Historiographie musicale de l'Université de Dijon.

Conformément aux tarifs adoptés par délibération n° 2016/500 du 15 décembre 2016 le montant des droits de publication de ces dix documents s'élève à 250,00€ TTC.

Compte tenu de l'intérêt que représente cet ouvrage pour faire connaître l'histoire du théâtre à Montpellier, il est proposé au Conseil municipal :

- d'exonérer Madame Sabine Teulon-Lardic du montant des droits de publication ;
- de considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51
Contre :
Abstentions :
Adopté à l'unanimité.

27. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et Air France pour les déplacements et les transports d'œuvres liés au Pavillon Populaire

En 2015, la Ville de Montpellier et Air France Direction régionale Méditerranée ont conclu un accord de partenariat visant à mettre en valeur les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire, mais aussi à en réduire les frais de production.

Il est aujourd'hui proposé, par la Ville de Montpellier et par la Direction Régionale Méditerranée d'Air France, de renouveler pour un an ce partenariat.

Au titre de cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Apposer le logo Air France sur tous les documents de communication liés aux expositions du Pavillon Populaire ;

- Mettre à la disposition d’Air France des affiches, cartons d’invitation, flyers, livrets d’aide à la visite et 20 catalogues de chaque exposition, pour une valeur minimale d’environ 500 euros ;
- Mettre à disposition à titre gracieux le Pavillon Populaire, sans conséquence dommageable pour le public, afin de permettre à Air France l’organisation de soirées privées événementielles, dans la limite d’une soirée par exposition.

En contrepartie, Air France s’engage à fournir à la Ville de Montpellier :

- Un tarif préférentiel sur l’ensemble des billets liés à l’exposition,
- Une dotation pour l’acheminement des différents intervenants (artistes, commissaires d’exposition, ayants droit...), soit 3 vols long-courriers aller-retour.
- Un tarif préférentiel pour le fret,
- Deux cartes Flying Blue Gold.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D’autoriser la signature de la convention de partenariat jointe en annexe ;
- D’imputer les dépenses correspondantes au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D’autoriser Monsieur le Maire ou l’adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre :

Abstentions :

Adopté à l’unanimité.

28. 11^e édition de la ZAT (Parc Montcalm ; 22 et 23 avril 2017) Mises à disposition d’espaces dans le cadre de l’organisation de la manifestation

Le projet ZAT propose au public de découvrir la ville autrement, chaque fois dans un quartier différent. Les artistes interrogent en contexte le fait urbain, la vie dans ces quartiers anciens ou modernes, la mémoire des lieux, permettent la circulation des habitants, d’un quartier à l’autre, et l’appropriation de la ville par chacun, grâce à une programmation artistique adaptée au site, ambitieuse et populaire.

Poursuivant la volonté de faire découvrir la richesse des quartiers, la 11^e édition de la ZAT se déroulera dans le parc Montcalm à Montpellier, du samedi 22 avril au dimanche 23 avril 2017.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la manifestation :

- le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (C.R.O.U.S.) de Montpellier met à disposition à titre gratuit des espaces situés dans l’enceinte de la résidence universitaire du Parc (5 bis Rue des Chasseurs, Montpellier) pour la période du 18 au 25 avril 2017, afin d’y accueillir des espaces technico-logistiques, de stationnement et d’accueil des artistes.

La Ville s'engage à occuper ces espaces conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer et les garder durant la période d'occupation.

- La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) met à disposition à titre gratuit le bâtiment 21, « Grande Halle », (EAI, Rue Fontcouverte, Montpellier) et les espaces extérieurs non utilisés devant le bâtiment, pour la période du 16 au 26 avril 2017, afin d'y accueillir des ateliers participatifs et une zone logistique.

La Ville s'engage à occuper ces espaces conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer et les garder durant la période d'occupation.

- Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition à titre gratuit les parkings A et B et de la piste d'atterrissage hélicoptère du complexe Yves du Manoir (Avenue de Vannières, Montpellier), pour la période du 22 au 23 avril 2017, afin de créer un espace de stationnement pour le public de la manifestation et la circulation de navettes vers le parc.

La Ville s'engage à occuper ces espaces conformément à l'usage prévu dans la convention ci-jointe, à les assurer, les garder et à en assurer le nettoyage avant sa restitution.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer ces conventions relatives à la 11^e édition de la ZAT et, plus généralement, tout document s'y rapportant.

Pour : 48

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

29. CULTURE ET PATRIMOINE

Attribution de subventions aux associations culturelles

Exercice 2017

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture constitue l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social. Son impact économique et social est essentiel pour la Ville de Montpellier.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de la Ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri-discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville.

Afin d'assurer la transparence de son action en faveur du tissu associatif, la Ville soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 57 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 406 400 € au titre de l'exercice 2017.

| Code | Nom de la Structure | Nature | Montant |
|--------------------------|-------------------------------|--------|---------------|
| 382 | ASSOCIATION JULES SONIC PRODS | Projet | 2 000 |
| 1175 | KUMBAYA GOSPEL CHOIR | Projet | 1 500 |
| 1461 | COLLECTIF KOA | Projet | 2 000 |
| 1889 | LA CRUAUTHEQUE | Projet | 1 000 |
| 2046 | LAS SOLILES | Projet | 1 000 |
| 5146 | PYARE | Projet | 2 000 |
| 5151 | ESTAMPE | Projet | 2 000 |
| 5240 | BOOMERANG PROD | Projet | 1 000 |
| 5373 | LO SAGE E LO FOL PROD | Projet | 1 000 |
| 5510 | DEDALUS | Projet | 1 000 |
| 5553 | WATER BABIES | Projet | 2 000 |
| 5662 | LE BARIL | Projet | 2 000 |
| 5867 | COMPAGNIE IMPÉRIALE | Projet | 1 000 |
| 6163 | COLLECTIF GOLEM | Projet | 1 000 |
| 6185 | LINGE & SONS | Projet | 2 000 |
| SOUS - TOTAL FACM | | | 22 500 |

| Code | Nom de la Structure | Nature | Montant |
|-------------------------------|---|----------------|---------|
| ARTS VISUELS ET MÉDIAS | | | |
| 1781 | REGARDS SUR LE CINÉMA ALGERIEN | Projet | 1 500 |
| 6679 | ASSEMBLÉE RÉGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES | Fonctionnement | 6 000 |
| LIVRE | | | |
| 4744 | CHEVRE FEUILLE ÉTOILÉE ÉDITIONS | Projet | 900 |
| PATRIMOINE | | | |
| 2265 | ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBÈRES DE KABYLIE ACBK | Projet | 2 300 |
| 3403 | ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE | Projet | 12 000 |

| | | | |
|------|--|----------------|--------|
| | MONTPELLIER | | |
| | SPECTACLE VIVANT / Danse | | |
| 418 | ASSOCIATION RAMA | Fonctionnement | 9 000 |
| 597 | HORS COMMERCE | Fonctionnement | 8 500 |
| 1113 | CLAQUETTES EN VOGUE | Fonctionnement | 1 500 |
| 1113 | CLAQUETTES EN VOGUE | Projet | 5 000 |
| 1207 | ACTION D'ESPACE | Fonctionnement | 1 800 |
| 1240 | SATELLITE | Fonctionnement | 1 800 |
| 1250 | ASSOCIATION COREE'GRAPHIE | Fonctionnement | 2 500 |
| 1523 | DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS | Fonctionnement | 5 000 |
| 2683 | LES GENS DU QUAI | Fonctionnement | 6 000 |
| 2857 | SINGULIER PLURIEL | Projet | 2 500 |
| 3252 | ASSOCIATION ACHLES | Fonctionnement | 4 000 |
| 3311 | INESPERADA | Fonctionnement | 3 000 |
| 3426 | LA MENTIRA | Fonctionnement | 2 000 |
| 3455 | ARTEFACTDANSE | Fonctionnement | 1 800 |
| 4265 | ATTITUDE | Fonctionnement | 40 000 |
| 4265 | ATTITUDE | Projet | 20 000 |
| 4377 | PULX | Fonctionnement | 2 100 |
| 4377 | PULX | Projet | 5 000 |
| 4723 | APPEL DU GESTE ACTUEL | Projet | 1 200 |
| 4928 | ASSOCIATION VILCANOTA | Fonctionnement | 2 000 |
| 4991 | GROUPE NOCES DANSE IMAGES | Fonctionnement | 1 900 |
| 5020 | ASSOCIATION STELLA | Fonctionnement | 4 000 |
| 5034 | ASSOCIATION CHICANES | Fonctionnement | 6 000 |
| 5052 | COMPAGNIE AUTRE MINA | Fonctionnement | 4 700 |
| 5401 | SECTOR SEVEN | Projet | 4 000 |
| 5505 | MOUVEMENTS PERPÉTUELS | Projet | 2 000 |
| 5963 | MOUVEMENTS SUR LA VILLE | Projet | 6 000 |
| | SPECTACLE VIVANT / Musique | | |
| 980 | FESTIVAL INTERNATIONAL DE RADIO FRANCE ET DE MONTPELLIER | Fonctionnement | 60 000 |
| | SPECTACLE VIVANT / Théâtre | | |
| 58 | COMPAGNIE THEATR'ELLES | Fonctionnement | 3 000 |
| 58 | COMPAGNIE THEATR'ELLES | Projet | 2 500 |
| 231 | THÉÂTRE EN FLAMME - CREATEF | Fonctionnement | 1 700 |
| 473 | LE BAO | Fonctionnement | 1 800 |

| | | | |
|-------------------|---------------------------------------|----------------|----------------|
| 490 | THÉÂTRE DE LA PLUME | Fonctionnement | 2 000 |
| 532 | ATOME | Projet | 1 800 |
| 1143 | COMPAGNIE LES GRISETTES | Fonctionnement | 2 500 |
| 1176 | LA COMPAGNIE PROVISIOIRE | Fonctionnement | 1 800 |
| 1315 | THÉÂTRE DE LA REMISE | Fonctionnement | 3 500 |
| 1595 | LE CRI DEVOT | Projet | 800 |
| 1774 | COMPAGNIE PEPI MORENA | Fonctionnement | 2 500 |
| 1949 | THEAVIDA | Fonctionnement | 1 000 |
| 4472 | LA VISTA - THÉÂTRE DE LA MÉDITERRANÉE | Fonctionnement | 50 000 |
| 4472 | LA VISTA - THÉÂTRE DE LA MÉDITERRANÉE | Projet | 15 000 |
| 4472 | LA VISTA - THÉÂTRE DE LA MÉDITERRANÉE | Projet | 2 000 |
| | PLURIDISCIPLINES | | |
| 4191 | ILLUSION ET MACADAM | Fonctionnement | 18 000 |
| 4191 | ILLUSION ET MACADAM | Projet | 38 000 |
| SOUS-TOTAL | | | 383 900 |
| TOTAL | | | 406 400 |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types et spécifiques le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 406 400 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et spécifiques annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame MARION et Monsieur BOUMAAZ entrent en séance.

30. Convention de partenariat entre la ville de Montpellier et Pierre Fabre Médicament

Dans les quartiers « politique de la ville », des difficultés accrues en matière de prévention santé et d'accès aux soins sont constatées.

Les indicateurs nationaux font apparaître chez les enfants une prévalence des problématiques de santé sur ces territoires, et notamment des problèmes de santé bucco-dentaire, et de nutrition.

Le projet J'agis pour ma Santé dit JAPS ! vise notamment à « Renforcer l'accessibilité et la présence des services et des équipements dans les domaines de la prévention et de la santé », et répondre à la fiche 6.5 annexée au contrat de ville 2015 (Action Prévention santé à l'école sur les temps péri et extrascolaires).

Ce projet expérimental, prévu pour le dernier trimestre de l'année scolaire 2016-2017 (mars à juin 2017), concerne les temps périscolaires des écoles élémentaires.

Le projet sera mis en place par et avec les équipes de la Direction de l'Education de la Ville, sur les écoles AMSTRONG, BAZILLE, BALARD, BOLIVAR, DAUBIE, FREUD, GARIBALDI, SAVARY et ZAY ont confirmé leur volonté de s'inscrire dans ce projet, ce qui représente un potentiel de 1300 enfants, et leurs familles.

Dans ce cadre, la ville de Montpellier souhaite s'associer avec Pierre Fabre Médicament, notamment pour la partie sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire.

Pierre Fabre Médicament fournit des outils d'accompagnement pédagogiques et 1300 kits de brossage des dents à l'attention des enfants.

La Ville se charge de la formation, de l'organisation et de l'animation des ateliers, autorise Pierre Fabre Médicament à faire mention de son soutien, et le cite comme partenaire institutionnel lors de ses actions et communications sur le projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat avec le Laboratoire Pierre Fabre jointe en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Madame Caroline NAVARRE : M. le Maire, chers collègues, suite à un constat fait dans les quartiers de la politique de la ville sur un déficit en prévention santé, la ville de Montpellier a souhaité mettre en place un projet d'éducation santé dans 9 écoles de ces quartiers, sur trois thématiques qui sont l'activité physique, l'alimentation et l'hygiène bucco-dentaire. Ce projet a été construit par le service Prévention santé de la Cohésion sociale, mais en partenariat, et de façon transversale, avec Isabelle MARSALA pour l'Education, Fabien ABERT au niveau du Sport et Mme Annie YAGUE pour le Contrat ville. Dans ce cadre et sur la dernière thématique de l'hygiène bucco-dentaire, nous avons souhaité nous associer avec le laboratoire Pierre Fabre qui nous permet d'avoir 1 300 kits de brossage et également des outils de formation pédagogique. Dans ce cadre, il est demandé d'approuver cette convention de partenariat avec le laboratoire Pierre Fabre.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications particulières ? Oui, Mme JAMET.

Madame France JAMET : Puisqu'il est question de transversalité, cela est bien, ils vont avoir une bonne hygiène bucco-dentaire et, puisque l'Education est de la partie, est-ce que nous leur

apprendrons éventuellement à respecter leur prochain, les femmes ou les électeurs ? Est-ce que nous éviterons de les traiter de torchons ? Quels sont ces propos, M. le Maire ?

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 1 (Djamel BOUMAAZ)

Adopté à l'unanimité.

Madame MARSALA (avec la procuration de Madame CHARDES) et Monsieur RASSAT entrent en séance.

Monsieur YOUSSEUS sort de séance.

Monsieur BOUMAAZ sort définitivement de séance.

31. Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2017

Le Débat d'Orientation Budgétaire du 28 novembre 2016 et le Budget Primitif 2017 adopté le 15 décembre 2016 ont acté, pour la 4^e fois sur la mandature, le strict respect de l'engagement de la majorité municipale : **0 % d'augmentation des taux d'imposition.**

Il convient aujourd'hui de confirmer ce choix par le vote des taux de la fiscalité directe locale 2017.

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Notification des bases d'imposition :

Les bases notifiées par les services fiscaux pour 2017 sont de :

- Taxe d'habitation : 351 286 000 euros
- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 358 645 000 euros
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 513 700 euros

Évolution des taux d'imposition : 0 % d'augmentation

Conformément à l'engagement pris, il est proposé à notre assemblée de fixer une évolution des taux d'imposition de Montpellier pour 2017 de + **0%**.

Ce choix solidaire est en outre conforté par notre bouclier social qui emporte des allègements représentant pour les Montpelliérains environ 17 M€ de cotisations non perçues, au titre de la taxe d'habitation 2016.

Produit d'imposition pour 2017 :

Le produit d'imposition prévisionnel pour 2017 s'établit comme suit :

| Taxes | Bases d'imposition 2017 | Taux d'imposition 2017 | Évolution des taux en 2017 | Produit d'imposition 2017 |
|----------------------|--|---------------------------------------|---|--|
| Taxe d'habitation | 351.386.000 € | 22,49 % | 0 % | 79.026.711 € |
| Taxe foncière (Bâti) | 358.645.000 € | 31,18 % | 0 % | 111.825.511 € |

| | | | | |
|--------------------------|-----------|----------|-----|----------------------|
| Taxe foncière (Non bâti) | 513.700 € | 112,71 % | 0 % | 578.991 € |
| TOTAL | | | | 191.431.213 € |

De plus, les services fiscaux ont fourni les éléments prévisionnels 2017 de la majoration de 20 % de la cotisation communale des logements meublés non affectés à l'habitation principale (mesure votée par le Conseil Municipal le 19 février 2015) : la majoration des bases prévisionnelles concernées s'élève à 3.871.109 € pour un produit de 870.612 €.

Ainsi, le produit d'imposition prévisionnel global pour 2017 s'élèvera à 192.301.825 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- fixer les taux d'imposition 2017 à l'identique de ceux de 2016, conformément à nos engagements :
 - Taux de Taxe d'Habitation : 22,49 %
 - Taux de Taxe sur le Foncier Bâti : 31,18 %
 - Taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti : 112,71 %
- approuver le produit d'imposition qui s'établira comme présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Max LEVITA : M. le Maire, je suis ravi d'avancer à l'assemblée que, pour la 4^e année, nous ne touchons pas au taux des impôts de la ville de Montpellier, ni en 2014, ni en 2015, ni en 2016, ni en 2017. Nous avons reçu les bases lundi, c'est la raison pour laquelle nous vous les communiquons avec un certain retard. Il existe une coquille dans le texte que vous avez reçu. Ce n'est pas, dans la taxe d'habitation, la base 2017. Elle est de 351 386 000 et non pas 351 286 000, comme il était inscrit. Cette communication des bases fait que, mes chers collègues, je peux vous annoncer une bonne nouvelle, mais ne croyez pas pour autant que tout est rose. Cependant, grâce à l'excellence du service Finance, nous avons pris des précautions sur les évaluations des bases de la TH et du foncier bâti. Je vous rappelle, l'année dernière, en TH, qu'une confusion a eu lieu suite au désordre sur les bases d'imposition sur les veufs et les veuves. Cela a une influence sur la taxe d'habitation. Cette année, nous avons récupéré, la taxe d'habitation va nous rapporter 566 000 euros de plus que ce que nous avons prévu et le foncier bâti va nous rapporter 914 000 euros de plus que ce que nous avons prévu. Au total, par rapport à la prévision qui est dans le budget primitif que je vous ai présenté précédemment, nous allons avoir une augmentation de la fiscalité de 1,6 million d'euros. Je vous demande donc d'approuver les bases qui sont identiques depuis un certain nombre d'années, ainsi que le produit d'imposition qui sera établi et que vous avez dans la délibération. Au total, pour le produit de nos impôts, nous avons prévu 190 700 000 euros et nous serons à 192 300 000 euros.

Monsieur le Maire : Merci, M. LEVITA. Qui demande la parole ? M. LANNELONGUE, M. BOUMAAZ, Mme JAMET, Mme BRISSAUD, M. LARUE. Allons-y, M. LANNELONGUE.

Monsieur Gérard LANNELONGUE : M. le Maire, chers collègues, tout d'abord un commentaire, puis une question un peu technique, j'y reviens dans une seconde. Vous l'avez rappelé, M. LEVITA, 0 % d'augmentation. En ce qui me concerne, au niveau du travail que nous faisons dans la Commission Finances et, comme vous le savez, que je préside, nous ne pouvons que nous en

féliciter, il faut le remarquer. Il s'agit d'un engagement, il est tenu, je le répète à chaque fois, mais c'est bien de le dire. C'est toujours pareil, nous ne sommes pas à la fin du mandat, il faudra que les efforts soient poursuivis pour éviter de puiser un jour sur le levier fiscal pour boucler les comptes. Jusqu'à maintenant, il n'existe pas de problème, c'est plutôt bien fait, bien géré.

Il faut aussi rappeler tout de même deux choses. Je ne l'ai pas rappelé la dernière fois, mais comme d'autres le font, je le rappelle. Les impôts augmentent tout de même avec l'effet base, c'est comme cela, mais mécaniquement pour les Montpelliérains, leur fiscalité sur la TH et sur le foncier bâti augmente, puisque la base augmente en dépit de la stabilisation des taux. Il faut rappeler aussi que les taux sont tout de même élevés. Je ne vais pas refaire le vieux débat que nous avons depuis le début sur la taxe d'habitation. Vous annoncez la taxe d'habitation à 22,49. Dans certaines bonnes publications, elle apparaît à 34,57, cela ne prend pas en compte le fait qu'il existe un dégrèvement sur une charge qui est prise par la mairie. Si nous le remettons dans le comparatif avec les autres villes, cela nous ramène à un taux moyen qui est pour le coup convenable. Il faut rappeler que Montpellier n'est pas la seule ville qui fasse cela. D'autres Métropoles font aussi cette exonération. Pour le foncier bâti, force est de rappeler, encore une fois, que nous sommes champions toutes catégories, puisque nous avons 31,18 %. Oui, deuxième, je sais, c'est toujours mieux et c'est l'effet 0 %. Je l'ai déjà dit et je ne vais pas le rappeler, mais vous avez raison, ce n'est pas le premier, c'est le deuxième. Ce n'est pas un classement glorieux, force est de le constater. Vous en êtes l'héritier, mais bon. Cela, c'est pour le constat.

La deuxième chose est une question sur les produits fiscaux. Il s'agit de savoir si les montants imposables sont effectivement recouverts. Je m'explique rapidement. Lors du vote du budget, une anomalie avait été détectée. Nous avons constaté une baisse de la matière imposable apparente. Je rappelle ce que c'est : il s'agit du nombre d'unités imposables, alors que, dans le même temps, le dynamisme démographique de Montpellier, que nous connaissons, est incontestable. À l'époque, 500 articles, tout de même, imposables de moins avaient été relevés sur le rôle général. Ce problème est récurrent, depuis plusieurs années. Ce n'est pas la première fois que nous le disons, il est conduit en recul des bases imposables de la taxe d'habitation. Plus largement, nous constatons que, malgré l'évolution des bases, le montant des produits fiscaux, c'est là où le bât blesse, stagne à 1 million près entre 2015 et 2016. Je ne voudrais pas donner le sentiment qu'une augmentation des produits fiscaux serait souhaitable, mais c'est un fait dont il faut à mon avis se préoccuper, quant à la capacité des fiscaux à recouvrer les montants qui sont effectivement imposables, tout simplement. Dans ce contexte, je rappelle qu'il avait été question d'un courrier adressé au ministère des Finances pour faire état de cette situation et de ces difficultés. Pour l'étude du vote des taux en Commission, vous nous avez donné l'occasion d'en parler, et je voulais savoir si nous avons eu une réponse du ministère concerné. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, M. LANNELONGUE. M. BOUMAAZ. Max répondra à la fin.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Vous l'avez fait exprès de le mettre à la fin ? Pourquoi ne l'avons-nous pas mis au début ? Je me posais la question. Nous sommes toujours là pour en discuter, ce n'est pas un souci. Ensuite, je suis assez surpris, entre hier et aujourd'hui, je vois que votre majorité grandit, c'est quelque chose d'assez impressionnant, mais revenons à l'affaire, puisqu'il s'agit de l'affaire du jour. Je vois que la droite est d'accord avec vous. Hier, vous avez fait une réflexion à une élue, je vois que votre majorité s'agrandit. Vous êtes le maire, plus vous avancez, plus tout le monde est d'accord avec vous. Ensuite, revenons à l'affaire, il s'agit de l'affaire du jour, les 0 % d'augmentation, M. le Maire. L'affaire qui, avant même d'être votée...

Monsieur le Maire : Je vais vous faire une confidence.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : Dites-moi, M. le Maire.

Monsieur le Maire : Je suis sûr que je peux faire encore mieux.

Monsieur Djamel BOUMAAZ : J'en suis sûr. Nous pouvons revenir à l'affaire ? Plus sérieusement, M. le Maire, il s'agit de l'affaire qui, même avant d'être votée, est déjà dans les tuyaux des services de communication et de la ville. C'est parti, c'est tweeté, c'est Saurel 0 %. C'est l'affaire « quand le sage désigne la Lune, l'idiot regarde le doigt ». Cela fait deux fois que je le dis, mais c'est vous, M. le Maire, c'est exactement cela. Nous sommes en plein dedans, mais là, aujourd'hui, je suis le sage. Je parle d'augmentation d'impôts, pour ne pas dire racket indirect, et nous l'avons évoqué à maintes reprises au sein de cette assemblée : titre de transport, cantine, fourrière, explosion des volumes de stationnement, de procès-verbaux, grâce à vos caméras, qui étaient là pour lutter contre la délinquance croissante. Aujourd'hui, nous sommes en train de racketter les automobilistes. Oui, M. LEVITA, vous avez un souci ? Nous pouvons continuer ? Eh bien, M. le Maire, vous arrivez à faire croire à ces idiots qu'il faut regarder votre doigt et que ce que vous dites, le 0 % d'augmentation, c'est la vérité. Les idiots, ce sont ceux qui, parfois, se trompent. C'est une supercherie au vu de l'endettement de la ville qui s'accroît et que vous avez voté, dette qui restera salée pour notre future génération et, plus particulièrement, celle de 2020. Sinon, je voterai contre, M. Max LEVITA.

Monsieur le Maire : Mme JAMET.

Madame France JAMET : Je voudrais commencer par le commencement. J'ai fait des recherches sur Internet. Je voudrais tout de même vous mettre à l'esprit quelques chiffres. Depuis 2011, en milliards d'euros, le cumul des mesures fiscales nouvelles est passé en 2011 de 16,3 milliards à 76,6 milliards en 2016. Les ménages qui payaient 6,8 milliards en 2011 paient aujourd'hui, en 2016 – enfin avant-hier –, 58 milliards. Alors, quand je vois que vous êtes dans vos éléments de langage et de communication, que nous pourrions presque qualifier d'imposture, le 0 %, je vois bien ce que vous avez à l'esprit, vous communiquez, mais il faut tout de même remettre les choses à leur place. En 2005, la taxe d'habitation – et c'est la Direction Générale des Finances Publiques qui le donne – avait rapporté 13 milliards d'euros. En 2015, elle a rapporté 21 milliards d'euros. Nous pouvons considérer que cette hausse augmente entre 20 %, d'après certains, et 60 % pour ceux qui exagèrent peut-être un peu, pas comme vous, bien sûr. La taxe foncière, depuis 2004, a explosé de 45 %. Et là, si je vous donne tous ces chiffres, qui ont d'ailleurs été relevés par la Cour des Comptes, c'est parce que, premièrement, ils sont corollaires avec une flambée des recrutements par les collectivités territoriales et du fonctionnement des collectivités, que M. Macron, d'ailleurs, a relevé avec moi. Il faut tout de même remettre cela dans notre contexte, dans votre contexte. Depuis 2000, les impôts locaux perçus par la commune de Montpellier s'élèvent à 117 237 000 euros. Je vous le montre, mais vous savez de quoi je veux parler, vous y étiez. C'est bien vous qui étiez aux finances ? Bien sûr, le nombre d'habitants, jusqu'à 191 431, et là vous nous donnez les chiffres. Mais il n'existe pas que les nombres d'habitants. Si M. Macron parle d'ailleurs éventuellement d'exonérer 80 % des personnes et des ménages en difficulté, c'est parce qu'il faut tout de même inscrire cela dans la réalité. Je ne comprends pas que vous soyez dans le déni. Nous augmentons le nombre d'habitants, les loyers augmentent, le pouvoir d'achat baisse, la pauvreté augmente. À Montpellier, nous étions en 2016 à près de 20,4 % de chômeurs. Vous ajoutez à cela les retraités qui sont en grande difficulté. Vous parlez des veufs, des veuves à qui nous avons enlevé des parts d'impôts, etc., qui n'arrivent plus à vivre et qui survivent avec 800 euros par mois. C'est tout de même aussi cela, Montpellier, et vous êtes en train de nous donner des grandes leçons de communication. La taxe d'habitation, en octobre 2016 à Montpellier, est la 4^e de France : 1 285 euros. Oui, mais cela, ce sont des chiffres officiels, M. LEVITA. 62 363 foyers, à Montpellier, sont imposables, eh oui. Je ne parle pas de la CFE. Et pour la taxe sur le foncier bâti, nous sommes les meilleurs, nous sommes en 3^e position, à

1 347 euros. Vous êtes les meilleurs. Le problème est que, quand vous vous permettez de rentrer dans des éléments de langage avec un quotidien dramatique que subissent nos compatriotes, je trouve que cela frise l'indécence. Je vous propose deux choses, je pense : vous baissez progressivement, continûment, et régulièrement, et là je crois que véritablement, vous aurez marqué ce mandat d'une réelle empreinte, et, parallèlement à cela, vous baissez le fonctionnement, et vous ne pouvez pas dire que c'est impossible. Vous allez me dire que je le disais tout à l'heure, comparaison n'est pas raison, mais à Beaucaire, dans toutes les villes du Front national, ils baissent les taxes, ils baissent les impôts et les services sont toujours là. Donc soit vous faites cela, soit nous pouvons alors considérer que vous vous asseyez sur le quotidien de nos compatriotes qui subissent cela de plus en plus cruellement. Je crois que ce qui est tout de même dramatique est que cela est assez symptomatique. Vous êtes dans le déni de la réalité ou alors vous nous prenez pour des imbéciles.

Monsieur le Maire : Merci, Mme JAMET. Mme BRISSAUD, relevez le niveau, s'il vous plaît.

Madame Anne BRISSAUD : M. le Maire, vous savez ce que je vais dire.

Monsieur le Maire : Non pas du tout, je n'ai pas le don d'introspection.

Madame Anne BRISSAUD : Cela fait tout de même quelques fois que je le répète, maintenant.

Monsieur le Maire : Je considère que les êtres humains sont capables de tout dire à tout moment, donc je suis incapable de dire ce que vous allez dire.

Madame Anne BRISSAUD : Donc vous êtes mal entouré, M. le Maire. Ne pas baisser les impôts, M. le Maire, c'est pour moi maintenir en l'état l'appauvrissement des Montpelliérains et cela est inacceptable. Je ne vais pas refaire le débat qui a lieu depuis une demi-heure maintenant et je ne voterai pas contre afin de vous encourager, comme je vous l'ai dit hier, au minimum à ne pas augmenter les taux d'imposition, mais je m'abstiendrai pour vous encourager au moins à réfléchir à les baisser.

Monsieur le Maire : Merci, Mme BRISSAUD, de m'encourager. M. LARUE.

Monsieur Alex LARUE : M. le Maire, chers collègues, à titre personnel et eu égard à l'augmentation des bases et eu égard au grand nombre de compétences qui ont été transférées à la Métropole par la ville, je vous demande officiellement de baisser les taux, d'accentuer donc votre politique fiscale sur le sujet. À titre personnel, je voterai donc contre votre résolution.

Monsieur le Maire : Il est normal que vous votiez contre, M. LARUE. M. LEVITA, répondez.

Monsieur Max LEVITA : Je réponds rapidement. M. BOUMAAZ est parti, il n'est donc pas nécessaire que je lui réponde. Je suis complètement épouvanté par ces interventions. Mme JAMET, un vous citez des chiffres qui sont nationaux, dont je ne comprends pas exactement la signification. Le second point, vous pouvez nous faire des reproches, mais Philippe SAUREL a pris un engagement dans la campagne, celui de ne pas toucher aux taux. Nous avons pris cet engagement et nous ne l'avons pas pris pour des raisons électorales. Nous avons pris cet engagement parce que nous connaissons la situation de nos concitoyens et nous la connaissons mieux que vous. La preuve, ils nous ont élus, ils nous ont crus. À l'heure actuelle, je ne connais pas d'exemple de villes dans notre situation qui baissent leur impôt. Je suis désolé, vous pouvez me

demander tout, mais nous connaissons les techniques utilisées. Bien sûr que si, nous les connaissons, des organismes enquêtent là-dessus.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : Enquêtez ce que vous voulez, mes chiffres sont publics et, jusqu'à preuve du contraire, nous n'avons jamais refusé de communiquer quoi que ce soit.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : C'est bien pour cela que M. SAUREL nous a demandé de lancer la procédure de dématérialisation. Vous aurez accès à tout et les citoyens auront accès à tout. Parler aujourd'hui de baisse d'impôt, honnêtement, je rends hommage à M. LANNELONGUE, qui, lui, fait l'effort de comprendre notre problème. Il se met à notre place. Il ne s'agit pas d'augmenter les majorités, il s'agit de se mettre à la place de quelqu'un. Nous ne sommes pas en guerre civile. M. LANNELONGUE connaît notre situation, nous lui communiquons tous les chiffres qu'il veut. Nous vous communiquerons tous les chiffres que vous voulez. Il est impossible de baisser les impôts. Si cela était possible, nous le ferions. Ce n'est pas pour le plaisir.

Madame France JAMET : M. Macron est d'accord avec moi.

Monsieur le Maire : Attendez, vous ne voulez pas en citer d'autres ? Vous ne voulez pas parler de M. Fillon, de M. Hamon, de M. Mélenchon ? Vous ne pouvez pas en citer d'autres ? Parce que toujours Macron... Citez-en d'autres.

Monsieur Max LEVITA : Vous savez, je suis certain d'une chose. Marine Le Pen, c'est le chaos complet, je l'ai déjà dit, je le répète et nous verrons bien. Je ne me suis pas si souvent trompé.

[PROPOS HORS MICRO]

Monsieur Max LEVITA : Faites une étude complète. Mais non, pas du tout. C'est un organisme de gestion dont je conteste depuis le début les analyses pour la raison suivante à Montpellier : il existe 120 000 foyers fiscaux, sur ces foyers fiscaux, le forum des gestions en choisit une catégorie particulière, un ménage avec deux enfants, avec deux salaires, qui sont à 150 % du SMIC. À partir de là, c'est une catégorie qui existe à Montpellier. Cette catégorie existe et elle représente 8 % des contribuables de Montpellier. Voilà la situation. À partir de là, je peux vous dire que je connais ici à Montpellier un couple qui paie une taxe d'habitation absolument extraordinaire. Je ne peux pas vous dire son nom, car je refuse de le connaître, comme cela, je ne peux pas vous le donner. Sur ce point-là, les baisses d'impôts ne sont que du rêve. Nous pouvons dire tout ce que nous voudrions sur ce point-là, c'est impossible que nous y arrivions, que M. SAUREL y arrive avec son équipe. Et c'est pour cela mes chers collègues – ce n'est pas moi, je vous le dis – qu'il faut tenir, mais vous tenez, vous faites tous des efforts pour que nous restions et M. LANNELONGUE exprime simplement cela et il exprime parfaitement, et je rends hommage à son honnêteté. Et, vous, je ne peux rendre hommage qu'à votre malhonnêteté, sans problème et sans mollir. Vous avez le droit d'être malhonnête et de dire n'importe quoi, de prendre n'importe quel chiffre, c'est un exploit de maintenant. D'ailleurs, la preuve, donnez-moi une autre ville, mis à part Paris, qui n'a pas touché à ses impôts. Ce sont des petites villes et les techniques qui sont utilisées sont des techniques que nous refusons. C'est bien la preuve que le Front national et nous, ce n'est pas la même chose. Mes chers collègues, une réponse à M. LANNELONGUE, sur les bases, à partir du moment où l'État nous communique les bases, nous ne nous occupons pas de la recette. C'est l'affaire de l'Etat.

Nous toucherons donc bien 192 300 000 de recettes fiscales. La recette, ce n'est pas notre problème, c'est le problème de l'Etat. Le deuxième point : effectivement, l'évolution des bases ne répond pas tout à fait, nous vous l'avons dit en Commission, je l'ai indiqué lors du vote du budget, à nos espoirs. Le courrier adressé au ministre a été envoyé, ainsi qu'au directeur départemental. Nous n'avons pas de réponse. Il existe une difficulté à suivre l'évolution dont nous sommes tous conscients. Un audit a été effectué, parce que nous ne sommes pas parfaits non plus, sur la communication des éléments concernant les nouveaux immeubles. C'est un travail qui est devant nous et il faut continuer à le faire. Il est vrai que l'évolution n'est pas, à notre avis, significative de la croissance démographique de la ville et des constructions qui sont faites.

Monsieur le Maire : Allez-y rapidement, Mme JAMET, s'il vous plaît.

Madame France JAMET : Vous avez raison, avec les chiffres, nous pouvons faire dire tout et n'importe quoi et c'est d'ailleurs avec ce principe-là que des économistes et des grands donneurs de leçon depuis 30 ans nous ont menés dans la situation catastrophique dans laquelle nous sommes tous aujourd'hui. Mais quand vous parlez de malhonnêteté, M. LEVITA, je pense que cela a dû dépasser votre pensée parce que la malhonnêteté – M. LEVITA, ayez le courage d'entendre – est de refuser de voir le quotidien de nos compatriotes, chômeurs, retraités, ménages en difficulté, dans l'une des villes les plus pauvres de France. Cela, c'est de la malhonnêteté. Dire que cela n'existe pas et que ce n'est pas vrai, c'est malhonnête ou c'est bête et encore j'essaie de rester polie.

Monsieur Max LEVITA : Je vais vous dire, renseignez-vous. À partir du moment où vous avez un revenu inférieur à un certain niveau, la moitié de la taxe d'habitation est payée par l'Etat. Cela, c'est le premier point. Lorsqu'elle est vraiment inférieure à un autre niveau, la taxe d'habitation est payée en totalité par l'Etat. C'est ce que nous appelons les compensations, c'est un problème qui nous occupe chaque année, parce que, bien sûr, ce volume des compensations est un volume important pour l'Etat et que l'Etat essaie de le diminuer. L'ensemble des collectivités se bat et, pour le moment, l'Etat respecte sa parole et nous sommes aussi conscients que vous des problèmes des chômeurs, des problèmes des catégories de nos concitoyens qui sont pauvres et nous agissons tous les jours en fonction de cela pour les mesures que nous présentons et dont mon collègue Patrick RIVAS a présenté un exemple.

Applaudissements.

Pour : 50

Contre : 3 (France JAMET, Alex LARUE, Audrey LLEDO)

Abstentions : 1 (Anne BRISSAUD)

Adopté à la majorité.

32. Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville

Opérations programmées pour l'année 2017

Autorisations d'urbanisme

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier poursuit en 2017 la valorisation de son patrimoine, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux.

Dans cet objectif, il est prévu, pour l'année 2017, d'effectuer des travaux de réfection, d'aménagement et démolition de certains bâtiments dont la Ville est propriétaire.

Ainsi pour mener à bien ces opérations, il est nécessaire de déposer auprès des Services compétents, diverses autorisations d'urbanisme.

Ces travaux de diverses natures, précisés ci-dessous, s'effectueront sur les bâtiments suivant :

| Site | Travaux prévus | Autorisation d'Urbanisme |
|--|---|--|
| Maison de Quartier Chabrol 921 Av. du Pr Louis Ravas | Réaménagement intérieur après travaux structure | Autorisation de travaux (ou Déclaration préalable de travaux si création de surface ou intervention en façade) |
| Stade Giambrone 3 rue Montjuich | Mise en sécurité des vestiaires | Déclaration préalable de travaux |
| MPT Léo Lagrange 155 rue Bologne | Mise en conformité | Permis de construire |
| MPT Chopin 1 rue du Marché aux Bestiaux | Réfection des fenêtres | Déclaration préalable de travaux |
| MPT Villon 55 rue des Arancarias | Amélioration du confort thermique confortement/rénovation du mur du parking | Déclaration préalable de travaux |
| MPT Brassens Place Jacques Brel | Travaux de toiture | Déclaration préalable de travaux |
| MPT Escoutaire 67 rue des Razeteurs | Travaux de toiture Réfection/ remplacement de fenêtre | Déclaration préalable de travaux |
| Local associatif rue Colbert | Démolition balcon + rénovation façade | Déclaration préalable de travaux |
| Local restos du Cœur Quartier Figuerolles | Travaux de toiture | Déclaration préalable de travaux |
| Centre Rabelais 27-29 boulevard Sarrail | Reprise d'une fissure | Permis de Construire |
| Église St Mathieu Rue Germain | Installation de portes dans l'escalier du presbytère | Permis de Construire |
| Local Gardes jardin des Plantes Boulevard Henri IV | Rénovation intérieure | Travaux sur Monument historique cerfa 15459 |
| Crèche Louise Guiraud 35 rue de Tipasa | Travaux de toiture | Déclaration préalable de travaux |
| École Signoret 1 impasse des Marmousets | Travaux de toiture | Déclaration préalable de travaux |

| | | |
|--|--|----------------------------------|
| École Cervantes 91 rue Charles Bonaparte | Travaux de toiture | Déclaration préalable de travaux |
| Ancienne Mairie 1 place Francis Ponge | Aménagement de locaux pour l'espace Jeunesse | Permis de Construire |
| Villa 280 chemin de Poutingon | Aménagement du terrain pour l'extension de la fourrière | Permis d'Aménager |
| Hôtel de Baschy du Cayla 1 rue Embouque d'Or | Rénovation des façades de la cour entre la rue Embouque d'Or et l'escalier d'honneur | Permis de Construire |
| Hôtel de Ville 1 place Georges Frêche | Installation d'un "écran" | Déclaration préalable de travaux |
| Bâtiment St Côme 13 rue de l'École Normale | Travaux de rénovation | Déclaration préalable de travaux |
| Bâtiment dans le parc du Mas de Costebelle rue des Frères Lumières | Démolition | Permis de Démolir |

Le montant total estimé des travaux s'élève à **2 817 000 TTC**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la réalisation des travaux de réfection, d'aménagement et de démolition, telle que précisée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'adjoint délégué à déposer les autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés ;
- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2017 sur les chapitres : 900, 902, 903, 904, 906 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

33. Créances éteintes — Exercice 2017

Madame la Trésorière Municipale a transmis à l'ordonnateur l'état des titres annulés par le Juge judiciaire dans le cadre de la procédure de rétablissement personnel et qui s'avèrent donc irrécouvrables.

La Ville de Montpellier donne suite à cette demande pour un montant de :

- 39 857.47 € acceptés en créances éteintes (dont la liste est annexée à la présente délibération).

Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2006 à 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner suite à la proposition de la Trésorière Municipale pour un montant de 39 857.47 € acceptés en créances éteintes, dont la liste est jointe à la présente délibération, et dont le montant est prévu au budget 2017 de la Ville (chapitre 931) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

34. Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|-------|--|--------|-----------------------------|---------|
| 1878 | SOCIÉTÉ DES MEMBRES DE LA LÉGION D'HONNEUR | Projet | GALA DE LA LÉGION D'HONNEUR | 3 000 € |
| 6680 | MODÈLE ÉLÉGANCE FRANCE ORGANISATION | Projet | CONCOURS MODÈLE ÉLÉGANCE | 5 000 € |
| TOTAL | | | | 8 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS** :

- SPORTS

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|------|-------------------|--------|-------------------------------------|---------|
| 6542 | ASSOCIATION TIGRE | Projet | FITDAYS MGEN ADULTES DE MONTPELLIER | 5 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

○ Dans le cadre de la thématique **RÉUSSITE ÉDUCATIVE** :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|-------|---|--------|---------------------|-----------|
| 551 | OFFICE CENTRAL DE LA COOPÉRATION A L'ÉCOLE DE L'HÉRAULT | Projet | CLASSES DÉCOUVERTES | 155 502 € |
| 551 | OFFICE CENTRAL DE LA COOPÉRATION A L'ÉCOLE DE L'HÉRAULT | Projet | OFFRES CULTURELLES | 51 168 € |
| 6004 | COOPÉRATIVE SCOLAIRE ÉCOLE JULES SIMON | Projet | CLASSES DÉCOUVERTES | 954 € |
| 6586 | USEP BERTHE MORISOT | Projet | CLASSE DÉCOUVERTE | 891 € |
| TOTAL | | | | 208 515 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

○ Dans le cadre de la thématique **SANTÉ** :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|-------|------------------------------------|--------|--------------------------------------|----------|
| 3138 | SOS HÉPATITES | Projet | UNE SEMAINE CONTRE LES HÉPATITES | 400 € |
| 5012 | COMPAGNIE MINIBUS | Projet | OPÉRATION BROCOLIS | 2 000 € |
| 5627 | ASSOCIATION TOM | Projet | AUTOUR DU DÉFIBRILLATEUR | 9 817 € |
| 6374 | MOSAÏQUE DES HOMMES ET DES JARDINS | Projet | ATELIERS JARDINS ADAPTÉS AUX SÉNIORS | 2 000 € |
| TOTAL | | | | 14 217 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

○ Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

| Code | Structure | Type | Montant |
|------|-------------------------------|----------------|----------|
| 2835 | SOLIDARITÉ DOM TOM HÉRAULT | Fonctionnement | 20 000 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|------|-----------------|--------|---|---------|
| 5751 | CONTACT HÉRAULT | Projet | SÉMINAIRE NATIONAL DES ASSOCIATIONS CONTACT SNAC | 700 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

o Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE** :

| Code | Structure | Type | Titre du projet | Montant |
|-------|---|----------------|----------------------------|---------|
| 122 | MAJORETTES DE MONTPELLIER DITES MAJOR'S GIRLS | Projet | FESTIVAL DE GIULIANNOVA | 3 000 € |
| 3940 | MARE NOSTRUM | Projet | ARBRE À LIVRE | 1 000 € |
| 6204 | LES 4 CHEMINS | Fonctionnement | | 500 € |
| TOTAL | | | | 4 500 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

2) Modification d'attribution de subvention :

Par délibération n°2015/559 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 300 € à l'association OPÉRÉS DU CŒUR ET MALADES CARDIAQUE. Suite à un changement statutaire, il y a lieu de modifier l'attribution de la subvention comme suit :

| Code | Structure | Type | Montant |
|------|--|----------------|---------|
| 2814 | ASSOCIATION FRANÇAISE DES MALADES ET OPÉRÉS CARDIOVASCULAIRES DU LANGUEDOC ROUSSILLON | Fonctionnement | 1 300 € |

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver la modification d'attribution de subvention indiquée ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 260 932 € ;

- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver la convention spécifique annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Contre :

Abstentions :

Adopté à l'unanimité.

35. Achat de matériel de Quincaillerie - Visserie - Échelles - Appel d'Offres -

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Pignan.

Dans le cadre de l'Achat de matériel de Quincaillerie – Visserie - Échelles, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord-cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau le Lez, Jacou et Pignan pour l'Achat de matériel de Quincaillerie – Visserie - Échelles, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette consultation se porte sur l'Achat de matériel de Quincaillerie – Visserie - Échelles.

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 140 000 € HT par an, pour le lot 1, 22 000 € HT par an, pour le lot 2 et 12 000 € HT par an, pour le lot 3.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de 10 000 € HT par an, pour le lot 1, 10 000 € HT par an, pour le lot 2 et 10 000 € HT par an, pour le lot 3.

Pour le CCAS de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de 4 300 € HT par an pour le lot 1, et 2 100 € HT par an, pour le lot 2.

Pour la Commune de Castelnau le Lez, le montant d'achats estimé sera de 9 000 € HT par an, pour le lot 1.

Pour la Commune de Jacou, le montant d'achats estimé sera de 5 000 € HT par an, pour le lot 1.

Pour la Commune de Pignan, le montant d'achats estimé sera de 7 500 € HT par an, pour le lot 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les Villes de Castelnau le Lez, Jacou et Pignan, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

36. Précisions relatives aux tarifs de location de matériels - modification de la délibération relative aux tarifs 2017 du 15 décembre 2016

Suite à une erreur matérielle, il convient de modifier les modalités relatives aux tarifs de location de matériels. L'article ci-dessous vient se substituer au point 2-1 de la délibération du 15 décembre 2016.

2-1) Le matériel

Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectuent pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

| Matériels | Unité | Tarifs 2017 | |
|---|----------------------|-------------|--------------|
| Particuliers et sociétés à caractère commercial | | | Associations |
| Chaise | u/jour | 0,31 € | 0 € |
| Table (2m) | u/jour | 4,26 € | 0 € |
| Grille-caddie | u/jour | 5,92 € | 0 € |
| Podium | m ² /jour | 7,95 € | 0 € |
| Barrière | u/jour | 7,95 € | 0 € |
| Place de tribune | u/jour | 0,81 € | 0 € |

| | | | |
|--|------------|-----------|---------|
| Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R | par camion | Non prévu | 120 € |
| Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique | par camion | Non prévu | 70 € |
| Forfait électrique – Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés) | unité | Non prévu | 50 € |
| Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés) | unité | Non prévu | 171 € |
| Cautionnement | | | |
| Cautionnement petit matériel | | 365 € | 365 € |
| Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement | | 1 350 € | 1 350 € |

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette modification des tarifs votés lors de la séance du 15 décembre 2016 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

37. Mise à disposition des salles municipales à tarif réduit ou gratuitement

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

À cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 45 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 68 458,50 €.

| Dates | SALLES | Organisme | Tarif de la salle | Tarif appliqué | Valorisation |
|--|------------------------------|---|-------------------|----------------|--------------|
| 05/03/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | La Culture Bulgare en LR | 610,00 | 305,00 | 305,00 |
| 07/03/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Les Amis du Monde Diplomatique | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 12/03/2017 | SALLE DES RENCONTRES | BETH LUBAVITCH | 4 000,00 | 102,00 | 3 898,00 |
| 17/03/2017 | CENTRE RABELAIS | UNAFAM 34 | 1 325,00 | 51,00 | 1 274,00 |
| 18/03/2017 | CENTRE RABELAIS | CEPRAS | 1 325,00 | 51,00 | 1 274,00 |
| 21/03/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Pour un Sourire d'Enfant Languedoc | 315,00 | 0,00 | 315,00 |
| 25/03/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | MALAKURDA | 315,00 | 157,50 | 157,50 |
| 26/03/2017 | Salle de réceptions Grammont | Association des Afghans de Montpellier | 3 000,00 | 102,00 | 2 898,00 |
| 01/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Afrique Pleine d'Avenir | 315,00 | 0,00 | 315,00 |
| 02/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Fédération Africaine des Naturopathes | 610,00 | 61,00 | 549,00 |
| 02/04/2017 | Salle de réceptions Grammont | La Baronnie de Caravètes | 3 000,00 | 102,00 | 2 898,00 |
| 02/04/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | MALAKURDA | 900,00 | 61,00 | 839,00 |
| 06/04/2017 | SALLE PETRARQUE | Amitié Judéo-Chrétienne | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 07/04/2017 | SALLE PETRARQUE | La Boutique d'Ecriture et Co | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 08/04/2017 | SALLE DES RENCONTRES | Association BOSPHORE | 3 260,00 | 0,00 | 3 260,00 |
| 11/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Communauté Juive Libérale de Montpellier | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 14/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | CLICS34 | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 14/04/2017 | SALLE PETRARQUE | Institut Weil Bernanos | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 15/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Association des Etudiants Mahorais de Montpellier | 315,00 | 157,50 | 157,50 |
| 15/04/2017 | Salle Jules PAGEZY | Association Rêves de Mômes | 1 630,00 | 815,00 | 815,00 |
| 21/04/2017 | SALON DU BELVEDERE | Les Amis du Monde Diplomatique | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 21/04/2017 | Salle Jules PAGEZY | sos sdf les amoureux de la vie | 1 630,00 | 0,00 | 1 630,00 |
| 22/04/2017 | SALON DU BELVEDERE | Etoile Solidaire | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 24/04/2017 | CENTRE RABELAIS | CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active | 1 325,00 | 662,50 | 662,50 |
| 26/04/2017 | SALLE PETRARQUE | Association BARAKA | 610,00 | 305,00 | 305,00 |
| 26/04/2017 | SALON DU BELVEDERE | Association des Donneurs de Voix | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 27/04/2017 | SALLE PETRARQUE | Action Ethique Humanitaire | 610,00 | 0,00 | 610,00 |
| 28/04/2017 | CENTRE RABELAIS | Laboratoire Epsilon EA 4556 -école doctorale 60 | 1 325,00 | 662,50 | 662,50 |
| 04,05, 06/04/2017 | Salle Jules PAGEZY | Association ARPAC | 4 890,00 | 153,00 | 4 737,00 |
| 07 au 09/04/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Emergence 17 | 1 800,00 | 900,00 | 900,00 |
| 07 et 08/04/2017 | Salle Jules PAGEZY | Association AKAMA | 3 260,00 | 102,00 | 3 158,00 |
| 07 et 08/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Montpellier Business School | 630,00 | 0,00 | 630,00 |
| 08 et 09/04/2017 | SALLE PETRARQUE | Stop aux Violences Sexuelles | 1 830,00 | 91,50 | 1 738,50 |
| 10/02; 03/03; 07/04; du 04 au 06/05; 09/06; 07/07; 22/09; 13/10; 08/12/2017 | CENTRE RABELAIS | La Compagnie du Capitaine | 14 575,00 | 7 287,50 | 7 287,50 |
| 10/03 et 9/04/2017 | Salle de réceptions Grammont | Asso des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens | 5 040,00 | 153,00 | 4 887,00 |
| 10/04 et 29/05/2017 | SALLE PETRARQUE | Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale | 1 220,00 | 61,00 | 1 159,00 |
| 18/03 et 13/04/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Association des Sénégalais de l'Hérault | 900,00 | 61,00 | 839,00 |
| 21 au 23/04/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Secours Populaire Français (Antenne Pompignane) | 1 240,00 | 0,00 | 1 240,00 |
| 21/03 et 12/10/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Agence Locale de l'Energie | 900,00 | 61,00 | 839,00 |
| 26/04 et 21/06/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Compagnie des Experts près de la Cour Administrative d'Appel de Marseille | 630,00 | 61,00 | 569,00 |
| 29/03 et 01/04/2017 | Salle Jules PAGEZY | Association des Etudiants de Polynésie Française | 3 260,00 | 866,00 | 2 394,00 |
| 29/04 et 08/06/2017 | SALLE DES RENCONTRES | Comité d'Organisation Forum Sportif et Culturel - COFSEC | 6 520,00 | 102,00 | 6 418,00 |
| 29/04 et 14/10/2017 | SALLE PETRARQUE | Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque | 1 220,00 | 61,00 | 1 159,00 |
| 30/03 et 25/04/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Collectif Roosevelt | 900,00 | 61,00 | 839,00 |
| du 28 au 30/04/2017 | Salle Jules PAGEZY | ASSOCIATION DU FESTIVAL DU JEU | 5 260,00 | 1 866,00 | 3 394,00 |
| TOTAL= | | | 84 215,00 | 15 756,50 | 68 458,50 |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

38. Convention avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault relative à la disponibilité des Sapeurs-Pompiers Volontaires (SPV) pendant leur temps de travail

La Ville de Montpellier compte parmi ses personnels des agents publics par ailleurs Sapeurs-Pompiers Volontaires (SPV).

Cette disponibilité des SPV, nécessite d'être encadrée dans une logique de partenariat avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault.

L'article L 723-11 du code de la sécurité intérieure (issu de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de Sapeurs-Pompiers) précise :

« L'employeur privé ou public d'un SPV, les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et non salariées qui ont la qualité de SPV peuvent conclure avec le SDIS une convention afin de préciser les modalités de la disponibilité opérationnelle et de la disponibilité pour la formation des SPV. Cette convention veille, notamment, à s'assurer de la compatibilité de cette disponibilité avec les nécessités du fonctionnement de l'entreprise ou du service public.

La programmation des gardes des SPV, établie sous le contrôle du Directeur Départemental du SDIS, est communiquée à leurs employeurs s'ils en font la demande. »

Sur cette base, il est proposé d'établir une convention entre le SDIS de l'Hérault et la Ville de Montpellier.

Cette convention dont l'objectif est de concilier la disponibilité du SPV et les contraintes de l'employeur, notamment les différents services concernés, permet de convenir des dispositions relatives à la participation aux missions opérationnelles, aux actions de formations et aux gardes programmées ou aux dispositifs préventifs.

Cette démarche, librement négociée entre les partenaires, permet :

- de valoriser notre contribution à l'effort de sécurité civile et son implication aux côtés du SDIS de l'Hérault ;
- d'affirmer l'adhésion de l'employeur à l'engagement national relatif au volontariat ;

- de disposer, au sein même de sa structure, d'agents dont l'expérience et la formation peuvent s'avérer précieuses en termes de secours et de prévention.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser M. le Maire ou M. le Conseiller spécial délégué aux ressources humaines à signer la présente convention jointe en annexe et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

39. Modifications du tableau des effectifs

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

La création d'un poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2^e classe ainsi que la suppression du poste d'assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques pour tenir compte des besoins de la collectivité.

Il est proposé de nommer sur ce poste un lauréat au concours.

Le poste correspondant au grade d'origine sera supprimé à sa nomination sur son nouveau grade, après avis du Comité Technique.

I- Création de poste :

Filière Culturelle :

Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2^e classe : création d'un poste

II- Suppression de poste : conformément à l'avis du Comité Technique du 22 mars 2017

Filière culturelle :

Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques : suppression d'un poste

III- Ouverture de poste à un agent non titulaire :

Un poste d'ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions d'Ingénieur Prévention au sein du service Prévention des risques professionnels.

Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre

d'emplois des ingénieurs territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : de l'IB 434 à l'IB 979.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Pour : 52

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame DEMON sort définitivement de séance et donne procuration à Madame PEREZ.

40. Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l' élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l' élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l' élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité d'apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Monsieur YOUSSEUS entre en séance.

Madame PEREZ (avec la procuration de Madame DEMON) sort de séance.

Madame JANNIN sort définitivement de séance.

41. Création d'un service commun des ressources humaines et relations sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un

établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, la délibération n°13755 du 14 avril 2016 a approuvé la mutualisation de l'équipe de direction générale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier et notamment la fonction de Directeur du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

Les directions des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent ainsi de plus en plus étroitement depuis près d'un an, au travers de réunions communes et d'une démarche de co-construction d'un pôle ressources humaines et relations sociales rassemblé.

Cette mutualisation de la fonction ressources humaines est une priorité pour accompagner la mutualisation des autres directions et départements mais aussi et surtout pour amplifier le rapprochement des politiques de ressources humaines des deux collectivités au service des parcours professionnels des agents, de la qualité de vie au travail et de la performance des deux organisations.

Si elle concerne plus spécifiquement la Ville et la Métropole, cette mutualisation n'est pas exclusive puisqu'elle s'accompagne d'une intensification de la coopération avec le CCAS et les 30 autres communes de la Métropole dans le cadre du réseau thématique RH.

Cette mutualisation procède de la volonté de mettre les ressources humaines au cœur de l'organisation et de répondre à l'attente exprimée d'une fonction ressources humaines plus lisible et plus accessible, garante de l'équité à tous les niveaux, plus accompagnante sur un plan individuel, plus moderne, qui œuvre au quotidien pour améliorer la qualité de vie au travail et établit le dialogue à tous les niveaux comme levier essentiel de la réussite des changements.

L'organisation mutualisée proposée repose sur trois directions thématiques et une direction transversale, avec des niveaux d'intégration différenciés en fonction des possibilités et des opportunités :

- La Direction du pilotage et de la modernisation des ressources humaines,
- La Direction de l'administration des ressources humaines,
- La Direction des parcours professionnels et des compétences,
- La Direction de la qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le pôle ressources humaines et relations sociales est gérée par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 65 % pour la Ville et de 35 % pour la Métropole.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 21 mars 2017 pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés, ainsi que l'assemblée délibérante.

Le Comité technique de la Ville de Montpellier a été également saisi le 22 mars 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du service commun des ressources humaines et relations sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de service commun afférente telle que présentée en annexe.

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : M. le Maire, mes chers collègues, cette délibération concerne le transfert des agents du service Ressources Humaines de la ville dans un service commun à la Métropole, mais le regroupement physique se fera ici dans la maison bleue. Nous avons bien évidemment reçu un avis favorable des deux comités techniques des collectivités, c'est-à-dire la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. La clé de répartition des dépenses est calculée au prorata de la masse salariale, c'est-à-dire 85 agents pour la ville de Montpellier, 50 agents pour la Métropole dont la base est le service RH actuel.

Monsieur le Maire : Qui demande d'autres explications ? Nous avons voté le pendant de cette affaire hier soir au Conseil de métropole. M. LANNELONGUE.

Monsieur Gérard LANNELONGUE : Est-ce que cette mutualisation aura un impact prévisible sur les effectifs des services concernés dont vous venez de parler et qui ne serait pas indiqué dans le dossier ? Est-ce que les modalités de cette mutualisation prévoient l'implantation des services sur un même site ?

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI : Concernant le site, je vous ai répondu tout à l'heure, puisque l'ensemble des agents, c'est-à-dire les 85 de la ville et les 50 de la Métropole seront physiquement situés ici dans l'hôtel de ville. Pardonnez-moi, je n'ai pas entendu la première question. Effectif constant, M. LANNELONGUE, pour le moment.

Pour : 50

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

Madame PEREZ (avec la procuration de Madame DEMON) entre en séance.

42. Dotation de Politique de la Ville 2017 - Convention cadre d'attribution de subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation politique de la ville (ex-DDU) bénéficie, pour 2017, à 180 communes réunissant les trois conditions cumulatives suivantes :

- avoir été éligible à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) en 2016 ;
- présenter une proportion de population située en quartier prioritaire de la politique de la ville supérieure à 19 % ;
- faire partie du périmètre d'intervention de l'ANRU au titre du Programme national de rénovation urbaine.

Lorsque la compétence en matière de politique de la ville a été transférée par une commune bénéficiaire à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), celui-ci peut bénéficier de la dotation politique de la ville pour le compte de cette commune.

À ce titre, par courrier en date du 22 février 2017, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2017 d'une dotation d'un montant de 4 588 350,75 €.

Ces crédits feront l'objet d'une convention attributive de subventions entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Il est proposé de signer, dans un premier temps, une convention cadre entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'attribution de cette dotation politique de la Ville ; un avenant précisera dans un second temps, la liste des projets et la répartition de la dotation pour chacun d'entre eux. Ces projets (investissement ou fonctionnement) devront répondre aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions financés au titre de la DPV est celui de nos 12 quartiers politique de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politiques de la ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le projet de convention cadre d'attribution de subventions au titre de la dotation politique de la ville 2017, entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Abstentions :

Adopté à la majorité.

43. AFFAIRE RETIRÉE

44. Toulouse fait sa Comédie le 22 avril 2017

Dans le cadre des opérations de tourisme réciproque entre la Ville de Montpellier et la Ville de Toulouse, se déroulera le 22 avril prochain de 10h à 19h sur l'Esplanade Charles de Gaulle, la manifestation « Toulouse fait sa Comédie ».

À cette occasion, un village toulousain sera installé présentant les diverses activités culturelles, gastronomiques et festives que la ville, capitale régionale peut proposer. Ainsi, il sera possible de partir à la découverte des sciences, de l'aéronautique et du spatial avec la participation de la Cité de l'Espace, du Musée Aéroscopia, de même que les Montpelliérains pourront déguster notamment des produits locaux. L'Office de Tourisme de Toulouse et le Comité Départemental du Tourisme de la Haute-Garonne seront également présent lors de cette manifestation.

Par réciprocité, la Ville de Montpellier organisera à Toulouse, le 29 avril prochain, la manifestation « le Capitole de Montpellier » présentant aux Toulousains l'offre culturelle, gastronomique et festive que proposent la Ville de Montpellier et sa Métropole avec la présence notamment du Musée Fabre, de la Panacée, du Fise...

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser à titre gracieux, l'occupation du domaine public du 21 au 23 avril sur l'Esplanade Charles de Gaulle dans le cadre de la manifestation intitulée « Toulouse fait sa Comédie » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout doucement relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre :

Abstentions : 2 (France JAMET, Audrey LLEDO)

Adopté à l'unanimité.

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h45.

Conseil Municipal du 30 mars 2017
Décisions prises depuis le Conseil Municipal du 23 février 2017

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
 Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

| DECISION N° | SYNTHESE DE LA DECISION |
|--------------------|---|
| 2017/053 | La Ville de Montpellier décide d'adopter l'avenant n° 6 au contrat de flotte automobile SMACL 34.944/H (régularisation 2015 - 2016). |
| 2017/065 | Mise à disposition de locaux situés 1 rue de la Barralerie, 49 cours Gambetta et 1 route de Lavérune, du 8 au 22 février 2017 moyennant un loyer de 616€. |
| 2017/066 | La Ville décide de passer une convention de partenariat avec le Comité d'Établissement Régional SNCF pour la période du 1er Janvier 2017 au 31 Décembre 2018, précisant les conditions d'utilisation des installations sportives " Jean SCIALO ". |
| 2017/069 | Assurance - Acceptation d'indemnités de sinistres sur divers lieux pour la période du 6 octobre 2014. |
| 2017/071 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. SIFER et MME ROSA. |
| 2017/072 | ASSURANCE - Acceptation d'indemnités de sinistre - sinistres inondation du 29 septembre 2014 sur divers lieux. |
| 2017/073 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire du référé - expulsion du 352 rue du Moulin des Sept Cans. |
| 2017/074 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire du référé - expulsion des anciennes archives départementales sis 4 avenue de Castelnau et 40 rue Proudhon. |
| D-2017/001 | La Ville de Montpellier décide de renouveler son adhésion à 4 organismes pour un montant total de 10238€ pour l'exercice 2017 (ALE, AMORCE, Energy-Cities, ECOBATP LR). |

| | |
|------------|--|
| D-2017/002 | Il s'agit de renouveler l'adhésion à l'AFIGESE au titre de l'année 2017 par le versement d'une cotisation de 1292€. |
| D-2017/015 | Cotisations à des organismes nationaux thématique "Culture" pour l'année 2017 pour un montant global de 1824.72€. |
| D-2017/017 | Adhésion 2017 à l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (ADULLACT) pour un montant de 4500€. |
| D-2017/020 | Pour un meilleur fonctionnement des Relais Assistantes Maternelles, il est nécessaire de scinder l'entité RAM Antigone en RAM Antigone I et RAM Antigone II et de modifier l'adresse du Relais Assistantes Maternelles Mosson. |
| D-2017/021 | Pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie d'avances « Droits des stationnements, il convient d'augmenter le montant de l'avance à 2500€. |
| D-2017/022 | Il convient, d'une part, d'apporter une correction à la formulation des articles 4 et 7 de la décision n° 2013/0105 relative à la régie « Frais de mission » et, d'autre part, de rajouter un mode de règlement (virement). |